

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13645 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 10 DÉCEMBRE 1988

Des Français et des Britanniques participent aux secours

Selon Moscou, le séisme en Arménie a fait cent mille morts

Répondre à la bonne volonté

Les régimes et leurs dirigeants doivent être jugés à la façon dont ils traitent leurs propres peuples. La catastrophe qui vient de frapper l'Arménie constitue de ce point de vue un test crucial pour M. Gorbatchev. Le secrétaire général soviétique l'a bien compris puisqu'il a rapidement décidé d'abréger son séjour à New-York et d'annuler ses visites à La Havane et à Londres. Il n'avait pas eu le même réflexe au moment de la catastrophe de Tchernobyl, en 1986, puisqu'il n'avait, à ce moment-là, jamais quitté Moscou.

Le drame de Tchernobyl, cependant, marqua un grand progrès - si l'on peut dire - dans la manière soviétique d'aborder les catastrophes. Après deux jours de silence embarrassé, les dirigeants reconnurent les faits, et les médias soviétiques purent faire leur travail. Quel progrès que cette rupture avec la doctrine qui privait jusque-là et selon laquelle le socialisme scientifique avait éradiqué jusqu'aux catastrophes naturelles ! Comment oublier que, pendant des dizaines d'années, accidents d'avion, de train, inondations, et même tremblements de terre étaient frappés du sceau du secret et n'étaient jamais mentionnés dans la presse !

Si est vrai qu'à quelque chose malheur est bon, le séisme qui vient de détruire plusieurs villes arméniennes et qui a tué près de cent mille personnes devrait persuader M. Gorbatchev d'ouvrir largement la région à l'aide internationale, qui se propose de partout. Une aide matérielle et humaine qu'aucune nation dans le malheur ne devrait avoir honte de recevoir.

De nombreux pays occidentaux disposent de l'équipement et du personnel nécessaires ; des milliers d'Arméniens de la diaspora ne songent qu'à participer à ce mouvement. Les premières réactions en provenance de Moscou indiquent qu'on n'exclut pas ce moyen pour atténuer la détresse des survivants. Déjà, des spécialistes britanniques, français et suisses, ont été admis.

Mais ce sera sans doute à M. Gorbatchev de décider si l'URSS accepte une aide internationale de plus vaste ampleur, et ce ne sera pas facile. Les journalistes occidentaux ne sont-ils pas interdits de Caucase depuis pratiquement le début des affrontements entre Arméniens et Azeris ? C'est pourtant le même M. Gorbatchev qui vient d'affirmer à l'ONU qu'il est temps d'abandonner « les stéréotypes, les idées vieilles et les illusions », pour se rallier aux « valeurs humanitaires universelles ».

Ce nouveau malheur qui frappe l'Arménie pourrait aussi donner l'occasion à un autre Etat de faire un geste réparateur. Nous songons à la Turquie voisine, proche des zones sinistrées, et d'où l'aide internationale pourrait être aisément transférée sur les lieux du sinistre. Un rêve ? Peut-être, mais à la mesure de la bonne volonté affichée ici et là, et qui doit encore se traduire en actes.

M 0147 - 1210 0 - 4,50 F



M. Mikhaïl Gorbatchev, qui a regagné Moscou venant de New-York, vendredi matin 9 décembre, était attendu dans la journée en Arménie, où il doit visiter les zones sinistrées par le tremblement de terre du mercredi 7. Le ministre soviétique de la santé, M. Evgueni Tchazov, a estimé à cent mille victimes, morts et disparus, le bilan du séisme, rapporte l'agence officielle locale Armenpress.

L'Union soviétique a accepté l'aide de techniciens du sauvetage français, britanniques et suisses ; elle n'a pas refusé, comme précédemment, les propositions de plusieurs pays.

La priorité est, pour l'instant, accordée à l'organisation des secours, entravée par la destruction partielle des réseaux routiers et ferroviaires. Les blessés affluant déjà dans tous les hôpitaux de la région, et l'on s'efforce de dégager les survivants encore enfouis sous les décombres.

Des émeutes auraient, par ailleurs, incendié plusieurs habitations arméniennes à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, après que des troupes eurent été redéployées pour aider aux opérations de sauvetage des sinistrés du séisme.

(Lire nos informations pages 5 et 6.)

Plusieurs bases palestiniennes attaquées

Importante opération israélienne au sud de Beyrouth

L'armée israélienne a lancé, vendredi 9 décembre, une importante opération au sud de Beyrouth, au cours de laquelle, selon un porte-parole israélien, un lieutenant-colonel a été tué et trois soldats blessés. Il a précisé que cette opération combinée, par terre, air et mer, visait des bases du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (pro-syrien).

L'armée syrienne aurait pris part, vendredi dans la matinée, à des combats au sud de Beyrouth contre des unités israéliennes, débarquées par hélicoptères au sud de la ville, ont indiqué la police libanaise ainsi que des sources palestiniennes.

A Jérusalem, un porte-parole militaire a déclaré que les forces israéliennes engagées dans l'opération au Liban avaient été évacuées par hélicoptères. Des responsables ont, en outre, démenti des informations en provenance de Beyrouth, selon lesquelles des soldats israéliens auraient été faits prisonniers par les Syriens.

(Lire la suite page 32.)

Lire également

Un an de soulèvement palestinien Page 8

La réduction des forces soviétiques

L'OTAN demande à Moscou d'aller plus loin PAGE 3

M. Mitterrand en Tchécoslovaquie

Le chef de l'Etat a évoqué le « printemps de Prague » PAGE 4

Cinéma par satellite

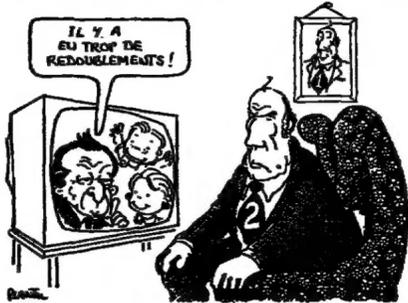
Une expérience pour les salles rurales PAGE 22

Retraite des cadres

Augmentation des cotisations PAGE 28

Le sommaire complet se trouve en page 32

Enseignement : les objectifs de M. Rocard



Lire page 12 les articles de GÉRARD COURTOIS et JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Après l'échec des négociations agricoles au GATT

La menace d'une guerre commerciale

Americains et Européens se retrouvent, vendredi 9 décembre, à Bruxelles pour leur réunion ministérielle annuelle, dans un climat très lourd. A Montréal, les négociations du GATT se sont terminées sur un échec : Etats-Unis et CEE ont confirmé leur incapacité à s'entendre sur le dossier de l'agriculture.

MONTRÉAL de notre envoyé spécial

Le miracle ne s'est pas produit à Montréal. Les positions des Etats-Unis et de la CEE sur la réforme des politiques agricoles n'ont pu être rapprochées. En dépit des paroles apaisantes prononcées au soir de l'échec, il ne fait guère de doute que l'Uruguay round, ce nouveau cycle de négociations engagé en septembre 1986 à l'initiative des Etats-Unis afin de relancer une organisation multilatérale du commerce mondial qui ne remplissait plus son rôle, en sera gravement affecté. D'ores et déjà, la machine est grippée, comme en témoigne le refus des pays d'Amérique latine, mécontents de l'échec agricole, d'entériner les accords promoteurs enregistrés par la session ministérielle à « mi-parcours », notamment en matière d'échanges de services et de réductions tarifaires.

Faut-il, comme M. Henri Nallet, ministre français de l'agriculture, reprocher aux Américains de s'être comportés en doctrinaires en refusant toute discussion sur les mesures à prendre pour

assainir les marchés tant qu'il n'y aurait pas accord sur l'élimination totale, en dix ou douze ans, des subventions accordées à l'agriculture ? Les Etats-Unis ont assurément fait preuve d'intransigeance. Mais leurs raisons, même si elles sont servies avec des accents messianiques horribles - « Ce que nous proposons est bon pour tout le monde », - sont sans doute plus politiques qu'idéologiques.

La poursuite du débat agricole, selon le schéma approuvé à Punta-del-Este, ne leur convient plus. Il permet en effet aux Douze de passer à travers les gouttes, d'éviter le démantèlement, sinon de la politique agricole commune (PAC), du moins de ses subventions (les fameuses restitutions) à l'exportation.

PHILIPPE LEMAITRE. (Lire la suite page 27.)

Le 40^e anniversaire de la Déclaration universelle

Un entretien avec M. Badinter

« Une reconnaissance des droits de l'homme toujours plus étendue »

D'importantes manifestations, auxquelles prendront part des invités-symboles : Andreï Sakharov et Lech Walesa, sont organisées à Paris pour le quarantième anniversaire de la proclamation, le 10 décembre 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, analyse la portée, les enjeux et les conséquences de la Déclaration de 1948.

« La Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU a quarante ans. Qu'y lisez-vous aujourd'hui : la version internationalisée et actualisée de la Déclaration française des droits de l'homme de 1789, la reconnaissance effective de nouveaux droits, une tentative de mondialisation concrète des droits de l'homme ?

- Tous les grands textes ont une histoire. Et parfois, même, ils font l'histoire. La Déclaration américaine de 1776 proclame l'indépendance des Etats-Unis.

« La Déclaration des droits de l'homme de 1789 symbolise la Révolution, parce qu'elle promet la liberté à tous les hommes. La Déclaration universelle de 1948 exprime la victoire de la démocratie sur le totalitarisme nazi, c'est-à-dire sur une idéologie fondée précisément sur le mépris des droits de l'homme.

« A ce titre, elle apparaît moins comme une expression actualisée de la Déclaration de 1789 que comme sa consécration

et son nécessaire prolongement. Il y a entre les deux déclarations complémentarité, continuité, tout comme les droits économiques et sociaux sont la conséquence nécessaire des grandes libertés classiques. Chacun sait que le droit à la liberté ou à l'égalité exige, pour avoir une portée réelle, le droit à l'instruction, aux soins, à la protection contre la misère, etc.

« Les premiers révolutionnaires l'avaient déjà dit. Et la critique socialiste des droits de l'homme tendait aussi à les rendre effectifs. La Déclaration universelle satisfait explicitement à cette exigence que la Déclaration de 1789 portait déjà en elle.

« Reste le véritable apport de la Déclaration de 1948 : son caractère universel. Sans doute la Déclaration de 1789 avait été conçue par ses auteurs comme valant pour tous les hommes. »

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI et MICHEL KAJMAN. (Lire la suite page 2.)

Le Monde SANS VISA

- Cuba se lance dans la « tourstroïka ».
- Voile : sous le vent caraïbe.
- Escapes.
- La table : les réveilleurs, vins liquoreux d'outre-Rhin.
- Les Jeux.

Pages 15 à 18

Les codes Dalloz ne cessent de grandir : régulièrement mis à jour, enrichis des annotations de jurisprudence et complétés de bibliographies, toujours accessibles grâce à de nombreuses tables. Code de procédure pénale 1988-89.



Sa grandeur est à l'intérieur.

20 CODES DALLOZ • LE DROIT DE SAVOIR

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Amérique/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 6.400 L. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 1,50 S. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Diplomatie

Le voyage du président de la République en Tchécoslovaquie

M. Mitterrand évoque le « printemps de Prague » et la mémoire du président Masaryk

PRAGUE
de notre envoyée spéciale

En hiver, au château, devant les visages de pierre de la nomenclature tchèque alignés autour de la table immense d'un dîner officiel, M. Mitterrand aura donc évoqué le « printemps », « Vous n'ignorez pas, a dit le président, l'écho considérable que suscita en France ce qui fut appelé le « printemps de Prague » et le prestige moral qui s'attacha chez nous aux actes et aux personnes qui, à nos yeux, illustrent les valeurs auxquelles nous croyons. C'était dit, devant le président Husak, devant Milos Jakes, le secrétaire général du parti et tous ceux qui, autour de cette table, ont acquis leur raideur et construit leur pouvoir sur l'éclatement de ce printemps-là.

Il y a deux ans encore, le président avait probablement davantage insisté sur ce thème, mais toute la dialectique de ce voyage officiel en Tchécoslovaquie réside précisément dans l'art de surmonter la contradiction sur laquelle a échoué, au cours du premier septennat, la politique en direction des pays de l'Est : comment restaurer la présence, voire

l'influence de la France dans cette autre Europe, sans rien céder des convictions françaises concernant les droits de l'homme ?

C'est pourquoi M. Mitterrand poursuivit : « Tout cela, vous le savez, et il ne servirait à rien de le taire, vous avez vous-mêmes tant à dire sur les lourdeurs du passé... » Il venait d'évoquer 1938, Munich, « la confiance trahie, l'amitié humiliée », la honte qu'il avait alors éprouvée. Et M. Mitterrand ajouta encore : « Je respecte votre souveraineté et je compte sur le dialogue qui s'engage entre nous pour aller plus loin dans la confrontation de nos points de vue ».

Voilà en quelques phrases la trame de la nouvelle politique à l'Est du président : il ne se posera pas en donneur de leçons, toute la partie déclamatoire de son discours sur les droits de l'homme, irrecevable par des pays qui se veulent souverains et qui feraient toute possibilité de dialogue, il la réservera pour des manifestations parisiennes. Il défendra certes son point de vue mais de façon plus discrète, comme il l'a fait jeudi dans des tête-à-tête avec les dirigeants communistes.

L'avenir seul dira si cette nouvelle méthode — ni tonitruante à la That-

cher ni pourtant tout à fait realpolitik à l'allemande — se révéla plus fructueuse. Elle est en tout cas, d'un point de vue strictement français, plus risquée que la précédente. Il était de même plus risqué, mais aussi plus ambitieux, de commencer cette tournée en Europe orientale et centrale, plutôt que par des pays qui manifestent une volonté réelle de réforme ou d'ouverture, par cette Tchécoslovaquie à la fois officiellement rigide mais historiquement, culturellement et sentimentalement proche des Français qui gardent dans la tête l'image de chars soviétiques entrant dans Prague un jour d'août 1968.

Quiconque a critiqué la décision de M. Mitterrand de venir en Tchécoslovaquie restera sur sa faim avec cette unique phrase prononcée jeudi sur le printemps de Prague. Cette phrase ne contient cependant pas tout le message délivré par le président sur les droits de l'homme et la démocratie. Mais le reste est plus subtil, moins public et moins grand public.



M. Mitterrand qui se rend vendredi à Bratislava n'y rencontrera pas M. Dubcek, ce qui est symboliquement très marquant mais qui reste diplomatiquement inévitable. On invitera l'ancien dirigeant du printemps de Prague à Paris à l'occasion sans doute du bicentenaire de la Révolution. C'est 1918 et 1988 que le président de la République a choisi d'honorer, en allant, jeudi, déposer une gerbe sur la tombe de Masaryk, fondateur de la République de Tchécoslovaquie il y a soixante-dix ans, et en recevant vendredi pour un petit déjeuner à l'ambassade de France les représentants de l'opposition scindée active.

« Un geste politique »

Ni l'une ni l'autre de ces démarches ne figuraient au programme tchèque de la visite, ni ne figureront dans la presse. Mais les Tchèques le sauront : « Dans un appartement sur deux, on passe ses soirées à écouter les radios occidentales », dit un autre représentant de cette opposition. « Masaryk, ajoute-t-il, ce ne vous dit peut-être rien (et de fait cette cérémonie en petit comité fut très peu gratifiante du point de vue médiatique), mais pour nous, c'est très important, non seulement parce que cela fait appel à notre sentiment

historique, mais aussi parce que c'est un geste politique. »

Il y a un an, les membres de la Charta 77 avaient, eux aussi, déposé des fleurs — balayées tout de suite après par la police — sur la tombe du fondateur d'une République tchécoslovaque qui, comme le rappela jeudi soir M. Mitterrand, « allait pendant vingt ans rester le seul Etat démocratique de cette partie de l'Europe parmi des régimes qui ne l'étaient plus ». La France fut au côté de cette jeune République, et c'est à ce passé commun d'avant Munich que M. Mitterrand entendait se référer. L'histoire officielle tchécoslovaque a, certes, ces derniers mois, modestement entrepris sa propre révision, un peu comme en RDA, et Masaryk, le bourgeois, est récemment réapparu sous la plume d'historiens patentés qui désignent lui reconnaître quelque mérite.

Mais on est encore loin du compte et on a vu, le 28 octobre dernier, pour le sixième centenaire de la création de l'Etat, quand se faisaient concurrence manifestations officielles et officieuses, comment ont été réprimées les secondes qui contestaient cette « réhabilitation » ambiguë et revendiquaient pour elles-mêmes l'héritage de Masaryk.

Quant à la rencontre avec les opposants, si elle est désormais pratiquement courante à Moscou, elle ne l'était pas encore tout à fait ici. La plupart des personnalités invitées vendredi au petit déjeuner de l'ambassade ont certes déjà été repues par les ministres des affaires étrangères ouest-européennes ou par des proches du chancelier Kohl, mais jamais directement à si haut niveau. C'est pour elles aussi, même si tout se passe dans la discrétion, un témoignage d'audience et de crédibilité.

Mercredi soir, les signataires de la Charta 77 ont reçu l'autorisation d'organiser, samedi à Prague, une manifestation contestataire en marge des commémorations officielles — et fort peu légitimes — du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est la première fois qu'une telle manifestation est donnée et les opposants ne doutent pas qu'elle soit due à la venue du président français même s'il y a là, de la part des autorités, de l'opportunisme et un certain cynisme. Car, dans le même temps, à l'écart de Prague, en Moravie, on interpellait les signataires de la Charta, selon les bonnes vieilles méthodes, pour les dissuader de venir manifester samedi.

Dimanche, M. Mitterrand sera parti quand une autre manifestation rassemblera des chrétiens à Olomouc, en Moravie. Mais il était là jeudi et c'est en toute tranquillité que, à deux pas de lui, dans une rue du vieux quartier de Mala-Strana, qui jouxte le palais baroque de l'ambassade de France, quelques centaines de jeunes gens en jeans chantaient et allumaient des bougies sous le portrait mural de John Lennon. A chacun ses héros, Karel Srp, l'homme de la Section de jazz au nom imprononçable, a dû expliquer, vendredi matin, au président de la République ce que signifie la musique pour les jeunes Tchèques.

Aucun président français n'avait jamais mis les pieds jusqu'à ce jour en République tchécoslovaque. « Il est vrai », disait M. Mitterrand, jeudi soir, aspect de son voyage, que j'ai été aussi le premier chef d'Etat français à me rendre en Suisse depuis 1910. Mais la partie qui se joue ici est autrement plus délicate. On n'a jamais sans doute pas en à y mettre tant de circonspection si on s'y était pris plus tôt.

CLAIRE TRÉAN.

G A L E R I E S

Exceptionnel.
Du 10 au 23 décembre.

**Ouverture
jusqu'à 19 h 30,
jusqu'à Noël.**

En visite à Tunis Le colonel Kadhafi n'a pas renoncé à ses rêves d'union

TUNIS
de notre correspondant

Le colonel Kadhafi avait tout lieu d'être satisfait lors de son arrivée à Tunis, jeudi 8 décembre, pour une visite de quatre jours. Lui, si friand du « contact avec le peuple » et qui, ici, en a toujours été privé, a d'abord pu, pour la première fois, parcourir les principales artères de la capitale et se faire applaudir tout à loisir par une foule très nombreuse et bon enfant qui s'était portée tout au long du parcours emprunté par son cortège, en dépit du mauvais temps. Les Tunisiens avaient bien fait un chose : drapeaux, banderoles, fanfare, vivats, gerbes de fleurs... Drapé dans son burnous blanc brodé d'or, debout aux côtés du président Ben Ali, dans une voiture décapotée, le « guide de la révolution », ravi de l'hommage, saluait des deux bras.

Au-delà du folklore, cette visite, qui fait suite à celle effectuée en août à Tripoli par le président tunisien, devrait donner une nouvelle impulsion à la coopération, qui s'est déjà considérablement développée dans de multiples domaines depuis un an. Les deux chefs d'Etat ont souvent dit qu'ils entendaient placer leurs nouveaux rapports dans un cadre favorable à la complémentarité économique du Maghreb, puis une union entre les cinq pays en tant que « première étape dans la voie de l'unité arabe globale ». Mais si l'objectif est commun, encore faut-il que la démarche soit identique.

MICHEL DEURÉ.

M. Jean Noirville ambassadeur à Viéme...

M. Jean Noirville a été nommé ambassadeur à Viéme, en remplacement de M. François-Régis Bastide, nouveau délégué permanent de la France à l'UNESCO.

[Né le 12 juillet 1927, M. Noirville, ancien élève de l'ENA et de l'ENSA, agrégé d'histoire, est entré dans le corps en 1954. Deuxième secrétaire à Moscou, il a été ensuite appelé à l'administration centrale en 1959, après un stage à l'université de Harvard. Deuxième conseiller à Bucarest de 1963 à 1965, M. Noirville a été directeur des stages à l'ENA de 1965 à 1970, puis premier conseiller à Tokyo (1970-1973) et à Alger (1973-1975), chargé du secteur Asie-Océanie au Quai d'Orsay, avant d'être nommé ambassadeur à Vienne (1975-1986) puis directeur des affaires politiques, en juin 1986.]

...et M. Jean-Raphaël Dufour à Port-au-Prince

M. Jean-Raphaël Dufour a été nommé ambassadeur à Port-au-Prince en remplacement de M. Michel de la Fournière.

[M. Jean-Raphaël Dufour est né le 11 décembre 1944. Diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'ENA, il a été nommé secrétaire des affaires étrangères en 1974. Après avoir été en poste à Brasilia (1976-1977), Lisbonne (1977-1980) et Mexico (1980-1982), M. Dufour a rejoint l'administration centrale, où il a été notamment directeur du cabinet du secrétaire d'Etat (1984-1985) et chef du service des Français à l'étranger.]

(Publicité)

dans le numéro de décembre de
L'École des Parents

QUATRIÈME PARTIE (ET FIN) D'UN GRAND DOSSIER SUR
« LES DYS »... Langage, lecture, calcul, orthographe.

- La « méthode Pivot », ou le plaisir de lire, de tracer, d'assembler des mots.
- Une enseignante passe à l'action avec sa classe contre les fautes d'orthographe.
- La rééducation : un défi.
- Un « handicapé » de l'orthographe témoigne.

Et les chroniques habituelles.

Vertical text on the right edge of the page, possibly from an adjacent page or a sidebar, including the word 'mobilisation'.

Europe

Le tremblement de terre en Arménie

Le pape Jean-Paul II a exprimé, jeudi 8 décembre, sa solidarité et sa profonde participation aux souffrances du peuple arménien. Le souverain pontife, qui s'adressait à cinq mille pèlerins du monde entier rassemblés place Saint-Pierre, a affirmé qu'il était « plus proche que jamais » du peuple arménien - « toujours présent dans ses prières et dans ses préoccupations pastorales - « en cette heure d'épreuve » et « en cette douloureuse circonstance de l'histoire ».

De son côté, la Conférence des évêques de France a apporté « le soutien des catholiques de France » à la communauté arménienne de France.

et « à toute la population de l'Arménie », dans une lettre de Mgr Decourtray adressée à l'épiscopat des Arméniens catholiques de France.

Aux Etats-Unis, le président Reagan a téléphoné au numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, jeudi matin, avant qu'il ne quitte New-York, pour lui faire part de sa sympathie et de ses condoléances et lui proposer l'aide des Etats-Unis.

Le président Fidel Castro, qui attendait vendredi la visite à Cuba de M. Gorbatchev, lui a

exprimé sa « plus profonde peine ». « Nous vous attendions avec grand enthousiasme » mais « nous comprenons la nécessité pour vous de rentrer immédiatement dans votre pays », a déclaré le dirigeant cubain dans un message adressé au président soviétique.

Le premier ministre français, M. Michel Rocard, a exprimé, jeudi à Lisieux, son « émotion devant le tremblement de terre qui vient de faire cinquante mille victimes » en Arménie. Le même jour, le président François Mitterrand avait adressé un message de solidarité à M. Gorbatchev, lui exprimant « l'émotion du peuple

français » et ses « sentiments de peine et de solidarité envers les victimes de ce cataclysme ».

M^{me} Margaret Thatcher, qui attendait, elle aussi, la visite du numéro un soviétique, lui a adressé un message de sympathie, ainsi que le chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl.

Parmi les chefs d'Etat ayant envoyé des messages de sympathie à Moscou, figurent également le roi Hassan II du Maroc, le président syrien Hafez El-Assad et le président égyptien Hosni Moubarak.

Vaste mobilisation en URSS pour porter secours aux survivants

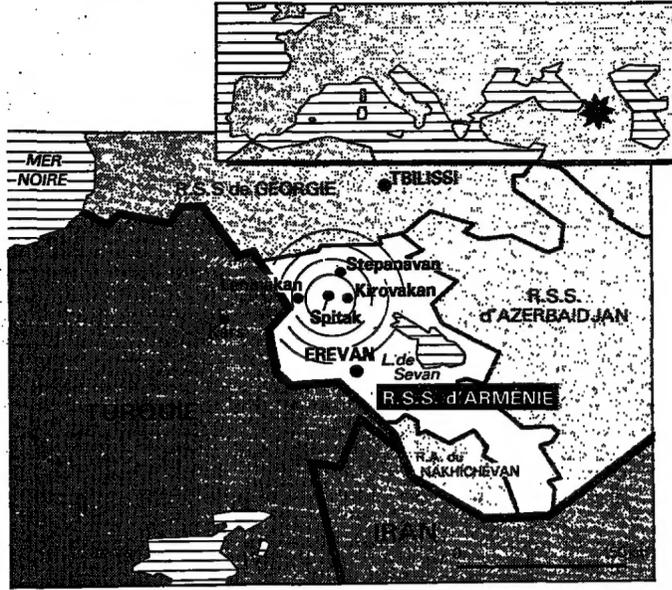
Tandis que M. Gorbatchev, après son retour précipité de New-York, était attendu, vendredi 9 décembre, dans les zones d'Arménie sinistrées par le tremblement de terre de mercredi, une vaste opération se déroulait à travers l'URSS pour mobiliser les moyens nécessaires afin de porter secours aux victimes. Si l'on ignore encore le nombre des morts, les blessés sont très nombreux - tous les hôpitaux de la région sont saturés, - et bien des survivants sont encore bloqués sous les ruines.

Deux jours après le séisme qui a ravagé mercredi le nord de l'Arménie, les autorités soviétiques étaient encore dans l'incapacité, vendredi 9 décembre, de dresser un bilan précis des pertes en vies humaines. Jeudi soir, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Vadim Ferfilov, déclarait qu'il était encore trop tôt pour citer des chiffres exacts, se bornant à parler d'une situation « réellement tragique », dans laquelle on comptait « des milliers » de morts, et qu'il s'agissait là « sans doute d'une estimation minimale ».

De l'ensemble des informations en provenance de Moscou comme d'Erevan, il ressort que la ville de Spitak, très proche de l'épicentre du tremblement de terre, a été détruite pratiquement dans sa totalité. La situation est, d'autre part, qualifiée de « très grave » à Leninakan, la deuxième ville d'Arménie, détruite au moins à 50 % et où cent vingt immeubles d'appartements notamment se sont effondrés. Il s'agit apparemment, selon divers témoignages, d'immeubles de plus de neuf étages qui n'ont pas résisté à la secousse. On manque de détails, enfin sur les destructions subies par Stepanavan, la troisième localité la plus sévèrement touchée, ainsi que par Kirovakan.

Lentours des opérations

Mais on sait moins de chose encore sur la situation dans les campagnes et les lieux d'habitation de moindre importance. Les centres téléphoniques ont été détruits,



L'épicentre du séisme du 7 décembre a été déterminé provisoirement à 41 degrés nord et 44 degrés est. Il est ainsi tout proche de Spitak (40,51 degrés nord, 44,19 degrés est) et de Stepanavan (41,01 degrés nord, 44,24 degrés est) et n'est pas très loin de Leninakan (40,47 degrés nord, 43,49 degrés est) et de Kirovakan (40,49 degrés nord, 44,30 degrés est). La profondeur du foyer est estimée à 10 kilomètres, ce qui explique la gravité des destructions. La magnitude de la secousse principale était de 6,7 à 6,9

selon les centres de sismologie européens ou américains. Des secousses consécutives au choc du 7 décembre - les répliques - secoururent l'Arménie pendant des mois en diminuant peu à peu de violence et de fréquence. Pour le passé, outre les trois grands tremblements de terre cités par le professeur Cioma Lomnitz (*le Monde* du 9 décembre), les répliques font état de trois séismes moins graves qui se sont produits en 1926, 1932 et 1940 dans la région touchée le 7 décembre.

indique-t-on à Moscou, de même que des routes, des ponts, des voies de chemin de fer, ce qui complique les possibilités d'estimation.

L'attention se concentre désormais sur l'organisation des secours. Le chef du gouvernement soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, arrivé sur les lieux de la catastrophe dès jeudi matin à la tête d'une commission spéciale du bureau politique, a adressé un appel à toutes les républiques d'URSS, leur demandant d'envoyer d'urgence et sans attendre d'autres instructions toute l'aide technique et matérielle disponible pour secourir les sinistrés. Le déblaiement des ruines, la recherche des survivants, des blessés et des morts, a-t-il expliqué, est actuellement la principale tâche à laquelle les autorités locales ont à faire face. La télévision soviétique a montré des images de soldats, devant des immeubles éventrés, occupés à des recherches dans les décombres à l'aide de grues.

L'appel de M. Ryjkov a été diffusé après que des survivants se sont plaints de la lenteur des opérations de sauvetage. Plusieurs organes d'information ont fait écho à cette inquiétude des populations locales. Le quotidien du gouvernement les *Izvestia*, a ainsi souligné qu'« une heure de retard » dans les opérations de sauvetage pouvait « causer la mort de vingt personnes parmi les milliers qui sont sous les décombres ». Il y a encore des survivants « qui appellent parfois à l'aide », écrit le journal en citant des habitants.

La participation de l'Arménie

L'agence Tass a également rapporté que des habitants des zones sinistrées s'étaient plaints auprès de M. Ryjkov et d'autres responsables du fait que les secours n'atteignaient pas l'ampleur requise pour faire face à la situation.

Toujours selon l'agence Tass, des dizaines d'avions et d'hélicoptères ont décollé depuis les différentes régions d'URSS en direction de l'Arménie, tandis que des collectes

de sang étaient organisées, en particulier auprès des militaires et des étudiants. Le Gosstat, ou comité d'Etat à l'approvisionnement, est pour sa part chargé de la « livraison urgente » de matériel indispensable comme tentes, maisons préfabriquées et vêtements, et les chemins de fer ont reçu l'ordre de libérer tous les wagons nécessaires pour le transport de ces biens. Des témoignages décrivent en effet des survivants des localités détruites errant transhissés dans les rues et tentant de trouver un peu de chaleur auprès de feux de bois improvisés sur les places. L'armée a couvert ses casernes et des centaines de médecins militaires assurèrent les premiers soins aux blessés.

Le ministre de l'intérieur, M. Bakatine, a, pour sa part, déclaré aux *Izvestia* que les troupes de son ministère dépêchées ces dernières semaines en Arménie pour y faire respecter le couvre-feu à la suite des tensions interethniques entre Azeris et Arméniens, ont été envoyées dans les zones touchées par le séisme et qu'elles ont notamment reçu l'ordre d'y prévenir les pillages.

Selon des déclarations faites au même journal par le chef de l'état-major général démissionnaire, le maréchal Akhromev, six mille cinq cents soldats se trouvaient, jeudi, dans le nord de l'Arménie et des unités de la défense civile devaient arriver, vendredi, dans la région. L'armée a également dépêché sur place vingt-cinq équipes médicales et quatre cents unités techniques.

La qualité de la construction d'abord

Les nouvelles qui ont filtré après le tremblement de terre du 7 décembre ne donnent jusqu'à présent que des informations sur les villes. Spitak (50 000 habitants), Leninakan (200 000 habitants), Kirovakan (180 000 habitants) et Stepanavan seraient particulièrement touchées. Et si l'on extrapole aux autres villes, un article de la *Komsomolskaya Pravda* selon lequel, à Leninakan, tous les immeubles de plus de sept étages se sont effondrés, on peut s'interroger sur la qualité de la construction récente en Union soviétique. Même si un séisme de cette violence est inhabituel en Arménie.

Pourtant, les règles de construction parasismique qui permettent aux immeubles de résister sont connues. La première obligation est de ne pas construire sur les failles actives (reconnues par des études de géologie fine sur le terrain) ou dans le voisinage immédiat de celles-ci. De même, il faut éviter de bâtir sur les alluvions récentes, sur des terrains gorgés d'eau, sur des terrains hétérogènes (remblais ou éboules), sur des pentes fortes.

Les éléments structurels des immeubles doivent pouvoir résister aux sollicitations induites par les mouvements aléatoires du sol déclenchés par le passage des différents trains d'ondes sismiques. Dès que les immeubles ont une certaine taille, ces éléments ne peuvent être qu'en acier ou en béton armé. Briques et maçons sont à éviter impérativement pour les maisons de plus de deux niveaux. Il faut que tous les éléments structurels soient soûlés les uns des autres et que les fondations soient très solides elles aussi, et compatibles avec le terrain d'assise. D'autres précautions sont à prendre : le plan de chaque ensemble doit être simple et symétrique, les étages élevés doivent ne pas être trop chargés et les ancrablement, évités au maximum.

Pour les éléments non structurels, les recommandations sont précises : les cloisons doivent être solidement reliées aux éléments structurels; les revêtements de plafond doivent être en matériaux assez légers; les fenêtres et balcons doivent être montés de telle façon que les vitres n'éclatent pas sous l'effort subi par leurs cadres. Et surtout, les raccords aux réseaux de gaz et d'électricité doivent être particulièrement soignés : les incendies consécutifs aux violents séismes sont parfois plus destructeurs et plus meurtriers que les secousses elles-mêmes.

Toutes ces règles doivent être appliquées en priorité aux grands immeubles, aux bâtiments qui reçoivent du public (hôpitaux, écoles en tout premier lieu), ainsi qu'aux installations telles que centrales nucléaires et dépôts de produits toxiques.

Certes, les règles parasismiques augmentent le coût de la construction : le surcoût est estimé à 3 % ou 5 % du coût total, mais du coût total des constructions de bonne qualité. Pour les constructions de mauvaise qualité, le surcoût est incalculable. Mais que vaut-il mieux : bien construire pour un peu plus cher et sauver d'innombrables vies humaines et d'indispensables équipements, ou construire n'importe comment et décompter les morts par dizaines de milliers et les dégâts par milliards ?

De toute façon, on ne peut rien faire pour empêcher les tremblements de terre de se produire.

YVONNE REBEYROL.

[L'Association française de génie parasismique, dont le président est M. Victor Davidovici, est prête à envoyer en Arménie une équipe scientifique, comme elle l'avait fait à Mexico en 1985. L'étude par des spécialistes des bâtiments effondrés et des bâtiments indemnes permet, en effet, de mieux comprendre les phénomènes qui provoquent les destructions et donc d'affiner les règles parasismiques.]

La plus petite des Républiques

La plus petite des quinze Républiques d'URSS, l'Arménie, est aussi la moins peuplée, avec 3,4 millions d'habitants. La majeure partie des Arméniens vivent en fait hors d'Arménie : plus d'un million dans les autres Républiques d'URSS et quelque trois millions à l'étranger.

C'est également la République d'URSS la plus homogène sur le plan ethnique : plus de 90 % des habitants d'Erevan, la capitale, sont Arméniens.

Zone montagneuse et volcanique au relief accidenté, l'Arménie est dominée par le mont Ararat (4 090 m), qui surplombe les villes les plus touchées par le tremblement de terre - mais se trouve du côté turc de la frontière. Sous son sommet enneigé dort un volcan. Un séisme s'était déjà produit en septembre 1977 dans la région de Leninakan et Kirovakan, les deux plus grandes villes d'Arménie (300 000 et 200 000 habitants) après la capitale, Erevan, qui en compte 1,3 million.

Moscou a introduit en Arménie une forte industrialisation, dénoncée aujourd'hui par les écologistes, qui inquiètent particulièrement les usines chimiques autour d'Erevan ainsi que le centrale nucléaire construite à 29 kilomètres de la capitale, dont les ont obtenu une promesse de fermeture pour 1991.



51, RUE FRANÇOIS-1^{ER}.

À PARIS, VIEND DE S'OUVRIR LA NOUVELLE BOUTIQUE CARTIER, TELLE UN ÉCRIN AU CŒUR DE CE QUARTIER PRESTIGIEUX. L'ÉCLAT DU LUXE A RENDEZ-VOUS AVEC LE RAFFINEMENT LE PLUS ABSOLU. LE 51 RUE FRANÇOIS-1^{ER} EST DEVENU LE DERNIER MUST DE CARTIER.

Cartier

L'ART D'ÊTRE UNIQUE

هكذا من الأصل

Asie

JAPON : le scandale Recruit-Cosmos

Le ministre des finances a démissionné

TOKYO

de notre correspondant

M. Miyazawa, vice-premier ministre et ministre des finances, a annoncé sa démission, vendredi 9 décembre. Provisoirement, c'est le premier ministre Takeshita qui aura la charge du portefeuille des finances jusqu'à son prochain remaniement ministériel, prévu pour la fin de ce mois ou au début de janvier. La démission de M. Miyazawa n'est pas appelée à avoir des répercussions sur l'équilibre de pouvoir au sein du Parti libéral-démocrate. Elle n'en témoigne pas moins de l'ampleur du scandale politico-boursier Recruit-Cosmos, à l'origine de la chute du ministre des finances. Elle confirme surtout le recul d'une des personnalités de premier plan du monde politique japonais, chef de la seconde faction du PLD et potentiel premier ministre.

La démission de M. Miyazawa était attendue. Ses atermoiements et réticences dans l'affaire Recruit-Cosmos avaient rendu depuis une semaine sa position de plus en plus délicate (*Le Monde* du 2 décembre). Elle intervient plus tôt que prévu (on pensait que le départ du ministre des finances s'effectuerait à la faveur d'un remaniement ministériel).

● **PHILIPPINES** : tortures dans les prisons. — Un prisonnier politique sur quatre a été soumis à la torture cette année et au moins 26 restent détenus sans être inculpés, a affirmé mercredi un groupe de défenseurs des droits de l'homme (TFD), fondé par des religieux catholiques. 638 autres cas ont été recensés en 1988, ou 27 %, et ont subi différentes formes de torture, a indiqué le TFD. Le TFD a ajouté que 241 personnes avaient fait l'objet d'incidents sommaires sous « la responsabilité directe ou avec la complicité de forces du gouvernement » ou d'unités paramilitaires agissant en son nom. La présidente Aquino, en dépit d'un succès économique et d'un cadre démocratique désormais établi, souffre politiquement des accusations renouvelées de violation continue des droits de l'homme. — (AFP.)

riel) en raison de l'offensive des partis d'opposition qui ont exigé, pour poursuivre les débats au Sénat sur la réforme fiscale, que le PLD présente les documents attestant que le secrétaire de M. Miyazawa n'avait pas reçu un prêt de 50 millions de yens de la part d'une maison de titres afin d'acheter les actions de Recruit-Cosmos avant leur mise sur le marché.

Une « casserole » bien légère

Alors qu'il y a encore une semaine, le parti majoritaire entendait serrer les rangs autour de M. Miyazawa jusqu'au passage de la réforme fiscale, la détermination de l'opposition l'a contraint à changer d'attitude. La publication des documents concernant M. Miyazawa pouvait avoir un effet de bombe de même genre, compromettant pour d'autres personnalités du PLD. M. Takeshita a donc préféré sacrifier son ministre des finances pour apaiser l'opposition et obtenir le passage au Sénat de sa réforme fiscale. La démission de M. Miyazawa a d'ailleurs été immédiatement suivie d'effet : la reprise des débats au Sénat a été fixée au 12 décembre.

Le scandale Recruit-Cosmos ne met sans doute pas fin à la carrière politique de trente-deux ans de M. Miyazawa, mais son attitude ambiguë dans cette affaire n'en compromet pas son avenir et jette une ombre sur son ambition de devenir premier ministre.

Né dans une famille d'hommes politiques, haut fonctionnaire du ministère des finances, M. Miyazawa...

● **CAMBODGE** : M. Khieu Samphan attendu à Paris. — Le prince Sihanouk devrait recevoir la semaine prochaine, en France, M. Khieu Samphan. La radio des Khmers rouges a en effet annoncé, jeudi 8 décembre, que son représentant participerait à une réunion d'experts cambodgiens, à Paris, du 21 au 23 décembre. Les autres participants seront un représentant du prince Sihanouk, un membre du gouvernement de Phnom Penh et un député du Front de libération nationale. — (AFP.)

zawa entra dans la vie politique en 1951 lorsqu'il accompagna le premier ministre de l'époque, M. Shigeru Yoshida, aux États-Unis pour la signature du traité de San-Francisco. Plusieurs fois ministre (planification, commerce et industrie, finances et affaires étrangères), parlant couramment l'anglais, M. Miyazawa est le plus « international » des dirigeants japonais. Il a dans l'opinion publique l'image d'un homme posé, aimant les idées. Il avait surtout suivi la « voie royale », loin des intrigues et été épargné par les scandales, jusqu'à l'affaire Recruit-Cosmos.

A soixante-neuf ans, M. Miyazawa reste l'un des grands arbitres du jeu politique à la tête d'une faction de quatre-vingts membres. Au Japon plus qu'ailleurs, les retours inopinés ne sont pas rares : ainsi M. Eisaku Sato, qui faillit être arrêté pour une affaire de pot-de-vin au début des années 50, devint le premier ministre sur une dizaine d'années plus tard. Entre-temps, son frère, M. Nobusuke Kishi, arrêté pour crime de guerre et emprisonné pendant trois ans par les Américains, avait déjà accédé à ce poste. Par comparaison, la « casserole » de M. Miyazawa semble relativement légère.

PHILIPPE PONS.

● **Enquête policière sur deux sociétés.** — Les milieux industriels japonais vont-ils une nouvelle fois être sur la sellette pour n'avoir pas respecté les règlements du COCOM interdisant la vente de certains produits considérés comme « stratégiques » aux pays communistes ? La police japonaise enquête actuellement sur deux sociétés qui, en 1986 et 1987, auraient exporté illégalement un URSS 850 tonnes de produits chimiques utilisés dans le système de guidage des missiles. L'une des sociétés visées, Daikin Industries, est l'un des premiers fabricants d'appareils de conditionnement d'air. Les autorités japonaises sont particulièrement préoccupées par l'affaire Toshiba Machine, qui avait vendu à un chantier naval soviétique des appareils de haute précision permettant la mise au point des propulseurs de sous-marins, avant d'être déjoué l'année dernière de vives critiques aux États-Unis.

Afrique

AFRIQUE DU SUD : après 446 jours de débats

Verdict modéré contre onze dirigeants du Front démocratique

JOHANNESBURG

de notre correspondant

La Cour suprême de Pretoria a prononcé, jeudi 8 décembre, un verdict plutôt modéré contre les onze dirigeants du Front démocratique uni (UDF) reconnus coupables pour sept d'entre eux de terrorisme et de trahison pour les quatre autres. Ils avaient été accusés d'avoir suscité la révolte du triangle du Vaal en septembre 1984 qui, après s'être propagée à travers le pays, a secoué l'Afrique du Sud pendant plus de deux ans (*Le Monde* daté 20-21 novembre).

Les sept membres de ce mouvement, convaincus de terrorisme, se sont vu infliger cinq années d'emprisonnement avec sursis — à l'exception d'un seul, pour lequel la peine est ferme — assorties d'une interdiction de toute activité politique pendant une période de deux ans. Leurs quatre coaccusés, jugés coupables de trahison — un crime passible de la peine de mort, — ont été

condamnés pour le premier, Thomas Mamba, à six ans de réclusion, en ce qui concerne Popo Molefe et Moses Chikane à dix ans chacun et, enfin, douze ans à l'encontre de Patrick Terror Lekota. Tous trois étaient secrétaires généraux de l'UDF, organisation anti-apartheid interdite d'activités le 24 février.

2 500 morts au minimum

Après plus de trois ans d'audiences, le procès dit « de Delmas », du nom de la ville où il a débuté en octobre 1985, s'achève donc sur une note mesurée. Sur les vingt-deux inculpés initiaux, la moitié ont été acquittés et six des onze peines prononcées sont assorties de sursis. Ce fut le procès d'un mouvement accusé d'être la branche légale de l'ANC, le congrès national africain interdit, le procès du début d'une révolte qui, au total, a fait au minimum deux mille cinq cents morts, le procès de la liberté de pro-

tester contre un ordre injuste. Les quatre cent quarante-six jours de débats n'ont en fait pas permis de prouver qu'une conspiration violente organisée était à l'origine de ce soulèvement contre le régime de l'apartheid.

La Cour a été incapable de démontrer que les principaux accusés avaient programmé et exécuté ces violences. Le président a même reconnu que l'UDF — créé en août 1983 — pouvait jouer un rôle salutaire dans le débat politique et que certains de ses dirigeants étaient en mesure d'avoir une action bénéfique dans le futur à condition qu'ils agissent dans le cadre de la loi qui, pour l'instant, les condamne à l'inaction. Le magistrat a utilisé des termes conciliants tout en jugeant que l'UDF était en grande partie à blâmer pour les violences, même s'il n'était pas entièrement responsable.

Cela laisse supposer que le Front ne sera pas complètement interdit par les autorités. Néanmoins, a fait remarquer le président, l'UDF est une organisation « révolutionnaire qui a choisi la voie de la violence plutôt que celle de la modération et, par là même, a desservi l'Afrique du Sud ». Il a reproché à cette coalition d'avoir voulu rendre le pays ingouvernable en s'attaquant aux conseillers municipaux accusés de collusion avec le régime. La Cour a donné un sens très large au concept de trahison en fondant son argumentation sur le principe d'une contestation politique jugée en dehors des normes admissibles.

Le verdict a été accueilli dans le calme. Les importantes forces de police présentes dans la capitale n'ont pas eu à intervenir. La clémence relative des sentences a surpris l'assistance, et les accusés se sont contentés de crier : « Viva l'UDF ! », tandis que certains de leurs proches fondaient en larmes.

MICHEL BOLE-RICHARD

La crise entre Bruxelles et Kinshasa

Le Zaïre dénonce une « tentative de subversion » organisée depuis la Belgique

Les autorités de Kinshasa ont fait état, jeudi 8 décembre, d'une « tentative de subversion » au sein des forces armées zaïroises qui, selon elles, aurait été menée depuis Bruxelles. A en croire l'agence officielle de presse, « plusieurs officiers ont trouvé dans leur boîte postale des enveloppes kaki en provenance de Bruxelles et contenant des documents subversifs les invitant à se soulever » contre le maréchal Mobutu.

Régissant à ces accusations, M. Léon Tindemans, ministre belge des relations extérieures, a déclaré qu'il ne pouvait imaginer que « quelques uns ayant des responsabilités militaires ou politiques » en Belgique puisse avoir envoyé des lettres appelant des officiers zaïrois à se rebeller.

Ces accusations interviennent à un moment où les relations sont particulièrement tendues entre Bruxelles et Kinshasa, qui a déjà renoncé à l'allégement de sa dette offerte par la Belgique et qui a décidé de retirer de Belgique ses étudiants et les biens de ses ressortissants (*Le Monde* du 6 décembre).

Des « marches de colère » ont été organisées un peu partout au Zaïre pour protester contre les propos, jugés diffamatoires à l'encontre du Zaïre, de certains milieux politiques belges. Une importante délégation zaïroise était attendue, vendredi

9 décembre, à Bruxelles pour tenter de clarifier la situation entre les deux pays.

D'autre part, le maréchal Mobutu a abandonné son poste de ministre de la défense nationale, qu'il démissionna depuis son accession au pouvoir en 1965, pour le confier au général Singa Boyenge Mosambay, inspecteur général des forces armées zaïroises.

APPEL DE JUIFS POUR LA PAIX ENTRE LES ÉTATS ISRA�ËLIEN ET PALESTINIEN

- Le peuple palestinien, par l'intermédiaire de ses représentants, a proclamé le 15 novembre 1988, la création d'un Etat palestinien. C'est enfin la concrétisation de l'article 15 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont on célèbre aujourd'hui le 40^e anniversaire : « Tout individu a droit à une nationalité ».
- Cela a été rendu possible par la mobilisation de tout un peuple, uni dans sa résistance, sous l'occupation comme en exil. Le prix payé a été lourd. Depuis le début de l'Intifada, le 9 décembre 1987, on dénombre plus de 300 morts et des milliers de blessés. En violation de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé », 7 000 personnes ont été incarcérées, dont 4 000 personnes « placées » en détention administrative et 33 exilés.
- Dès lors que le droit à l'existence d'Israël a été reconnu par le Conseil national palestinien, plus rien ne s'oppose à ce que des négociations s'ouvrent entre les représentants des peuples israélien et palestinien. Le droit légitime des deux peuples à des frontières sûres et reconnues ne pourra être garanti que dans le cadre d'une Conférence internationale où ils seront tous deux représentés.
- Les soussignés apportent leur appui aux forces de paix qui, en Israël, luttent courageusement contre ceux qui veulent, entre autres, expulser l'ensemble de la population arabe.
- Les soussignés demandent au président de la République et au gouvernement français la reconnaissance de l'Etat palestinien et la mise en œuvre immédiate de mesures préparatoires à la Conférence internationale de la paix dont ils ont accepté le principe.

Liste des premiers signataires :

ALBALA Nuri, ABIE Elis, ARON Pierre, ARON Thomas, ASSOLINE Jos, AUSLANDER Léon, BSHAR Abraham, BENARROSH Eliane, BENARROSH Rapha, BENHAÏM Raymond, BENHAKASSA Georges, BENSARD Daniel, BENSARD Georges, BENSIMON Anne, BENSIMON Isaac, BENSIMON Joseph, BEN SUBAN Françoise, BIGO Marianne, BITION Michel, BITTON Simone, BKOCHE Rodolphe, BLOCH Bernard-Michel, BLOCH Ruth, BLOUSTEIN Edgard, BOUAZIE Paul, BRILLE Denise, BRISAC Léon, BROWN Daniel, BROWN Kenneth, BURKO Jacques.

JACOB Francis, JACQUES Paul, JEHIEL Dominique, KARN Marcel-François, KAHN Nicole, KANTOR Jean-Michel, KAPLAN Jean, KARLINSKY Basile, KAUFMANN Alfred, KIPEN Bernard, KOHN Céline, KOHN Henri, KRIEF Pierre, KRIVINE Alain, KRIVINE Marie-Hélène, KRIVINE Roland, KUCZYNSKI Liliane, KUCZYNSKI-LEVY Sylvie, LAMBERT Jean, LAMBERT-SCHUMER Madeleine, LANTZ Pierre, LASSERRE Brigitte, LATTES Gérard, LEVY Jacques, LEVBA David, LEVY Albert, LEVY Jeanne, LEVY-LEBLOND Jean-Marie, LIBERMAN Bernard, LIBERMAN Jean, MAKOWSKI Gérard, MALAMOD Charles, MARTAYAN Elis, MARTIN-HORWITZ Jacques, MENDES FRANCE Bernard, MENDES FRANCE Tristram, MEYER Jean-Claude, MEYER Michel, MILO Daniel, MINCES Juliette, MOUTOU Alain.

NAHMIAS Simone, NAWATI Charles, ORANA Marc, OJAYAN Annie, PALANT Charles, PARENTY Francis, POMERANZ Jacques, POULAIN Jean-Claude, RAJFUS Maurice, RATTNER Serge, ROSENBERG Dominique, ROSINBERG Martin, SARBA Rita, SALAMA Pierre, SALTTEL Moïse, SALTTEL Suzanne, SCHAPIRA Fanny, SCHAPIRA Georges, SULTAN Peggy-Ina, SULTAN Philippe, TAÏEB Sophie, TOMKIEWICZ Stanislaw, TOUATI Danielle, TOUATI Sarah, UBERSFELD Marlene, VALIER Jacques, VIDERMAN Serge, WANDERSMAN Dorian, WEILL Alain, WEILL Annie, WEINSTEIN Deborah, ZEMOR Michèle.

Soutenez cet appel en adressant vos dons et signatures à :
B. LIBERMAN, CRAPP B.P. 155 07 - 75326 Paris Cedex 07.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

Marcel Eshiver

Vins, vignes et vigneron

LA BIBLE DU VIGNOBLE

Du tertiaire à nos jours, de l'amphore à la bouteille : une histoire des vins, des vignes et des vigneron de France et de Navarre.

Jean-Louis Flandrin / *Le Nouvel Observateur*

718 p. 190 F.

هكذا من الأصل

كذا من الأصل

Proche-Orient

Un an de soulèvement palestinien dans les territoires occupés par Israël Une révolte endémique restée sans réponse politique

Un Palestinien de dix-sept ans a été tué, le jeudi 8 décembre, en Cisjordanie, par les tirs de soldats israéliens, alors que l'ensemble des territoires occupés et Jérusalem-Est (arabe) étaient paralysés par une grève générale, décrétée à l'occasion du premier anniversaire du soulèvement. La bande de Gaza, d'autre part, est placée sous couvre-feu. C'est d'un camp de réfugiés de ce territoire qu'est partie, le 9 décembre 1987, la vague d'émeutes qui devait devenir l'Intifada.

JÉRUSALEM de notre correspondant

Sans doute le regard finit-il par s'habituer et se plus à arrêter sur ce déploiement permanent de soldats en tenue de combat, ces véhicules de Jeep et de véhicules de l'armée, et, chaque vendredi, à l'heure de la

prière dans les mosquées, sur ce dispositif de sécurité encore renforcé dans les villes et villages de Cisjordanie et de Gaza. Vieille d'un an, la révolte des Palestiniens des territoires a certainement évolué, des émeutes des premiers jours vers une rébellion plus diffuse. Mais elle est toujours là et on trouverait peu de Palestiniens ou d'Israéliens pour dire qu'elle sera rapidement étouffée.

Elle paraît, au contraire, s'être installée, comme si cette situation de semi-conflit était devenue la norme; il y a tous les jours des accrochages entre soldats et manifestants, des raids de l'armée et de nombreuses arrestations. Mais, entre les grèves générales et les couvre-feux, des dizaines de milliers de Palestiniens continuent chaque jour à travailler en Israël. Palestiniens et Israéliens appellent cela l'Intifada institutionnalisée.

Les militaires parlent d'un « soulèvement contrôlé ». A quel prix? Certains observateurs occidentaux estiment que de vingt mille à trente

mille soldats sont affectés au maintien de l'ordre dans les territoires et, depuis quelques mois, la presse israélienne établit le bilan des victimes palestiniennes entre sept et huit blessés par jour et un ou deux morts par semaine. Si l'on ajoute que les prisonniers se comptent par milliers - six mille environ - et que les couvre-feux sont étendus à des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes, on arrive à la première conclusion suivante: sur le million et demi d'habitants qui comptent les territoires, on trouverait difficilement une famille qui, d'une façon ou d'une autre, n'a pas été touchée par le conflit.

Front des refus

Il en est résulté une montée de la haine entre les deux communautés, écrit dans Haaretz le docteur Ephraïm Sneh, ancien chef de l'administration israélienne en Cisjordanie. Côté palestinien, la répression et son cortège d'humiliations en sont la cause. Côté israélien, explique Ephraïm Sneh, cela est dû « tout à la fois à un sentiment de peur et d'insécurité et à cette frustration devant l'incapacité à venir à bout de l'Intifada par des moyens militaires ».

Au-delà de ce constat, les conséquences politiques sont plus difficiles à dégager. La confusion paraît dominer chez les Israéliens, comme en témoigne l'imbroglio politique actuel. Les deux grands partis sont sortis côte à côte du scrutin du 1^{er} novembre, programmes inchangés. Avec un bel ensemble, M. Shamir, pour le Likoud, et M. Pèrés, pour les travaillistes, ont opposé un triple « non » aux résolutions du récent sommet palestinien d'Alger; l'OLP, disent-ils, n'a reconnu ni Israël ni les résolutions 242 et 338 de l'ONU (sauf pour les

● Appel au soutien de l'économie palestinienne des territoires occupés. - M. Faez Abou Rhamah et M. Hanna Sniors, deux personnalités palestiniennes, ont lancé, à Paris, le 9 décembre, un appel aux pays arabes pour qu'ils ouvrent leurs marchés aux produits palestiniens et investissent dans les territoires occupés par Israël afin de « consolider l'économie palestinienne ».

vider de leur substance), ni renoncé au terrorisme. Conclusion: il est moins question que jamais de parler avec elle.

Derrière ce front des refus apparemment sans faille, on trouverait pourtant, en filigrane, bien des interrogations et peut-être des évolutions. Il y a, d'abord, la prise de conscience qu'Israël ne peut pas rester sans réaction face aux succès diplomatiques de l'OLP, sauf à mettre en péril ses relations avec l'Égypte et à s'aliéner encore un peu plus ses alliés occidentaux, dont, au premier chef, les États-Unis.

Il faudra bien, un jour, répondre aux défis diplomatiques et politiques engendrés par le soulèvement. C'est peut-être un des éléments qui pourraient inciter M.M. Pèrés et Shamir à gouverner à nouveau ensemble. Pour quoi faire? Le seul dénominateur commun serait - à en croire

certaines sources - d'organiser des élections en Cisjordanie et à Gaza pour essayer une période d'autonomie sans préjuger du statut final des territoires.

Tout aussi important est ce sentiment largement partagé de l'opposition (à qui les journaux israéliens ne cachent pas grand-chose de la situation dans les territoires) et que l'on peut résumer d'une phrase souvent entendue: « Ça ne peut pas durer. »

Les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza ont, pour leur part, la conviction d'avoir remporté une incontestable victoire politique en ayant été les principaux acteurs tout à la fois du réveil et de l'évolution de l'OLP. La ligne modérée et réaliste adoptée à Alger, disent les personnalités nationalistes, est le résultat de l'intifada et de l'influence des Palestiniens de l'intérieur sur l'organisation. Nationaliste pondéré, Sari Nusseibe, professeur de philosophie,

nous déclarait: « Les résolutions d'Alger sont un bouleversement majeur; pour la première fois, la ligne modérée, qui n'était formulée que dans des déclarations individuelles, est inscrite au programme officiel de l'OLP. »

Sur le terrain, l'impression est celle d'une ténacité tranquille, dure à l'épreuve: peu de journalistes et de diplomates ont entendu des Palestiniens dire qu'ils s'attendaient à un règlement rapide. La « direction du soulèvement » module ses mots d'ordre afin, dit-on, de ne pas « épouvanter » la population. Pourtant, si « l'après-Alger » ne débouche pas sur de nouvelles perspectives politiques, l'enthousiasme suscité par la déclaration d'indépendance pourrait retomber et exacerber alors les divisions interpalestiniennes entre modérés et radicaux, entre laïques et religieux.

AL Fr.

Jour ordinaire à Gaza

GAZA de notre envoyé spécial

C'est une journée « ordinaire », sans incident notable, une de ces journées ignorées par la presse, un an après le début du soulèvement.

A l'entrée du territoire, le barrage militaire a des allures de véritable poste-frontière: chicanes de ciment, obstacles de barbelés, tentes et baraquements de l'armée. Comme il n'y a, en ce dimanche, ni grève générale ni couvre-feu, le file des voitures, camions et camionnettes s'étire en longueur: les Palestiniens de Gaza s'en vont travailler en Israël.

Mais, ce n'est pas tout à fait comme avant. Il y a, ce matin, un cortège fiscal. Ne pensent que les Palestiniens à même de prouver qu'ils ont payé leurs impôts. C'est une des batailles que le gouvernement mène contre les nationalistes. La direction clandestine du soulèvement a appelé à la grève des impôts, et les autorités entendent briser un mot d'ordre ressenti comme un défi - une tentative des Palestiniens de se soustraire à l'emprise de l'administration israélienne.

Quelques kilomètres après le barrage commencent le camp de Jabalya. Soixante mille réfugiés y vivent dans des baraquements de fortune - parpaings en ciment et toits de tôle ondulée plantés l'hiver, se transforment en rigoles bousées.

Jabalya, c'est un peu la misère organisée, avec ses échoppes, ses mosquées, ses écoles, bref tout ce qui donne une impression de permanence à une situation exceptionnelle. Le camp est un des hauts lieux de l'intifada. « Historiquement », le soulèvement est parti d'ici, vague de colère et succession d'émeutes après qu'un accident de la route,

le 8 décembre 1987, eut fait quatre tués chez les résidents du camp. La rumeur (fausset) disait que la collision avait été provoquée par des Israéliens pour venger la mort d'un parent assassiné quelques jours plus tôt à Gaza.

Ce début de la matinée est calme, hormis un de ces petits affrontements qui font l'intifada au jour le jour: l'armée a soudainement décidé de récupérer tous les pneus du camp. Ceux-ci sont l'instrument préféré des jeunes pour dresser des barricades enflammées. Amende prévue: 1 500 shekels (environ 6 000 F - au moins deux mois de salaire) pour tout propriétaire de voiture qui posséderait plus d'un pneu de secours.

11 h 30: c'est un moment de tension, celui de la fin des cours. Les camions de l'armée sillonnent le camp. Des pierres ont volé à la sortie d'une des écoles préparatoires de l'UNWRA (1). Une patrouille escalade le mur de l'établissement. Selon plusieurs témoins, elle enfonça une porte, tira des coups de feu en l'air dans la cour et matraqua parants et élèves (les derniers âgés de treize à quinze ans).

Cent trente-quatre jours de couvre-feu

Midi: c'est la fermeture de tous les commerces, conformément au mot d'ordre de grève partielle observé depuis un an. Ce dimanche, entre une grève générale prévue pour le début de la semaine et un couvre-feu éternel à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement, tout le monde s'est dépêché de stocker les produits de base. Le couvre-feu, disent les familles, « c'est souvent le plus dur »: les enfants enfermés dans des baraquements d'une pièce ou deux, l'eau, l'électricité et le téléphone quelquefois coupés, et

avec, toujours, la peur de ne pouvoir appeler un médecin ou une ambulance en cas de besoin.

Selon les chiffres de l'UNWRA, Jabalya a connu cette année - du 9 décembre 1987 au 31 novembre 1988 - cent trente-quatre jours de couvre-feu. Ce type de sanction collective est devenue fréquent, lorsqu'une patrouille est attaquée à coups de pierres ou de cocktail Molotov, ou pour empêcher manifestations et affrontements. « Le soulèvement est devenu un mode de vie », explique un journaliste palestinien: entre grèves générales et couvre-feux, les résidents du camp ont travaillé à peu près dix jours par mois.

Registre des entrées de l'hôpital Ahî à 17 heures: trois blessés par balles, sept personnes hospitalisées à la suite de mazzouzes; une femme de soixante ans, Mme Saha et Ghani, à la bras gauche gonflé par les coups. Registre des entrées de l'hôpital Shifa, même jour, même heure: sept blessés.

Selon les chiffres de l'UNWRA (supérieurs à ceux de l'armée), soixante-trois Palestiniens ont été tués à Gaza depuis un an, et plusieurs milliers d'autres blessés (dont 58 % d'adolescents). Un nouveau-né israélien a été gravement brûlé par un cocktail Molotov.

21 heures: couvre-feu, celui-là imposé sur tout le territoire. Gaza s'endort dans une nuit noire (peu de lampadaires ont résisté à un an de soulèvement). Personne n'est autorisé à sortir avant 3 heures du matin, lorsque repartent les premiers convois de travailleurs pour Israël.

ALAIN FRACHON.

(1) L'UNWRA, Office des Nations unies pour les réfugiés de Palestine.

Le Monde

LIVRES D'ETRENNES



« Le Monde des livres » présente un vaste panorama des livres récemment parus. Des livres à lire, mais aussi à contempler, à manier, à palper, consacrés à la peinture, à la photo, au dessin, au cinéma, à la littérature, à l'architecture, à la musique et également aux voyages, à la gastronomie, à la décoration, à l'histoire et à la nature. Des ouvrages qui ajoutent au plaisir du texte celui de l'image. A offrir ou à s'offrir.

SUPPLÉMENT SPÉCIAL GRATUIT AVEC

Le Monde

Lundi 12 décembre (daté mardi 13)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Gérant: André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 620 000 F

Principaux associés de la société: Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M.M. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général: Bernard Wault

Rédacteur en chef: Daniel Verus

Correspondant en chef: Claude Scaez

Administrateur général: Bernard Wault

Rédacteur en chef: Daniel Verus

Correspondant en chef: Claude Scaez

Administrateur général: Bernard Wault

Rédacteur en chef: Daniel Verus

Correspondant en chef: Claude Scaez

Administrateur général: Bernard Wault

Rédacteur en chef: Daniel Verus

Correspondant en chef: Claude Scaez

Administrateur général: Bernard Wault

Rédacteur en chef: Daniel Verus

Correspondant en chef: Claude Scaez

Administrateur général: Bernard Wault

Rédacteur en chef: Daniel Verus

Correspondant en chef: Claude Scaez

Administrateur général: Bernard Wault

Rédacteur en chef: Daniel Verus

Correspondant en chef: Claude Scaez

Administrateur général: Bernard Wault

Rédacteur en chef: Daniel Verus

Correspondant en chef: Claude Scaez

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN: 0395-2037
Fonctionnements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-89-81

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 962 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 538 F

TARIF VALABLE JUSQU'AU 31-12-1988

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs en prévision: nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Localité: _____ Pays: _____

Vous avez l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Israël Politique

Politique

Le gouvernement et l'opposition

Morne censure

La première motion de censure de cette législature, déposée par le RPR, ne s'annonce pas comme un « cru » fameux. Discutée à la sauvette, dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 décembre, elle est plus empreinte des stigmates d'une opposition divisée sur son opportunité que d'une volonté offensive unitaire. Il y aura au moins deux motions de censure dans une : celle de M. Philippe Séguin (RPR, Voies), orateur du groupe RPR, qui dénoncera la non-politique d'un gouvernement sans majorité; celle de l'UDF et de l'UDC, qui, par les voix de MM. Jean-Claude Gaudin (UDF, Bouches-du-Rhône) et Dominique Baudis (UDC, Haute-Garonne), campent sur les marches d'une opposition « constructive ».

Le président du groupe UDF, qui n'a guère apprécié « le coup » du RPR, proposera notamment au cours de son intervention qu'il y ait lieu des États généraux sur la fonction publique. Le maître de Toulouse tentera également d'apporter des éléments de réflexion sur l'avenir de la fonction publique, et, plus près de l'actualité, sur ce qui pourrait être un service minimum. M. Pierre Mauroy (PS, Nord), sera l'orateur du PS et M. Georges Hage (PCF, Nord), celui du groupe communiste. Le vote, sans surprise, devrait intervenir vers 2 ou 3 heures du matin, samedi, après le défilé à la

tribune des députés souhaitant voter la censure. A part la voix de M. Raymond Barre, il ne devrait pas y avoir de défection à droite. MM. Gaudin et Méhaignerie ont battu le rappel de leurs troupes. Les élus communistes ayant annoncé la réticence de s'associer à l'initiative du RPR, le premier ministre n'a donc rien à craindre. M. Rocard, qui est intervenu à plusieurs reprises, ces dernières semaines, lors des questions d'actualité pour rappeler que le gouvernement s'entend à un double impératif de fermeté et de dialogue, devrait en profiter pour préciser à nouveau les

contours de sa politique économique et sociale. Mercredi, devant le bureau exécutif du PS, il avait reconnu avoir, sans doute, « sous-estimé la désapprobation du secteur public ».

L'attitude de M. Barre, qui a déclaré ne pas vouloir « exploiter la situation sociale », a suscité des commentaires acerbes. Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a estimé que l'ancien premier ministre « se ralliait d'une certaine manière à la majorité ». Le porte-parole de l'UDF, M. Alain Lamassous, n'a pas dit autre chose en expliquant que le vote de la motion de censure « fixerait les contours de la majorité ».

P. S.

Au Palais du Luxembourg

Les sénateurs repoussent une partie des crédits de la culture et de la communication

Le Sénat a examiné, jeudi 8 décembre, le budget de la culture et de la communication (Le Monde daté 6-7 novembre). Les positions adoptées par les sénateurs lors des scrutins organisés sur les différents titres budgétaires ont été pour le moins erratiques. Globalement ce sont les dépenses dites ordinaires qui ont été repoussées. Ainsi les crédits destinés au fonctionnement du ministère de la culture et de la communication, et aux aides à la presse ont été rejetés par 129 voix (78 RPR sur 81, 50 RI sur 53 notamment) contre 87 (les 63 PS, une partie de la Gauche démocratique; MM. Bourguine, Gouteyron et Schumann,

RPR; MM. Cluzel, Diligent, Jung, Lacour et Lecamm, Un. cent.; MM. Girault et Miroudot, RI; M. Habert, non-inscr.). La plupart des sénateurs de l'Union centriste et la majorité de ceux de la Gauche démocratique se sont abstenus.

En revanche, une majorité favorable s'est dégagée pour approuver les crédits d'équipement du ministère et les dépenses destinées aux grands travaux et à la communication, les centristes ayant rejoints alors le PS dans l'approbation. Le PC avait choisi l'abstention.

CULTURE

Pour M. Jack Lang, il faut réuser un certain nombre de « faux débats » en matière de politique culturelle. Ainsi de l'opposition entre patrimoine et création, Paris et province, grande bibliothèque et bibliothèques départementales et municipales, musées nationaux et musées de province. Le ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire a pris l'exemple du projet lancé par le président de la République de construire une grande bibliothèque: cette réalisation aura des effets bénéfiques dont celui, a-t-il assuré, de faire sortir les bibliothèques universitaires de « leur situation inacceptable ».

COMMUNICATION

Bonhomme. Un débat bonhomme. Où chacun fut comme on attendait qu'il soit. M. Jean Chazel (Un. cent., Allier), fit un cours magistral sur l'audiovisuel, demandant au gouvernement « d'armer le secteur public contre la concurrence », et aux corporatistes, « de faire leur nuit du 4 août ». Au premier, donc, il réclama à nouveau un milliard de francs en faveur du secteur public. Au second, il recommanda de s'armer d'un « esprit de conquête ». Et, comme « chat échaudé craint l'eau froide », il suggéra la mise sur pied d'un « observatoire » où les rapporteurs des commissions parlementaires compétentes pourraient exercer un contrôle permanent sur la bonne utilisation des fonds destinés à la création. Une suggestion accueillie avec bienveillance par M^{me} Catherine Tassot.

Remis apparemment de son initiative — intempestive aux yeux de ses amis — en faveur d'une interdiction des coupures publicitaires, M. Adrien Gouteyron (RPR, Haute-Loire), se voutit, cette fois, « déçu ». Ce qui était, sans nul doute, beaucoup plus conforme à l'attitude générale de son groupe. Mais sa vraie nature reprit très vite le dessus. Et le rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, après avoir blâmé le gouvernement pour n'avoir point « rebudgétisé » les charges indues pesant

sur l'audiovisuel public (le financement de Radio-France internationale, ou les exonérations de redevance en faveur des personnes âgées) fit état d'un « profond motif de satisfaction »: l'augmentation des moyens de l'instance de régulation.

Si pour M. François Astain (PS, Loire-Atlantique), « la dégradation des programmes ne date pas d'hier, la loi Léotard l'a précipitée. Le mieux-disant culturel est vite devenu une sinistre plaisanterie et les cahiers des charges, des chiffres de papier ! ». Ce constat dressé, ce fut aussitôt, solidarité majoritaire oblige, pour se féliciter: « Nous connaissons votre bonne volonté, madame, nous voterons votre budget ».

Bonne volonté? Comme il fallait s'y attendre, M. Ivan Renar (PC, Nord) n'en vit point. Il n'eut, au contraire, pas de mots assez forts pour dénoncer les « propos légalisants » de M^{me} Tassot et son budget « étriqué ». Et si le sénateur communiste proposa, sans surprise, la suppression des coupures publicitaires, il se fit plus novateur en proposant de créer une « instance unique de régulation des ressources publicitaires », qui éviterait aux chaînes publiques comme aux chaînes privées, « la course à l'audience à tout prix et la tuelle des annonceurs ». On ne pouvait pas mieux faire fi des lois du marché.

Il ne restait plus, pour conclure ce débat de bout en bout convenu, qu'aux autres orateurs inscrits de se faire les défenseurs ou les censeurs de telle ou telle entreprise du secteur. M. Michel Miroudot (RI, Haute-Saône), se fit ainsi le bon apôtre de RFI, et à MM. François Loisy, (PS, Guadeloupe) et Rodolphe Désiré (app. PS, Martinique) de fustiger les « manquements » et le « discrédit » de RFO.

A. Ch. et P.-A. G.

Le collectif budgétaire à l'Assemblée nationale

Exonérations supplémentaires de la taxe professionnelle pour les implantations d'entreprises

Les députés ont commencé le jeudi 8 décembre l'examen du collectif budgétaire pour 1988. Le projet de loi de finances rectificative présenté par M. Michel Charasse, ministre du budget, traditionnel en fin d'année, prévoit une enveloppe d'un peu plus de 42 milliards de francs. L'Etat a pu bénéficier cette année de restreints fiscaux supplémentaires d'un montant de 38 milliards de francs. Une nouvelle fois, le vote de ce collectif dépend du vote centriste. On voit mal, en effet, le groupe communiste voter un texte qui fait la toilette de la loi de finances 1988 concoctée par M. Edouard Balladur sous le gouvernement Chirac.

M. Edmond Alphandéry, (UDC, Maine-et-Loire) a présenté en séance de nuit, un amendement dont il a fait « la condition » d'une abstention de son groupe sur ce collectif. Les centristes ont de la suite dans les idées: ils proposent une nouvelle fois une réduction de l'impôt foncier sur le non-bâti pour les agriculteurs et les exploitants forestiers. M. Alphandéry souhaite un abattement de 20 % de cet impôt dans la limite de 3 000 francs de façon à ce que cette mesure ne profite pas essentiellement aux exploitants agricoles aisés. « L'agriculture traverse une mauvaise passe », a insisté le député centriste en chiffrant à 1 milliard de francs la mesure qu'il propose au nom de son groupe.

M. Charasse a jugé plus prudent de se donner une journée supplémentaire pour tenter de trouver un terrain d'entente avec l'UDC. L'amendement Alphandéry a donc été réservé jusqu'à la fin de la discussion qui devait intervenir, vendredi 9 décembre, avant la discussion de la motion de censure. Le gouvernement pourrait être disposé à faire un pas en direction de l'UDC par le biais d'une « mesure d'allègement ciblé du foncier non bâti », mais il ne veut pas aller aussi loin que ce que souhaite le groupe centriste.

En présentant ce collectif, le ministre du budget, a estimé qu'il proposait « une actualisation raisonnable des dépenses, le respect du déficit, la préparation d'une réduction ultérieure de la dette » tout ceci « démontrant une bonne exécution budgétaire ». Le rapporteur général du budget, M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise) a rappelé que l'objectif du gouvernement restait le même que pour la loi de finances 1989: l'équilibre des finances publiques, l'efficacité dans la définition des priorités et le choix des dépenses, la compétitivité de notre économie et l'évolution de l'emploi.

M. Philippe Auberger (RPR, Yonne) a rappelé que la manne dont ce collectif bénéficiait était due à « la gestion particulièrement rigoureuse » du gouvernement Chirac. Il a regretté que le gouvernement actuel tourne le dos à une politique résolue d'allègement de la charge fiscale sur les contribuables et à celle consistant à s'attaquer à la réduction de la dette et à celle du déficit public.

Lors de l'examen des articles du projet, les députés ont adopté un amendement permettant d'assouplir le lien qui existe entre la taxe professionnelle et les impôts locaux directs sur les ménages (dont la taxe d'habitation). Il s'agit de permettre aux collectivités locales de baisser par exemple la taxe d'habitation sans pour autant baisser le taux de la taxe professionnelle (quand le taux de la taxe d'habitation est supérieur à celui de la moyenne nationale). Un « cliquet » permet d'éviter que ne soit récupérée l'année suivante, la baisse consentie l'année précédente.

Par ailleurs, le gouvernement a accepté le principe d'un amendement de M. Jean-Pierre Balligand (PS, Aisne) tendant à permettre aux collectivités locales d'accorder des exonérations plus importantes de la taxe professionnelle aux entreprises qui souhaitent s'implanter. Jusqu'à présent ces exonérations étaient plafonnées à 1 million de francs par emploi

créé. M. Balligand proposait de supprimer cette limite. M. Charasse a convaincu la représentation nationale d'adopter un système multipliant par dix ce plafond. Ces exonérations pourront donc s'élever, éventuellement, à 10 millions de francs maximum selon les souhaits des collectivités locales concernées.

Enfin, les députés, sur la suggestion du gouvernement, ont proposé une solution à un problème survenu en 1987 et 1988 et qui avait conduit, à la suite d'un erreur de l'administration, à ce que certaines communes aisées reçoivent indument de l'argent du fonds de péréquation départementale. Cent cinquante communes sont concernées par cette affaire: le gouvernement a décidé de « passer l'éponge » sur le trop perçu en 1987. Mais pour l'indu de 1988, elles devront le rembourser sur trois ans.

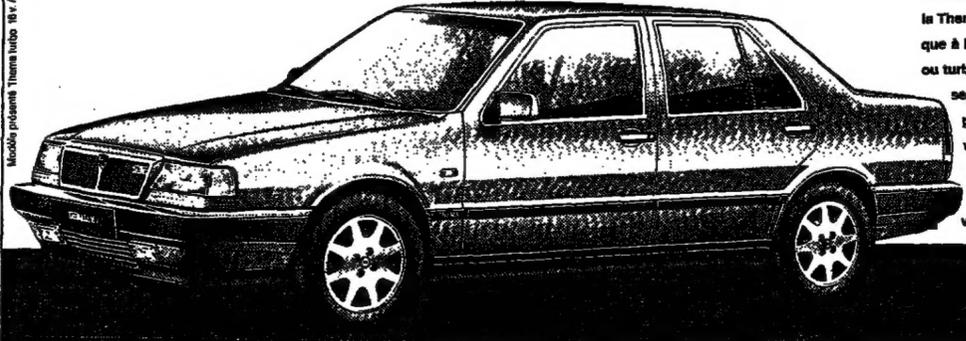
PIERRE SERVENT.

M. Dray (PS) réclame une « redistribution sociale » en faveur des bas salaires

Dans un entretien avec l'hebdomadaire Politis du 9 décembre, M. Julien Dray, député socialiste de l'Essonne, déclare: « Il est temps maintenant d'opérer une première redistribution sociale, et prioritairement vers les bas salaires. Il n'est pas sérieux de dire que l'on sortira de la rigueur dans quinze mois. Quelle sera alors la situation économique? La vérité est que le gouvernement s'accroche à sa culture des grands équilibres. Il est traumatisé par l'échec de 1981 et ne sait pas comment utiliser les 56 milliards de recettes fiscales supplémentaires qui sont la traduction de la croissance enregistrée cette année (...). Sous la pression, le gouvernement a accordé 6 milliards de francs aux collectivités locales. Ce coup par coup l'amène à dépenser plus d'argent que s'il avait engagé une discussion globale sur le fond. La méthode engagée n'est pas la bonne ».

Bien qu'il affirme ne vouloir « faire de procès à personne », M. Dray remarque: « Il me semble que l'on est reparti pour une opération de séduction vers un centre qui n'a aucune autonomie politique ».

Venez découvrir la nouvelle Lancia Thema, le choix d'une voiture devient étrangement simple.



Présentées au dernier Mondial de l'Auto-mobilité et en avant-première, les nouvelles Lancia Thema vous ouvrent leurs portes. Nées d'une nouvelle philosophie fondée sur la puissance, la sécurité et le confort, les nouvelles Thema ont aussi hérité de la tradition Lancia. De la Thema 2 litres à injection électronique à la 16 soupapes atmosphérique ou turbo, en passant par la turbo diesel, toutes ont en commun cette passion: l'exception. Rendez-vous dès aujourd'hui dans l'univers feutré de la Thema. Elle et votre concessionnaire vous livreront tous ses secrets.

هكذا من الأصل

Carignon

des généralistes

Le ministre des DOM-TOM s'est montré volontariste en donnant le coup d'envoi à Nouméa, en brousse ou aux îles Loyauté, de la mise en œuvre des accords de Matignon.

Ainsi le calendrier institutionnel est au point, jalonné d'échéances clés : élaboration des contrats de développement Etat-provinces (janvier), mise en place de l'Agence de développement de la culture canaque, création d'un organisme permettant la prise de participation dans le capital des sociétés locales (février), entrée en fonction de l'Institut de formation des personnels administratifs (mars), élection des conseils de province (juin), transfert des compétences aux provinces (juillet)... L'Etat s'engage dès maintenant à financer d'ambitieuses opérations de désenclavement de la brousse et des îles Loyauté.

Déjà à 1992, 586 millions de francs seront affectés au plan routier prévoyant notamment la période de transvasement reliant les deux côtes. Dans la même période, 165 millions de francs seront alloués au programme d'électrification des zones rurales. M. Le Penec a enfin rappelé les objectifs qui s'étaient déjà

Politique

La mise en œuvre des accords de Matignon pour la Nouvelle-Calédonie

M. Le Penec rentre à Paris confiant

NOUMÉA
de notre correspondant

« La dynamique est lancée. » C'est sur cette note de confiance que M. Louis Le Penec a quitté Nouméa, vendredi 9 décembre, au terme d'une visite de cinq jours sur le territoire. Le ministre des DOM-TOM s'est montré volontariste en donnant le coup d'envoi à Nouméa, en brousse ou aux îles Loyauté, de la mise en œuvre des accords de Matignon.

Ainsi le calendrier institutionnel est au point, jalonné d'échéances clés : élaboration des contrats de développement Etat-provinces (janvier), mise en place de l'Agence de développement de la culture canaque, création d'un organisme permettant la prise de participation dans le capital des sociétés locales (février), entrée en fonction de l'Institut de formation des personnels administratifs (mars), élection des conseils de province (juin), transfert des compétences aux provinces (juillet)... L'Etat s'engage dès maintenant à financer d'ambitieuses opérations de désenclavement de la brousse et des îles Loyauté.

Déjà à 1992, 586 millions de francs seront affectés au plan routier prévoyant notamment la période de transvasement reliant les deux côtes. Dans la même période, 165 millions de francs seront alloués au programme d'électrification des zones rurales. M. Le Penec a enfin rappelé les objectifs qui s'étaient déjà

faits le premier ministre Michel Rocard lors de sa visite sur le Caillou début septembre : le lancement de cent projets de développement avant juillet 1989 - « mais ils devront n'être ni fumées ni brûlés », a-t-il précisé - et la formation de quatre cents cadres en majorité mélanésiens en 1992.

Le ministre a surtout pu s'assurer que le consensus local tenait bon en dépit des coups de boutoir des extrémistes de chaque camp. M. Jacques Lafleur et M. Jean-Marie Tjibaou, présidents respectivement du RPCR et de FLNKS, ont trouvé les mêmes mots pour souligner la nécessité de concrétiser sans tarder les accords de Matignon. Alors qu'ils avaient coutume de bouder souverainement les ministres socialistes avant 1986, les élus RPCR ont tenu à rendre une dernière visite de courtoisie à M. Le Penec avant son départ, comme M. Lafleur l'avait fait auparavant. M. Le Penec avait, de son côté, accepté d'honorer de sa présence une soirée mondaine où se pressaient les notables de tout-terrain.

Du côté indépendantiste, les sentiments sont sensiblement plus mitigés. Si M. Tjibaou a obtenu du dernier congrès du FLNKS que le cap soit maintenu, certaines impatiences se font jour quant à la lenteur des réformes. Le dossier des personnels de l'administration territoriale fait l'objet de grandes manoeuvres de couloirs. Le FLNKS souhaiterait un « assèchement »

des services. « Il y a une réelle volonté gouvernementale de faire avancer certains projets, mais sous prétexte de consensus on ne veut pas trop froisser le RPCR, et les classes sociales », fait remarquer un fonctionnaire indépendantiste. Au haut commissariat, on objecte que de nombreuses nominations de Canaques sont déjà intervenues à de hauts niveaux de responsabilité : deux chargés de mission de sensibilité indépendantiste, MM. Rock Wamytan et Macate Weneva, sont ainsi venus épauler le secrétaire général de l'administration, M. Jacques Laksavé, tandis que deux autres cadres proches du FLNKS ont été nommés adjoints aux sous-préfets des subdivisions administratives des îles Loyauté et du Nord-Ouest.

Une épineuse question risque de se poser ces prochains mois : le problème foncier. Le barrage édifié en début de semaine par la tribu d'Ouvéa, à Poutembout (côte ouest), bloquant l'accès à certaines mines de nickel situées dans la chaîne montagneuse, illustre la volonté de nombreux clans canaques de réclamer leur part du gâteau. De même à Poinindjié (côte est) la tribu de Tieti continue de s'opposer à la construction d'un hôpital sur une aire faisant l'objet de revendications foncières. Le contentieux avait dégénéré en février dernier en affrontements entre militants FLNKS et gendarmes au cours desquels neuf de ces derniers avaient été pris en otages une nuit durant.

FREDERIC BOBIL

BICENTENAIRE

Au Palais-Bourbon

Un ample programme de célébration de la représentation nationale

L'Assemblée nationale va avoir, comme la Révolution qui l'a vue naître, deux cents ans. Pour célébrer le bicentenaire de l'une et de l'autre, la représentation nationale, signifiée par le président de l'Assemblée, M. Laurent Fabius et par son conseiller culturel, M. Bernard Faivre d'Arzier (même si les premières décisions de principe ont été prises à la fin de la précédente législature) va multiplier dès le 1^{er} janvier 1989 manifestations commémoratives et événements conçus par la circonstance.

Le bureau de l'Assemblée a entériné ou précisé jeudi 8 décembre la plupart des éléments de ce programme auquel elle consacrera en 1989 quelques 20 millions de francs. Pour célébrer « la continuité du message » de l'Assemblée - symbole de la République - pour ouvrir ainsi des lieux inconnus de la plupart des Français, l'Assemblée organisera une exposition conçue comme un parcours de découverte du Palais-Bourbon et d'évocation de la genèse de la représentation nationale.

L'imposant haut-relief de Dalou (Mirabeau répondant à M. de Breux-Breté) exécuté à l'occasion du centenaire, qui jouxte à l'extérieur le fond de l'hémicycle, sera l'un des éléments les plus spectaculaires d'une exposition qui se fera découvrir de beaucoup moins connus, comme les salles réelles ou utopiques qui ont ou auraient pu accueillir les députés.

Inaugurée, en principe, le 15 juin pour les députés, l'exposition (la première de cette importance dans l'histoire du Palais Bourbon) devrait être ouverte au public au cours des mois de juillet et de septembre 1989.

Ariane Mnouchkine dans l'hémicycle

Pendant huit périodes de huit à dix jours, la façade extérieure du Palais Bourbon, côté place de la Concorde, sera notamment éclairée par une succession d'images en boucle conçues par des plasticiens que feront défiler des canots à lundres. Les périodes retenues correspondent aux « temps forts » du Bicentenaire tel que les a retenus la Mission dans son calendrier général de commémoration (1^{er} janvier, 21 mars, 4 et 5 mai, 20 juin, 14 juillet, 4 août, 26 août et 20 septembre).

Un film, empruntant à la fois aux œuvres de fiction et à des fonds d'archives cinématographiques (en particulier celui de la société Gaumont) sera réalisé pour la télévision. Mais c'est une autre initiative, destinée non seulement au petit écran mais à toutes les formes de diffusion, qui retient surtout l'attention : Ariane Mnouchkine doit tourner en août 1989 dans l'hémicycle, avec ses comédiens, des artistes invités et des délégations de participants venus du monde entier un film inspiré par les

débats très ardents qui aboutirent à la rédaction de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789.

Un concert télévisé (classique et variétés, composé de séquences directes et préenregistrées) sera organisé, sans doute le 9 juillet 1989, dans la cour d'honneur de l'Assemblée, sur le thème « Liberté, égalité et fraternité des musiques ».

Colloques (dont un organisé à l'initiative de M. Fabius), éditions et objets commémoratifs devraient compléter, avec la commande d'une œuvre plastique destinée à pérenniser 1989... et 1789 (thème : la naissance de l'Assemblée nationale) devraient compléter cet ensemble.

1989 doit aussi être l'occasion d'une petite révolution. Personne ne prendra d'assaut le Palais Bourbon (sauf extraordinaire) qui partira au contraire à la conquête de l'extérieur en installant (à partir d'avril 1989) une boutique permanente où seront exposés et commercialisés les activités de l'Assemblée sera à la disposition du public.

MICHEL KAJMAN

1989, à Epinal Des messages par milliers

EPINAL
de notre correspondant

L'initiative de M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, maire d'Epinal, d'utiliser les panneaux électroniques urbains d'information pour commémorer le Bicentenaire de la Révolution française, a séduit M. Jack Lang, ministre de la culture et du Bicentenaire, et enthousiasmé M. Jean-Noël Jeanneney, président de la mission du Bicentenaire. L'idée est simple : chaque jour de 1989, un message de huit lignes sera « affiché » et réitéré : date d'un événement marquant, quelques lignes d'un texte fondamental tel que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, etc.

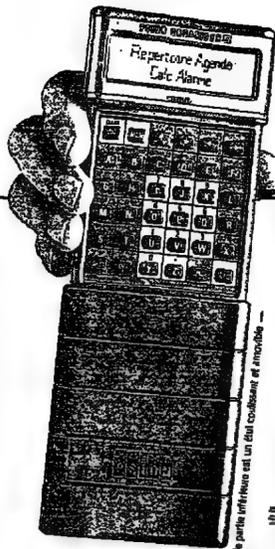
Au total, sur 365 messages, une quarantaine seront consacrés à l'histoire et à des personnages de la région d'Epinal. Chacun de ces 365 messages rédigés par M. Séguin, passionné d'histoire, passera en moyenne quotidiennement 480 fois sur chacun des huit panneaux électroniques qui possèdent la cité des Vosges.

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1989, plus de 175 000 « pages » pourront être lues par les Spinaliens.

M. Séguin n'est pas un pédagogue égoïste, il invite toutes les villes qui le souhaitent à diffuser, au besoin en l'adaptant, cette leçon d'histoire au quotidien.

CLAUDINE CUNAT.

Bientôt Noël !



l'Organiseur II : un cadeau original et pratique.

C'est un répertoire électronique

Il permet de stocker adresses, numéros de téléphone, notes, prix, etc. Il les retrouve instantanément et facilement (tapez "taver" et il retrouvera Tchikovsky par exemple).

C'est un agenda

Il enregistre les rendez-vous. Il s'allume automatiquement dès l'approche d'un rendez-vous en émettant un bip sonore et en affichant qui, quand et où. Très pratique pour ceux qui ont mille et une choses à faire dans la journée.

C'est une horloge - calendrier

Il affiche jour, mois, année, heure, minute, seconde. Il dispose de 8 alarmes qui peuvent être programmées pour sonner toutes les semaines, tous les jours ou toutes les heures. Avec lui, vous n'oublierez plus jamais rien.

C'est une calculatrice

Précision à 12 chiffres, 10 mémoires. Fonctions financières et scientifiques. Vous pouvez même créer vos propres fonctions, pour gagner du temps.

C'est programmable

Vous disposez d'un langage, type BASIC (if, do, goto, for, mid, etc., plus de 50 fonctions au total). Vous stockez vos programmes en mémoire centrale ou sur les mémoires amovibles optionnelles.

C'est petit (mais c'est génial)

A l'aide de ses mémoires amovibles optionnelles, il peut stocker jusqu'à 5000 adresses par exemple. Et le tout tient dans la poche.

Offrez un Organiseur II. Il ne coûte que 1174 F TTC* (990 F HT), manuel et messages en français, garanti un an. Il est en vente dans les magasins Virgin, FNAC, Duriez, Auchan-Boulanger, la Règle à Calcul, Conforama, les Galeries Lafayette Haussmann, et dans d'autres magasins (liste ci-dessous). Pour le nom de votre point de vente le plus proche, appelez Aware au 45.23.21.12.



*Prix du modèle C.M. au 1.09.88. Aware est une marque déposée.

Importateur exclusif : Aware

7-9, rue des Petites Ecuries - 75010 Paris
Téléphone (1) 45.23.21.12 - Télex 281941
Télécopie : 45.23.02.37

Changez de Cacharel comme de chemise.



Liberty, Homme, 100% coton, 5 tailles, 3 couleurs, 450 F.



En cadeau* pour Noël, un coffret de stylos habillé comme des chemises.

* Dans certaines boutiques, pour tout achat d'une chemise Liberty, dans la limite des stocks disponibles.

La Chemiserie Cacharel a plus d'une adresse. Pour connaître la vôtre, téléphonez au N° VERT 05 322 322

Avant Restructuration Commerciale

L'UN DES PLUS IMPORTANTS GROSSISTES CONFECTIONNEUR EN FOURRURES

Chocquet

FOURRURES EN GROS

9, RUE DU 4 SEPTEMBRE A PARIS 2ème

OUVRE SES PORTES AU PUBLIC

ET MET EN

LIQUIDATION TOTALE

(par liquidation judiciaire, selon la loi du 30 décembre 1963)

Ses Stocks de Vêtements de Fourrure de Très Haute Qualité

VISON (SAGA-BLACKLAMA) - ZIBELINE - MARMOTTE - CASTOR
TOUTES SORTES DE RENARD - RAGONDIN - RAT MUSQUE
OPOSSUM - PETIT GRIS - ASTRAKAN SWAKARA - AGNEAUX
CHEVRETTE - LAPIN - ETC...

AINSI QU'UNE IMPORTANTE COLLECTION
D'UN MÉLANGE FOURRURE - PEaux LAINÉES - PELISSES

PRIX SACRIFIÉS

CRÉDIT FACILE

OUVERT DE 10 HEURES A 18 HEURES SAUF DIMANCHE

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le gouvernement et la lutte contre la drogue et le SIDA

M. Evin condamne « les déplacements et regroupements de toxicomanes séropositifs »

« Il convient de lutter efficacement contre une épidémie, sans atteindre aux libertés publiques et en respectant les principes éthiques... »

de la politique qu'il entend mener en matière de lutte contre la toxicomanie.

population victime de la maladie est la plus difficile à prendre en charge et est perçue comme celle par laquelle le virus se développe dans la population hétérosexuelle.

Certains essaieront, et essaient déjà, s'inquiète M. Evin, de jouer sur ces peurs, pour provoquer des déplacements d'exclusion et d'enfermement de cette population à risques.

L'Eglise adopte une position plus nuancée sur l'usage du préservatif

Au cours d'une célébration à la basilique lyonnaise de Fourvière, jeudi 8 décembre, le cardinal Decourtray s'en est pris de nouveau, en termes vifs, à la campagne de publicité en faveur des préservatifs destinée à la prévention contre le SIDA.

Au même moment, dans un entretien à l'Express daté du 9 décembre, le cardinal Lustiger rappelle la nécessité d'éviter toute « exclusion » des malades et précise à leur propos : « Tout véritable amour doit apprendre la chasteté... »

La fin d'un tabou

L'ÉGLISE joue-t-elle l'air de la vaine-hésitation sur la question de la prévention du SIDA et celle des préservatifs ?

qu'à titre provisoire, dans l'attente du traitement miracle de cette maladie, qu'il a lui-même qualifiés de « éprouvés ».

Le cardinal Decourtray répète — et sur ce point les responsables catholiques sont unanimes — qu'une campagne de publicité encourageant la diffusion des préservatifs ne fait pas le poids par rapport à l'empêchement des déséquilibres de la société, révélés selon lui par l'extension du SIDA.

L'archevêque de Paris donne raison à ce point de vue et se prononce en faveur de la fabrication, exclusivement à des fins dissuasives, de l'armement nucléaire.

Dans le même temps, le cardinal Lustiger explique que si elle reste un idéal, la chasteté n'est plus la seule réponse possible pour un couple dont l'un des conjoints est malade ou séropositif.

M. Evin a indiqué d'autre part qu'au début de l'année prochaine seraient mis en place, à titre expérimental, des programmes pilotes d'échanges de seringues.

Celui-ci ne pouvait qu'acquiescer sur l'essentiel du constat dressé par le premier ministre : classes surchargées, nécessité d'améliorer la qualité de l'enseignement en luttant vigoureusement contre les redoublements, déséquilibre des rythmes scolaires, mauvaises conditions quotidiennes de travail des enseignants, insuffisance de leur formation et de leur recrutement.

Mais dès que l'on aborde le détail des actions envisagées pour faire face à ces trois « défis », le partage des tâches et la coordination entre le premier ministre et son ministre de l'Éducation est apparu, à Limoges, pour le moins aléatoire.

Ainsi, pour l'augmentation des capacités d'accueil des nouveaux flux de lycéens et d'étudiants, le premier ministre a annoncé que pour aider les régions à construire de nouveaux lycées il a décidé que la Caisse des dépôts dégageait, en 1989, une enveloppe de 4 milliards de francs de prêts au taux exceptionnel de 5,8 %.

« Monsieur le premier ministre, c'est votre conférence de presse... »

LIMOGES de notre envoyé spécial

« Toute une vie en une journée », comme le dit un collaborateur de M. Michel Rocard.

Fin de l'escapade campagnarde. Arrivée dans le décor de béton du collège Calmette. Le principal du collège expose le projet pédagogique de l'établissement.

Toutefois à l'université, M. Rocard, s'entant peut-être l'atmosphère s'épaissir, a rendu à son ministre un hommage plus appuyé que ce que prévoyait le texte en sautant « en force et sa rigueur ombageuse et couturière ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

En tournée dans le Limousin

M. Rocard annonce une série de mesures pour améliorer la qualité de l'enseignement

LIMOGES de notre envoyé spécial

M. Michel Rocard avait proposé, il y a un an, à l'orée de la campagne présidentielle, que le futur premier ministre prenne également en charge le portefeuille de l'éducation.

Celui-ci ne pouvait qu'acquiescer sur l'essentiel du constat dressé par le premier ministre : classes surchargées, nécessité d'améliorer la qualité de l'enseignement en luttant vigoureusement contre les redoublements, déséquilibre des rythmes scolaires, mauvaises conditions quotidiennes de travail des enseignants, insuffisance de leur formation et de leur recrutement.

Mais dès que l'on aborde le détail des actions envisagées pour faire face à ces trois « défis », le partage des tâches et la coordination entre le premier ministre et son ministre de l'Éducation est apparu, à Limoges, pour le moins aléatoire.

Ainsi, pour l'augmentation des capacités d'accueil des nouveaux flux de lycéens et d'étudiants, le premier ministre a annoncé que pour aider les régions à construire de nouveaux lycées il a décidé que la Caisse des dépôts dégageait, en 1989, une enveloppe de 4 milliards de francs de prêts au taux exceptionnel de 5,8 %.

MAURICE ARVONNY.

plus de 35 élèves est passé de 15 % à 39 %.

Il en va de même pour la question des rythmes scolaires. Alors que le ministre de l'éducation réfléchit à un remodelage de l'emploi du temps hebdomadaire, le premier ministre voit plus large.

« Forcer la main » à M. Jospin

Il n'a pas été plus réjoui de se voir convier « à organiser, dans les collèges et les lycées, suivant les niveaux et les besoins des élèves, des interrogations individuelles, des travaux dirigés ».

Enfin, M. Lionel Jospin aura apprécié à sa juste valeur les mises en garde répétées et sévères du premier ministre à l'égard de l'administration de l'éducation nationale.

« Monsieur le premier ministre, c'est votre conférence de presse... »

LIMOGES de notre envoyé spécial

« Toute une vie en une journée », comme le dit un collaborateur de M. Michel Rocard.

Fin de l'escapade campagnarde. Arrivée dans le décor de béton du collège Calmette. Le principal du collège expose le projet pédagogique de l'établissement.

Toutefois à l'université, M. Rocard, s'entant peut-être l'atmosphère s'épaissir, a rendu à son ministre un hommage plus appuyé que ce que prévoyait le texte en sautant « en force et sa rigueur ombageuse et couturière ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

SCIENCES Pour la mise en orbite de deux satellites

Premier tir commercial d'Ariane-4

Samedi 10 décembre, à 1 heure du matin (heure de la métropole), un nouveau tir d'Ariane doit intervenir au Centre spatial guyanais de Kourou.

mier étage pour arracher au sol quatre 418 tonnes de tôle, de combustible et d'électronique de haute précision.

Dans le cas présent, cette charge utile sera constituée de satellites de télécommunication militaire britannique SkyNet-4 B (1 433 kilogrammes), du satellite luxembourgeois de télé-directe Astra (1 780 kilogrammes), enfin de la structure porteuse Spelda, sorte de coquetier en aluminium et fibre de carbone (400 kilogrammes) dont la partie inférieure contiendra Astra tandis que la supérieure portera SkyNet.

MAURICE ARVONNY.

durée, une seconde fenêtre s'ouvrirait à 2 h 33 et permettrait une mise à feu jusqu'à 3 h 40.

Après quoi, il restera encore à ArianeSpace trente-six satellites à lancer — pour un montant de 14,4 milliards de francs — avec un « lanceur de dissuasion » que les pays européens décideront difficilement de construire en 1973, avec l'espoir qu'ils obtiendraient ainsi quelques places sur la navette spatiale américaine.

800 ENFANTS NOUS INTERPELLENT!

Au Liban? au milieu de la guerre, un lycée-orphelin aide à vivre et les préserver de l'errance, la drogue, ou la prostitution. Ses conditions d'existence sont précaires, et il a besoin de votre soutien afin d'assurer à ces enfants un minimum vital (nourriture, vêtements, livres scolaires) pour qu'ils puissent un jour espérer reconstruire leur pays.

Pour une aide efficace, directe et rapide, une association est née.

LES ENFANTS DU CEDRE

Renseignements, dons, parrainages, adhésion: 10 Rue du Ranelagh - 75016 Paris - (1) 42-77 62 01.

En décembre, la Fnac ouvre plus longtemps.

Les dimanches 11 et 18: Fnac Parly2 de 10h à 19h.

Tous les lundis: Fnac Forum de 10h à 19h30.

Fnac Etoile, Fnac Montparnasse de 10h à 19h.

Fnac Parly2 de 11h à 20h.



Société

Journées internationales police et haute technologie

Les mille et une fraudes à la carte bancaire

Les escroqueries à la carte bancaire sont en régression en France. Tel est l'avis du groupement Carte Bleue, qui vient d'annoncer une diminution, entre 1987 et 1988, des montants financiers dus à ce type de fraude. C'est aussi la conclusion des spé-

cialistes de la direction centrale de la police judiciaire, qui ont analysé, jeudi 8 décembre à Nice, au cours des Journées police et haute technologie de la Fédération internationale des fonctionnaires supérieurs de police, les différents et souvent fort ingé-

nieux mécanismes mis au point par les malfaiteurs d'un nouveau genre que sont les escrocs à la carte bancaire. Selon les spécialistes, après avoir connu un taux anormalement élevé, la France serait « revenue au taux moyen mondial » dans ce domaine.

NICE
de notre envoyé spécial

On compte aujourd'hui en France 17 millions de porteurs de cartes bancaires. Jamais, sans doute, un nouveau mode de paiement — et de crédit à court terme — ne s'est imposé aussi vite. Indéfiniment corollaire : la rapidité avec laquelle on a mis au point des mécanismes frauduleux basés sur l'utilisation de cette carte... Une fraude qui peut concerner les différents chaînes de ce mode de paiement, depuis la carte elle-même, jusqu'aux distributeurs automatiques de billets, plus de 10 000 en France, en passant par les terminaux automatiques de paiement (comme dans les grandes surfaces) ou le déjà antique « fer à repasser » (instrument avec lequel, par un mouvement de va-et-vient, on imprime en trois exemplaires sur un formulaire les informations inscrites en relief sur la carte, avant de préciser le montant du paiement).

Pour M. Jean-Paul Coffre, commissaire principal à la direction centrale de la police judiciaire, et spécialiste de ces problèmes, il convient de bien faire la part entre la fraude commise à partir d'une carte authentique et celle, beaucoup plus rare, réalisée grâce à un support contrefait. Il faut aussi savoir — certains dans les milieux bancaires le regrettent — que l'usage abusif de sa propre carte, lorsque le compte correspondant est plus ou moins déficitaire, ne correspond pas à une qualification pénale mais seulement à de simples sanctions civiles. Les spécialistes de la police judiciaire ne sont donc concernés que par des affaires d'escroquerie, d'abus de confiance, de vols, de faux en écriture ou de fraude informatique.

La fraude la plus simple et la plus connue consiste à utiliser sa propre carte après l'avoir déclarée volée ou perdue. L'utilisation peut en être faite sur place ou, pour les cartes internationales, à l'étranger. Des réseaux existent déjà, en effet, qui prennent de vitesse les systèmes d'alerte des banques. Le plus difficile en ce domaine est sans doute de faire la part entre la bonne et la mauvaise foi. « Très souvent, malheureusement, explique M. Coffre, les personnes qui perdent effectivement leur carte déclarent aussitôt sa perte, ce qui leur évite de se voir restituer, ces cartes étant récupérées à l'aube avant le retour du personnel de la station-service.

est encore plus grande chez ceux — et ils sont très nombreux — qui notent leur numéro de code secret sur la carte elle-même, dans un carnet d'adresses ou sur un document présent dans le portefeuille, oubliant que si on vole leur carte, on volera aussi ces objets en même temps.

Une autre pratique consiste à « remettre à plat » des cartes volées, la nouvelle carte mentionnant les « identifiants » bancaires, connus le plus souvent à partir des doubles carbonés des factures jetées parfois par certains commerçants. L'utilisation frauduleuse peut ainsi durer, uniquement sur le système « fer à repasser », jusqu'à opposition du titulaire de la carte originale, lorsque celui-ci prend connaissance de son relevé de compte bancaire, c'est-à-dire le plus souvent un mois ou plus après le début de la fraude.

Certaines fraudes sont presque de l'ordre du gag, comme cette affaire survenue en janvier dans la région toulousaine. Des malfaiteurs avaient placé la nuit de faux lecteurs dans une station automatisée fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il s'agissait, en réalité, de simples boîtes maquillées, « avan-lant » les cartes de crédit sans les restituer, ces boîtes étant récupérées à l'aube avant le retour du personnel de la station-service.

Dans ce domaine, la fraude la plus perverse nécessite la complicité de commerçants malhonnêtes. Le schéma est le suivant : le premier récupère sur un « fer à repasser » une facturette incomplète, avec contrefaçon de signature et identification bancaire. Il la transmet ensuite à un complice qui prend contact avec la banque pour vérifier qu'il n'y a pas, à propos d'un achat fictif, opposition bancaire, et endosse alors le « paiement ».

Contrefaçons et sécurité active

La fraude à la carte bancaire contrefaite, si elle est plus rare, peut aussi être beaucoup plus spectaculaire. La principale difficulté à laquelle se heurtent les malfaiteurs tient à la reproduction de la piste magnétique et des diverses informations qu'elle contient. Depuis 1984, trois affaires de fraude au distributeur automatique de billets ont été recensées en France, dont deux ont pu être résolues par les services de police. La plus spectaculaire fut celle où les malfaiteurs avaient réussi à modifier la partie de la bande qui renseigne sur le nombre de billets déjà distribués au cours de la semaine. Utilisant une carte dupliquée plusieurs centaines de fois et profitant d'un long week-end, ils

purent ainsi dévaliser de multiples distributeurs de billets. L'astuce, au départ, avait consisté à ouvrir un compte sous un faux nom dans une petite banque, puis à demander, toujours sous un faux nom, une carte de crédit avant de la modifier et de la dupliquer. Les organisations bancaires ont, depuis, trouvé la parade en réunissant l'ensemble des distributeurs automatiques sur un ordinateur central.

Face à cette fraude moderne, la lutte doit être maladroite. Elle implique une information régulière et complète des commerçants, des magistrats et des policiers. Certains, parmi ces derniers, regrettent que de tels délits soient, en France, assimilés à une simple escroquerie, c'est-à-dire passibles seulement d'une peine maximale de cinq ans de prison alors que d'autres pays, adaptant les peines au montant et au type de l'escroquerie, vont beaucoup plus loin dans la répression.

L'arme imparable semble ici le remplacement de la carte magnétique par la carte de seconde génération « à puce » qui fournira une « sécurité active ». Toutefois, celle-ci ne pourra être véritablement proposée que le jour où tous les commerçants seront dotés des appareils de lecture adéquats.

JEAN-YVES NAU.

AÉRONAUTIQUE

De préférence à l'Écureuil de l'Aérospatiale

La Belgique a choisi l'hélicoptère Agusta en raison des compensations offertes par l'Italie

BRUXELLES
de notre correspondant

En dépit d'un forcing de dernière minute, et quelque peu désespéré, de l'Aérospatiale, le gouvernement belge a donc décidé, jeudi 8 décembre, de remplacer les quarante-six hélicoptères Alouette de sa force aérienne par des Agusta italiens, de préférence à l'Écureuil français (nos dernières éditions du 9 décembre). Le marché, y compris celui de l'armement des appareils, s'élève à 11,9 milliards de francs belges (environ 1,8 milliard de francs français) et les compensations promises par les Italiens se chiffrent à 19 milliards de francs belges de retombées économiques pour la Belgique, soit l'équivalent de 5 millions d'heures de travail.

Au cours d'une conférence de presse, à Bruxelles, le ministre belge de la défense, M. Guy Coëme, a expliqué les raisons « objectives » qui ont conduit le gouvernement du royaume à opter pour l'hélicoptère des Italiens.

Dans un premier temps, une commission composée d'officiers supérieurs avait conclu que, sur les huit candidats, deux appareils (le MBB-105 allemand et l'Agusta-109 italien) étaient « recommandables »,

alors que l'Écureuil n'était, lui, qu'« acceptable », compte tenu notamment du fait qu'il n'était équipé que d'une turbine, contre deux pour les appareils allemand et italien. Le 10 octobre, le service des achats de l'armée décida pourtant de renoncer au MBB-105, l'appareil allemand dépassant de 1 milliard de francs belges l'enveloppe préconisée.

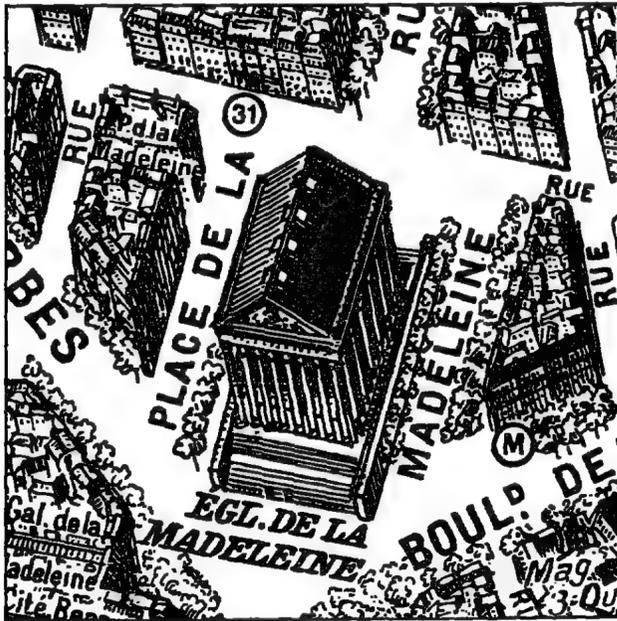
Le 18 octobre, le ministre des affaires économiques, M. Willie Claes, estima les offres de compensation italiennes « légèrement supérieures » à celles de l'Aérospatiale.

L'Aérospatiale tenta de contre-attaquer en présentant de nouvelles offres en matière de compensation. Celles-ci auraient abouti à des retombées économiques supérieures. Les Français reçurent un appui inespéré des industriels flamands de l'aéronautique, qui estimaient notamment que les compensations italiennes profiteraient davantage à l'économie wallonne. Mais les décisions étaient prises et les dernières offres françaises étaient arrivées « après les délais ». Interrogé par un journaliste belge sur la fragilité financière de la firme italienne, M. Coëme a précisé que celle-ci était contrôlée par un holding dépendant directement de l'État italien.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

LE VIN NOUVELLE VOGUE

Au numéro 31. Depuis 1988.



Le 8 décembre, Nicolas Madeleine ouvre. Le nouveau magasin est au 31. Les amateurs, les connaisseurs, les collectionneurs et les hédonistes y trouveront tout ce qui compte en vin de 1900 à nos jours.

NICOLAS

31, place de la Madeleine.

Millesimes, livres, revues, accessoires, services. Ayez soif de modération.

هكذا من الأصل

rie de mesure
de l'enseignement

ingtemps.

19h à 19h

Le Monde

SANS VISA

Le Monde sans visa • Samedi 10 décembre 1988 15

Cuba n'a plus honte de ses plages ni de son soleil : le plan quinquennal de développement du tourisme adopté par le gouvernement de Fidel Castro ne vise pas seulement les visiteurs des pays frères mais une clientèle venue d'Europe ou d'Amérique.



Cuba se lance dans la touristroïka

par Marc Ambroise-Rendu

VINGT-CINQ kilomètres de sable et d'eau tiède, des lagons si transparents qu'ils prennent la couleur des fonds — blancs, jaunes, rouilles, bleu profond, émeraude, — au loin la barrière de corail où l'on va plonger, ici les pellicans familiers et cocasses, un restaurant-paillote où l'on dévore des langoustes grillées, Cayo Largo est une plage de rêve.

Ce paradis des Caraïbes est un rocher de calcaire entouré de sable planté au sud de la côte de Cuba. Impossible d'atteindre ses coins les plus savoureux sans prendre successivement un avion, un mini-car et une vedette. Le bout du monde. Mais, une fois sur place, il n'y a plus qu'à se laisser vivre. A peine descendu de la passerelle, des beautes pain brûlé vous offrent un verre de punch glacé tandis que l'orchestre embusqué dans la grande case qui tient lieu d'aérogare vous invite à la danse.

Affiché dans les bungalows couverts de palmes, le menu des excursions et des activités sportives est surabondant : de la moto-plage aux cavalcades à la gauche en passant par la pêche au gros, les organisateurs semblent avoir tout prévu. Même le coucher de soleil en mer facturé 8 dollars ! Pour que la carte postale soit conforme, les jardiniers rasant les arbres jadis importés d'Australie et les remplaçant par des cocotiers.

Les beaux soirs de la Havane

Tout cela restera réservé aux « happy few ». La capacité hôtelière de l'île a été délibérément limitée à quelques établissements totalisant un millier de chambres. Quant aux Cubains, hormis le personnel indispensable, l'accès de Cayo Largo leur est interdit. Cette mini-usine à dollars, soigneusement tenue à l'écart des compagneros, est l'expression quasi caricaturale de la nouvelle attitude de Fidel Castro à l'égard de l'industrie touristique.

Cello-ci a été considérée durant les vingt premières années de la révolution comme une pollution. Il est vrai qu'avant 1959, l'île avait pour les trois cent mille Nord-Américains qui la fréquentaient chaque année un parfum de soufre. Des centaines de dealers et cent mille prostituées, assurément aujourd'hui, faisaient les beaux

soirs de La Havane. Les gros manitous de la mafia yankee, comme Meyer Lansky et Lucky Luciano, contrôlaient les hôtels, cabarets et maisons de jeux.

Après avoir chassé Batista, les vertueux barbudos en treillis vert olive fermèrent tous ces établissements, y compris le célèbre Tropicana, gigantesque cabaret à l'air libre où les touristes venaient éprouver le frisson cubain au rythme des rumbas. Aux balcons des palais du Malecon, la promenade de bord de mer de La Havane, le populaire mit son linge à sécher. Refermée sur elle-même, Cuba ne reçut plus dans les années 60 que le mince filet des coopérants soviétiques et des délégations de l'Europe de l'Est en pèlerinage à la Mecque du marxisme tropical.

Les échecs économiques du régime ont fini par convaincre le « leader maximo » qu'après tout les dollars du tourisme n'avaient pas plus d'odeur que ceux du sucre, du café ou du pétrole. La jeunesse, qui n'a pas connu les injustices d'antan, ne peut même plus s'enthousiasmer pour le stakhanovisme de la canne à sucre (les machines à récolter remplacent les macheteros) ni pour les aventures militaires en Afrique. Elle est de plus en plus irritée par les éternels livres de rationnement. Bref, après l'éducation et la santé gratuites, il faut lui offrir aujourd'hui des emplois et un peu de douceur de vivre.

Les responsables cubains se sont aperçu que, dans la mise en valeur de leurs richesses naturelles, ils avaient laissé en jachère leurs 3500 kilomètres de rivages et les centaines de plages qui les jalonnent. Du flot des vacanciers qui se déverse sur les Caraïbes, ils ne reçoivent qu'un maigre pourcentage. Cuba espère accueillir cette année un peu plus de 200 000 visiteurs, contingent inférieur de 50 % à celui d'il y a trente ans et très en dessous de celui de la seule Guadeloupe, pourtant soixante fois plus exigüe.

Alors, au Palais de la révolution, on s'est mis à rêver. Un plan quinquennal de développement du tourisme a été lancé. Cible : 1992. Comme on n'a guère l'espoir que l'embargo américain soit levé, on vise les Canadiens — qui sont déjà les premiers clients — et les Européens. L'extragénération caraïbe aidant, les objectifs assignés ont subi ces derniers mois une véritable inflation. Les orateurs officiels ont successivement annoncé que dans cinq ans l'île serait en état de loger

400 000, 600 000 puis 1 million de visiteurs !

Certains ont l'air d'oublier qu'avant de rapporter, l'industrie touristique, comme toute autre activité de masse, exige des investissements considérables en hommes et en capitaux. Comme l'avoue un professionnel : « Nous devons réapprendre un métier que nous avons eu le temps d'oublier en trois décennies. »

Langueur sympathique

Intar, l'institut national du tourisme, Cubatur, l'agence officielle, les hôtels, les restaurants et les firmes de transport emploient actuellement 32 000 personnes. Toutes sont fonctionnaires de l'Etat, y compris les musiciens qui rabâchent partout *Guantanamera*. Ce petit monde aux effectifs surabondants accomplit sa tâche avec une langueur sympathique, mais on sent que le cœur n'y est guère.

Il faut avoir essayé de dîner à Cienfuegos, par exemple, l'une des capitales provinciales de l'île dénommée jadis « la perle du Sud », pour comprendre tout ce qu'il reste à faire. Claquemurés derrière des volets clos, les restaurants accueillent l'étranger avec suspicion. On le fait attendre sur le trottoir, tandis qu'un cerbere va « voir s'il y a encore de la place ». En réalité, l'établissement, où règne une atmosphère funèbre, est à demi vide.

Le maître d'hôtel, qui ne parle que l'espagnol, prend la commande avec un air résigné. Les mets sont fort quelconques, mais il est vain de réclamer du sel et du poivre : la maison n'en détient pas ! Vers la fin du repas, les garçons, aussi sombres que des croque-morts, s'assoient dans un coin et observent les derniers clients avec impatience. Ils ont hâte de s'attabler à leur tour et poussent les attendus vers la sortie. Ne parlons pas de l'addition. Les trois monnaies qui ont cours à Cuba — le peso, le dollar et l'« intar » — rendent le règlement aussi compliqué qu'une opération de clearing international. Le touriste, en tout cas, n'en sort jamais à son avantage.

Il est vrai que les fonctionnaires du tourisme sont bien modestement payés. Cristobal Ordonez, guide de Cubatur, est un produit typique de la révolution. Tout jeune encore, il a fait le coup de feu contre les troupes de Batista. Puis, après quelques années sous l'uniforme, il a tâché de plusieurs métiers. Ardent propagandiste du régime, mais astucieux, débrouil-

lard, parlant fort bien de son pays et parfaitement bilingue, il a aujourd'hui quarante-six ans. Salaire mensuel : 220 pesos soit l'équivalent de 1 250 francs français au cours officiel. Ce garçon qui passe sa vie à promener des étrangers gagnant dix fois plus que lui commence à grogner.

L'équipement hôtelier est à l'image des hommes : fatigué. Le plus grand palace de La Havane, un Hilton rebaptisé Habana Libre, accuse ses trente ans d'âge. Des suites luxueuses aménagées au vingt-cinquième étage, on a une vue imprenable sur la capitale mais certaines bales emportées par un ouragan ont été aveuglées avec du contreplaqué et il faut vingt minutes pour se faire monter un rafraîchissement. La moitié des ascenseurs sont arrêtés. Certains soirs, la climatisation paraît hors d'usage.

Les responsables cubains reconnaissent ces insuffisances. Leur plan consiste à réhabiliter le parc ancien. Le palace Inessa, dont les salons ont vu passer tant de visiteurs illustres, vient d'être remodelé des caves aux combles. Les vieux hôtels du quartier historique de La Havane vont être débarrassés de leurs locataires plus ou moins impécunieux et rendus aux touristes.

Un vaste programme de constructions neuves est annoncé. Fidel Castro en personne s'est déplacé dernièrement à Varadero, une presqu'île située à 100 kilomètres à l'est de la capitale. Après une de ces interminables séances de travail dont il a le secret, le « commandante » a dévoilé ses batteries. La capacité hôtelière du secteur devrait passer de deux mille cinq cents à trente mille chambres. Difficultés : l'aérodrome est trop court, la plage est mangée par les courants et des derricks pétroliers la menacent de marée noire. Qu'à cela ne tienne. Fidel a décidé qu'il inaugurerait une nouvelle piste dans moins d'un an, que 250 000 mètres cubes de sable seraient amenés d'une île voisine et que certains forages seront stoppés. « L'or blanc, a-t-il décrété, rapporte infiniment plus que l'or noir. »

Le choix du site de Varadero comme « centre expérimental » du tourisme cubain n'est pas un hasard. Cette langue de sable ombragée de palmiers et de flamboyants qui s'avance en mer sur 15 kilomètres était autrefois le paradis particulier des Du Pont de Nemours. Elle a été confisquée — avec son golf — et la résidence du magnat américain, transfor-

mée en restaurant, est devenue le symbole de la révolution ouvrant au peuple les espaces des privilégiés.

En réalité, les fils de famille vont être remplacés tel par tous les Dupont du tourisme européen. Fidel joue sur du velours. Il sait que, déjà, la moitié des visiteurs de Cuba passent le plus clair de leur temps à pratiquer sans quitter leur carré de sable les fameux trois S : « Sea, sun and sex ». Les risques de « contamination » de la population cubaine sont donc réduits au minimum. L'île de Cayo Largo au sud de Cuba et celle de Cayo Coco au nord sont en cours d'aménagement dans le même esprit.

Publicité

Déjà, on vend la poule aux œufs d'or. Pour la première fois de son histoire révolutionnaire, Cuba a entrepris une campagne de publicité dans les pays d'Europe et d'Amérique (France, Allemagne, Italie, Espagne, Canada, Venezuela et Brésil) où elle espère dénicher de nouveaux

clients. Investissement : 10 % des revenus actuels du tourisme, soit 12 millions de dollars.

Reste à trouver des capitaux pour édicter les hôtels, moderniser les aéroports. Le nouveau modèle dont vient d'être équipé celui de La Havane a été acheté clés en main aux Canadiens pour 3 millions de dollars. Criblé de dettes internationales qu'il ne peut plus honorer, le régime n'a pas su se vaillant. Il a donc recouru à la formule des joint ventures, c'est-à-dire à l'association avec les financiers étrangers.

Une société mixte, Cubanacan, a déjà été constituée l'an dernier avec des capitaux panaméens, espagnols et italiens. Elle prévoit de réaliser à Cuba des investissements touristiques ne montant à 250 millions de dollars. Des contacts sont pris par ailleurs avec la chaîne internationale Accor et avec le club Méditerranée. Au nom de la « touristroïka », Fidel n'est-il pas en train de faire ce qu'il avait toujours refusé : mettre le doigt dans l'engrenage capitaliste.

324 F.

Un week-end en Angleterre avec votre voiture.

P&O

Avec Big Ben Tours, profitez de cette offre exceptionnelle : une croisière sur les car-ferris géants de P&O European Ferries et une nuit d'hôtel en Angleterre (à Londres ou dans les suberges-pubs à la campagne) à partir de 324 F seulement par personne. Contactez votre agence de voyage ou Big Ben Tours. Tél: 42.66.40.17.

Big Ben Tours
P&O European Ferries (France) S.A.

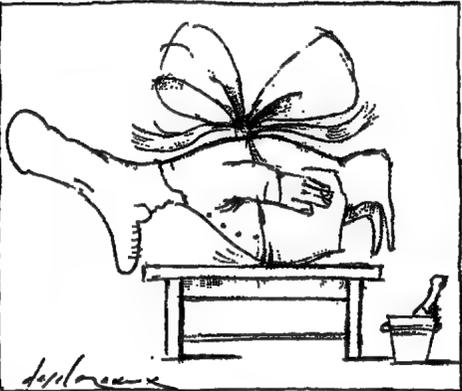
سكوا من الأصل

LA TABLE

Les réveillonneurs

PROSPER MONTAGNÉ avait noté : « Au sujet des fêtes carillonnées, il est piquant de constater que toutes ces prescriptions par l'Église ont une répercussion gourmande ! »

Certes, les réveillons de Noël se fêtent plutôt en famille (tout le monde n'a pas la chance, après la crèche vivante de minuit en l'église des Baux-de-Provence, d'aller rompre le jeûne à L'Oustau de Baumanière !). Et si par hasard on veut passer la soirée au restaurant, c'est dans le calme d'une fête gourmande paisible. Au contraire, le Saint-Sylvestre exige la joie bruyante des espérances de l'an à venir.



A la maison, en famille, entre amis, l'hôte doit avoir pour premier souci un menu ne se retenant pas trop en cuisine : un seul plat chaud, par exemple, soit supportant le réchauffement, soit du dernier instant. C'est aussi le temps des fées. Du caviar acheté chez Petrossian. Du saumon fumé et alors vous vous souviendrez que sur un simple coup de téléphone à *Ulys Fish Food* (46-09-02-28) on vous fume un saumon entier (1,4 kg environ) venu des fjords les plus froids de Norvège et que vous n'aurez plus qu'à passer prendre, pré-tranché (comptez 290 F le kilo). Vous trouverez également, en ce « monde du saumon », les perles rouges que sont ses œufs, et des blinis pour les escorter à la russe.

bien de spécifier sur leurs boîtes l), adressez-vous à un artisan charcutier de qualité. Ou à un restaurateur ami dont vous appréciez le sérieux. A Paris, notez *Lamaçère* (23, rue de Ponthieu, Paris-8^e), la boutique de *Restaurants du marché* (59, rue de Dantzig, Paris-13^e), et aussi *Le Petit Montmorency* (5, rue Rebeval, Paris-8^e).

M. Allasse (13, rue Poncelet, Paris-17^e).

Et, pour finir en beauté, grignotez les merveilleux marrons glacés de *Christian Constant* (26, rue du Bac, Paris-7^e, et 37, rue d'Assas, Paris-6^e).

Un chapon ? Allez au *Bell'Vandier* (25, rue du Vieux-Colombier, Paris-6^e).

Les maîtres fromagers, enfin, vous prépareront de jolis plats, par exemple *Marie-Anne Conin* (12, rue de Champ-de-Mars, Paris-7^e), *Henry Voy* (21, rue Vigon, Paris-9^e) ou

Pour arroser glorieusement ces agapes, les maîtres échansons ne manquent pas à Paris comme en province. Découvrez les vins américains de Francis F. Coppola et la nouvelle boutique de Jean-Claude Vrinat en ses *Caves Taillevent* (199, rue du faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e). Ou encore l'étonnant panier « Europe des Douze » du *Verger de la Madeleine* (4, boulevard Malesherbes, Paris-8^e), pour lequel J.-P. Legras a réuni l'Élixir de Spa belge et

l'ouzo Metaxa de Grèce, avec aussi une eau-de-vie de quetsche luxembourgeoise (douze bouteilles : 1 656 F).

Mais revenons au réveillon de la Saint-Sylvestre au restaurant. Les tenants de tranquilles soirées savent que le discret piano de *chez Lasserre* (17, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e), est en accord avec la carte de fête. Que *Le Vivarais* (192, avenue Victor-Hugo, Paris-16^e), fermé d'ordinaire samedi et dimanche, proposera lui aussi, ces jours, aux prix habituels, les merveilles de sa carte et de sa cave, tout comme *Patrick Lombère* (28, rue Duret, Paris-16^e). Et bien d'autres, dont peut-être votre restaurant favori : renseignez-vous et retenez !

D'autres font appel à la musique. Ainsi, aux prix de la carte, enrichie de quelques plats de fête, il y aura au *Fouquet's* (99, Champs-Élysées, Paris-8^e) un orchestre tzigane. Au *Princes de Galles* (33, avenue George V, Paris-8^e), un orchestre « plumes et canotiers » (?) vous fera danser jusqu'au petit jour pour 725 F. Dans les restaurants divers du *Méridien* (81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris-17^e), vous pourrez choisir un simple dîner en musique (1 200 F sans les vins) ou le Clos Longchamp, ou une soirée jazz, ou encore une nuit « disco ».

Chez Laurent (avenue Gabriel, Paris-9^e), le réveillon de Noël proposera le choix et les prix de la carte habituelle, mais non celui du 31 décembre qui sera animé par les Tziganes de Tarras et l'orchestre de Dominique Bellot, avec cadeaux et rires, langouste à la nage, œufs de caille au caviar, soupe de truffes et foie gras (1 900 F sans les vins). Tziganes encore au *Paprika* (43, rue Poliveau, Paris-9^e), l'ambiance de la cuisine hongroise, et samba brésilienne *Chez Guy* (6, rue Mabilon, Paris-6^e), avec la jolie Cléa de Oliveira.

Certains jeunes cuisiniers en profiteront pour proposer des menus originaux, comme celui des fils Conticini à *La Table d'Amers* (2, place d'Anvers, Paris-9^e). Je vous en laisse la surprise, mais n'en lèche les babines à l'avance (500 F). Et puis le réveillon du Bicentenaire sera celui du *Café Procopé* (rue de l'Ancestrerie-Comédie, Paris-6^e), soirée à thème, orchestre, cocktails, pour - devinez ? - 989 F ! Avec saint-péray et bordeaux à discrétion et une demi-bouteille de champagne. Ah ! ça ira, ça ira, n'est-ce pas ?

LA REYNIÈRE.
P.S. - Dernière heure : chez *Morot-Gaudry* (8, rue de la Cavalerie, Paris-15^e, tél. : 45-67-06-85), au 7^e étage, une vue sur les toits de Paris digne d'un film de René Clair et un menu de réveillon à 478 F avec quatre plats, fromages et desserts. Le foie gras de canard est « au Cadillac » et le grandin de biche aux baies de genièvre.

MIETTES

● **Beaujolais.** - Laissez de côté les dérivés médiocres qui suivent le beaujolais nouveau. Mais voici par contre une heureuse création du *Vigneron fromager* (48, rue du Colisée, Paris-9^e, tél. : 42-28-01-48) : tout en vous régalez des petits plats et des assiettes de fromages, vous pourrez commander « l'échelle des neuf crus du Beaujolais », une planchette supportant neuf verres qui, du côté de-brouilly au morgon (en tout 27 cl), vous permettront la comparaison harmonieusement graduée des beaujolais qui ont leur nom. C'est bon et c'est bien.

● **Danceuses hongroises.** - Au *Paprika* (43, rue Poliveau, Paris-9^e, tél. : 43-31-65-86) : en plus des cinq musiciens tziganes, les fêtes de fin d'année seront égayées des cordées de quatre danseuses hongroises. Et l'on annonce (du 2 au 17 janvier) le passage du « roi des premiers violons », Boris Lajos.

● **A Bruxelles.** - *La Crèche d'Or* (10, place Leaman, tél. : 02-538-37-46), que nous

continûmes à sa création par le chef Abel Bernard (du *Petit Beçon* de la rue Pergolèse, Paris-16^e), vient d'être reprise par un excellent cuisinier, M. Pol Decampa. Le *Guide des connaisseurs* qui m'apprend la nouvelle, me faisait souvenir que M. Pol Decampa était déjà renommé hier à *La Fringale* de Bierregny, cite quelques plats, de la bouillabaisse froide de rouget à la côte de charolais en croûte de sel, des raviolis de bœuf au petit sauté de dinde. Menu affaires à 1 800 francs belges et menu gastronomique (5 services) à 2 200 francs belges.

● **Les Recettes de Monique Pivrot.** - Édité par Nahan, c'est là un excellent ouvrage pour les maîtresses de maison. Beaucoup en diront du bien, on comprend pourquoi... Mais le doit dire que les recettes sont ou, plus exactement, deviennent faciles parce qu'expliquées sans « bazarin » mais avec précision, par une femme aimant cuisiner, aimant déguster aussi. Un livre utile.

● **All Bab** (suite). - Un lecteur me signale aimablement que Pierre Babinski, alias All Bab, n'était pas médecin mais ingénieur des Mines. C'est son frère, Joseph Babinski, qui fut le grand neurologue que l'on sait.

● **Lecteurs contents.** - Lecteurs déçus. - Continuons par

les heureux, tel celui qui a découvert, à Echourgnac, en Dordogne, cette *Auberge de la Double*, inconrus de tous les guides et où, dans un paysage élyséen, Jacques Laroux en cuisine et son aimable épouse en salle régalaient leurs clients des produits régionaux bien cuisinés (tél. : 53-80-38-53). Cet autre est installé par le restaurant *Les Galiers* (rue Victor-Hugo à Vauves-les-Roses, Seine-Maritime, tél. : 35-97-81-33) qui a une étoile au *Bottin Gourmand*. A noter, outre la cuisine, le cadre, le service, la qualité des pains (chose de plus en plus rare, hélas !). Un autre encore me cite *Le Licorne* (Fontevraud-l'Abbaye, en Maine-et-Loire, tél. : 41-51-72-48) également étoilé du *Bottin Gourmand* et du *Michelin*, notamment pour son menu de semaine (entrée, plat, fromage et dessert) à 145 F. On me signale encore *Marc et Christine* à Annenay, en Ardèche (29, avenue Maréchal, tél. : 75-33-48-97), remarqué par le *Bottin Gourmand*. Et aussi Jean d'Alou un excellent fromager affineur à Bordeaux (4, rue Montesquieu, tél. : 66-44-29-66).

Par contre un correspondant fidèle s'indigne du traitement qu'il s'est vu infliger dans ce qu'il nomme (laissons-lui le choix de l'épithète) et *Pigalle au Palais Royal*. Ainsi juge-t-il du *Grand Vétour* post-Oliver.

L. R.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

VINS DU BEAUJOLAIS :
Brouilly, Beaujolais-Villages, cub. 22 l. et bott.
TARIF : GAEC BERTHIAUD-CARDON, vigniculteur, « La Grand Grange » CHARENTAY, 69220 BELLEVILLE.

SAUTERNES 1^{er} GRAND CRU « CHATEAU LA TOUR BLANCHE »
BOMMES 33210 LANGON
TR : 56-63-61-25
Tariifs sur demande. Vente directe
Nouveau millésime en vente 1986

URGENT - commandez votre CHAMPAGNE DES FÊTES

Priorité à la qualité. l'expérience de la différence. Elaboré en nombre de châteaux. Cuvée appréciée des amateurs
CHAMPAGNE DU REDUPTEUR
Blanc de Blanc Brut
Offre spéc. dégustation 6 bott. : 488 F TTC/Inco. Pour comm. + 24 bott. hors offre. Jumeau carter tout à l'essai.
CL. DUBOIS & Les Amandiers
VENTEUIL, 51280 EPERNAY
Tél. : (16) 26-56-48-37.

Le Procopé
FONDÉ EN 1860
LE RENDEZ-VOUS DES ARTS ET DES LETTRES
13, Rue de l'Ancestrerie-Comédie - 75006 PARIS
(1) 43 26 99 20
Carrefour de l'Odéon
La Nouvelle Brasserie Rive Gauche
ACCUEIL AINSI QU'À 2 HEURES DU MATIN
FRUITS DE MER - CUISINE DE TRADITION

ENSEIGNE Liqueureux et pourtant allemands

ENTRE autres paradoxes, parfois celui, louches, de la « pourriture noble ». C'est une entremise totalement déraisonnable qui voit, en quelques rares endroits de la planète, des vigneronniers laisser un champignon coloniser le fruit de leur vigne. Ces anomalies ne respectent pas la date officielle des vendanges, s'enfoncent dans l'automne et l'hiver en priant pour qu'une symbiose végétale hors du commun tesse du vin à venir une injure au temps qui passe.

Décortiqué par les œnologues, le phénomène n'a bien évidemment rien de surnaturel. On explique ainsi que tout tient à un micro-organisme fait de brunes minérales et de chaleur d'automne. Ces ingrédients atmosphériques réunis, on voit parfois apparaître sur les raisins blancs une moisissure baptisée *Botrytis cinerea* qui, parce qu'elle croît aux dépens du fruit, a pour effet d'en concentrer la substance : c'est la « pourriture noble » qu'il faut bien différencier de sa cousine germane, la « grise », vraie calamité née du vent et de la pluie, qui détruit une récolte blanche ou rouge en quelques jours.

La colonisation cryptogamique lui ayant fait perdre une partie de son eau, mûri à l'excès, presque confit, le raisin peut alors être trié grappe par grappe, voire grain par grain, avec d'énormes précautions. Le miracle, bien sûr, ne se programme pas, mais, quand il survient, ce sont des vins somptueux souvent qualifiés de liqueureux, alors qu'il conviendrait, pour rendre au champignon ce qui lui appartient, de les qualifier de « botrytiés ». La grandeur de ces vins tient au mariage du sucre et de l'alcool, les micro-organismes du raisin n'ayant pas la capacité de transformer la toxicité du premier en second. Ce cocktail naturel (rien à voir avec l'alcool ajouté au moût de raisin des banyuls et des portos) confère à ces vins, sinon la véritable éternité, du moins le pouvoir de

dépasser la durée moyenne de la vie d'un être humain.

Quand il les connaît, l'amateur n' imagine pas que les vins botrytiés puissent être produits hors de l'Hongrie : c'est le Bordelais avec sauternes et ses satellites, la Touraine (Vouvray), l'Anjou (les côtes du Layon et ses différentes appellations) ou encore l'Alsace. C'est compter sans l'Allemagne, qui, sur les rives du Rhin, de la Moselle et de leurs affluents, parvient à doubler le miracle d'un record : celui de produire des vins blancs liqueureux au degré extrême de latitude nord que la vigne puisse supporter.

Inconnus ou presque en dehors des frontières allemandes, ces vins, très rares et chers (1 000 francs ou plus la bouteille), peuvent sans difficulté supporter la comparaison avec les meilleurs français. Une dégustation à l'aveugle sur le thème du botrytis, organisée il y a quelques jours au Petit Colombar à Paris par l'Association des viticulteurs allemands, a montré à quel point les palais les plus fins pouvaient hésiter à faire la part dans le millésime 1977 entre un vouvray Le Mont (maison Hue) et un riesling (sélection de grains nobles) venu de la Moselle (maison Prüm). Héritage aussi entre un bonnezeaux 1947 (maison Boivin) et un riesling 1943 (Johannisberger), un riesling alsacien 1976 (maison Hugel) et un autre de la même année en provenance de la Ruhr (Maximin Grünhaus).

Ce fut, lors d'une matinée pluvieuse, de part et d'autre de la frontière, le même parcours entre la ciel et l'essence, l'ostentatisme et le confort, les nez professionnels ne s'accordant que sur la gelée de coing, le raisin noir et le pain d'épices plus présents en Allemagne qu'en France. Seul le château d'Yquem millésimé 1976 fut reconnu sans mal comme étant lui-même, c'est-à-dire ce que l'on fait dans ce genre impossible de plus parfait au monde.

JEAN-YVES NAU.

LA SUISSE LA BONNE ADRESSE

ZERMAT Le paradis d'hiver le plus méridional, sans volture, avec la plus longue saison de ski des Alpes au pied du Cervin.
106 hôtels et gîtes, 3 000 appartements de vacances, 150 km de pistes et 37 remontées mécaniques permettant le plaisir du ski total sans attente. OFFRES SPÉCIALES : Cours de godille en nov., déc., janv. et avr. de 516 F à 1 272 F. Dans nos prix sont compris : l'hôtel, le skipass et le cours de ski (4 heures par jour).
Information et prospectus : Office du tourisme, CH-3920 Zermatt, tél. : 1941/28/66 11 81.

GASTRONOMIE

Rive droite
POUR VOS INVITATIONS
LE SOUFFLÉ
Si bonne cuisine française
et mes souvenirs.
28, rue de MONTMATHON (près de la place Vendôme)
Tél. : 42.08.27.55
Fondé le dimanche

Rive gauche
Alexis
Déjeuner - Dîner - Souper
28, rue de l'Exposition, 75007 PARIS
Réservation : 47-05-80-39

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALLSIA - PORTE D'ORLÈANS A LA BONNE TABLE. 45-39-74-91 F. sam., dim. 42, r. F. PARKING. Spéc. POISSONS.	PLACE GICHY CHARLOT , roi des coquillages, 12, pl. Gichy, 9 ^e , 48-74-49-64. Ts les délices de la mer réunis en un cadre « Art Déco ». Ts les jours, 1 h.	142, rue des Champs-Élysées, 43-33-20-41 COPENHAGUE, 1^{er} étage. FLORA DANICA, et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.	ODÉON INCARI, 9, r. Montreuil-le-Prince, 6^e. F. dim. 46-33-65-32. Rest. sud-américain. LE PROCOPÉ , carrefour de l'Odéon, 13, rue de l'Ancestrerie-Comédie, 6 ^e 43-26-99-20. Fruits de mer. CL. DUBOIS & Les Amandiers VENTEUIL, 51280 EPERNAY Tél. : (16) 26-56-48-37.	ROME - VILLIERS EL. FICADOR, 99, bd des Buttes-aux-Cailles, 43-87-28-87. PARELLA, ZARZUELA, BACALAO, GAMBAS. F/jour, mardi. RÉVEILLON SAINT-SYLVESTRE Ambiance - cocktail - dîner Cité G. Millas 1988 et B. Gourmand.	SAINTE GERMAIN DES PRÉS LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux. TROCADERO P. GAILLARD, 70, r. de Longchamp. F. dim. et sam. soir. 47-27-43-41. Cuis. classique. HORS PARIS AU PIED DE MOUTON, 20, r. au Pain, 78-Versailles (Hôtels de Versailles), 39-58-33-08. T.L.J. 10 h. Spéc. de FRUITS DE MER et POISSONS.
--	---	--	---	--	--

50 من الأصل

ESCALES



Noël au Népal

A ceux qui rendent moroses la perspective de passer la fin d'année dans l'Hexagone, Ailetours (en vente dans les agences de voyages) propose d'aller fêter Noël sur le « toit du monde », au royaume du Népal très exotique.

Au pied des géants de l'Himalaya, Katmandou et sa vallée. On s'élève entre temples et palais, anciennes villes royales et sanctuaires bouddhistes, pagodes et stupas. A 200 km de là, Pokhara attend les amateurs de trekking tandis que plus au sud, dans la plaine et la jungle du Terai, règne le tigre du Bengale — que l'on épia la nuit — et la rhinocéros — que l'on traque à dos d'éléphant.

Un programme proposé du 19 décembre au 4 janvier, avec possibilité de choisir entre plusieurs formules celle qui vous convient le mieux : un vol aller-retour en charter avec deux nuits à l'arrivée et un séjour à organiser ensuite à votre convenance (pour 6 500 F par personne) ; un circuit de 15 jours à travers le Népal avec rafting et randonnées accessibles à tous (11 650 F tout compris) ou un trekking de 15 jours au cœur de l'Himalaya et dans le massif

de l'Annapurna (10 250 F également tout compris).

Deux soirées à Milan

« De la musique avant toute chose. » Une forte pensée que l'idée et voyages (9, rue de Maubeuge, 75008 Paris, tél. : 42-85-44-04) pose au fronton de sous ses circuits.

Témoins ces quelques jours en Italie, à Milan pour tout dire, avec deux soirées dans le temple de l'opéra qu'est la Scala. Guillaume Tell, de Rossini, y sera dirigé par Riccardo Muti, avec les voix de Zaccaro, Chris Merritt et Lella Cuberli notamment. La deuxième soirée, l'occasion de le l'écro, une œuvre peu connue du même Rossini, sera une découverte pour beaucoup.

Après deux jours à Milan — le Duomo, les galeries, Santa Maria delle Grazie, Sant'Ambrogio, le château Sforza, le musée Poldi Pezzoli, — départ en autocar pour Bologne. Escala à Parme pour visiter le Teatro Farnese et assister au concert au théâtre Bibbiena de Bologne. On découvrirait le Maestro Giuseppe Monteleone, Vincenzo La Scala, qui rattrapera un franc sucolet à l'an

dernier à la Scala en remplaçant Luciano Pavarotti. En alternance, Enzo Dara.

Du 29 décembre au 1^{er} janvier, 8 700 F par personne en chambre double comprenant les vols Paris-Milan-Paris, les déplacements en autocar, le séjour

en pension complète en hôtel de luxe, les spectacles et les visites.

Le ciel des tassilis

Des paysages purs, variés et forts. Pura car les pas de l'homme n'y laissent pas de trace : un peu de vent les efface. Variés pour surprendre ceux qui s'imaginent que le désert est monotone. Forts pour ceux qui n'ont pas peur de la solitude. La nuit, le ciel brillant d'étoiles se prête à l'observation astronomique.

Raïda et méharées (chemin de la Saône, 01480 Massimy, tél. : 74-65-20-69) a préparé une expédition de découverte dans la région mal connue de Ouarn-Amidi, dans les tassilis (plateaux) de Tin-Terhoï, au-delà du Hoggar algérien. « Une possibilité extraordinaire de vivre vraiment au

cœur du désert, de marcher, de regarder, de photographier, de participer activement aux découvertes archéologiques et de profiter de l'observatoire des sables. »

Entre le 22 janvier et le 10 février des départs échelonnés permettent des séjours de dix, douze, quinze ou vingt jours. De 9 350 F à 15 100 F selon la durée du séjour. Sont inclus le transport aérien aller et retour, la nuit et le dîner à Alger, le séjour sur place.

Avant le voyage, on pourra lire *Algérie*, un album collectif publié chez Nathan-Enal sous la direction de Paul Balta (208 p., 259 F), une présentation, par des spécialistes, de l'histoire et de la réalité contemporaine de cette jeune nation. Et au retour, pour retrouver les émotions du voyage, *Sahara, la passion de la vie*, un album de photos de Catherine et Bernard Desjeux, toujours chez Nathan (180 p., 395 F).



visites avec dégustation de produits fermiers) y coûtera 920 F par personne en chambre double. Prévoir des bourses et des vêtements chauds.

Jour de l'an en Syrie

Le Monde et son histoire (82, rue Talpout, 75009 Paris, tél. : 45-26-26-77) trouve pleinement sa justification en proposant ce voyage en Syrie du 22 décembre au 2 janvier.

La messe de minuit sera célébrée en araméen, à Meloula, sur la montagne, non loin de Damas. Jour de l'an, à Palmyre. A Damas, visite de la mosquée des Omeyyades, du palais Azam, du souk Hamidiye, du Musée archéologique, l'un des plus complets du Moyen-Orient, et réception à la cathédrale syrienne.

Sur la route d'Alep, Hama et sa mosaïque des musulmans, les noies antiques sur l'Oronte, Apamée, ses portiques, sa cathédrale paléochrétienne et les mosaïques de Qalaat El Moudiq, A Alep, la Citadelle des croisés, la Grande Mosquée et les villes mortes du nord.

En se rendant à Lattaquié, on s'arrêtera à Ras-Shamra, l'un des rares sites phéniciens conservés, au château de Marjab, sur le site d'Ugarit et à la cathédrale de Tartous. Pour terminer en beauté, le Krak des chevaliers et Palmyre.

Douze jours, 10 800 F par personne en chambre double, tout compris ; vols réguliers Paris-Damas-Paris, pension complète et assistance d'un guide confiant français et d'un guide syrien.

LIQUOREUX
tant allemand

GASTRONOMIE

ARTIER

UJSE
BONNE ADRESSE

GASTRONOMIE

ARTIER

VACANCES-VOYAGES

Côte d'Azur	Italie	Suisse
NICE HOTEL LA MALMAISON Hôtel de charme près mer, calme, grand confort. 30 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS TV COULEUR PAR SATELLITES Restaurant de qualité. 48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. 93-87-82-56 - Tél. 478-418 Télécopie: 93-16-17-95.	VENISE HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES *** (près du Théâtre la Fenice) 5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés. Réservation: 41-52-32-333 VENISE. Tél: 411150 FENICE 1. Directeur: Dante Apollonio. Télécopieur: 041-520-37-21.	CH-3962 CRANS-MONTANA Mes vacances d'hiver, je les passe à L'HOTEL ELDORADO *** J'y trouve le confort, une cuisine exotique dans une atmosphère amicale. Famille E. BONVIN. Tél. (1941) 27-41-13-33.
Côte basque 94800 ANGLËT HOTEL DE CHIBERTA ET DU GOLF ***NN (près de Biarritz) « Un deux lieu à 300 m de Poteau et au calme de la forêt de pins. » Séjours en studios équipés tout confort (linge, chauffage, tél. direct, canal + incl.) Tarifs pour 2 pers.: semaines 1 150 F quinzaines 1 350 F - mois 3 200 F Valables du 1/12/1988 au 24/1/1989 (sauf du 26/12/1988 au 1/1/1989) Possibilité petits déj. et repas Biarritz-ville et aéroport à 3 km 104, boulevard des Plages, ANGLËT Tél. Réserv.: 59-52-15-16. Tél. Fax: 573-41-2.	Paris SORBONNE HOTEL DIANA ** 73, rue Saint-Jacques Chambres avec bain, w.-c., TV couleur. De 250 à 350 F. - Tél. 43-84-92-85.	CH-1945 LEysin, rég. Léman, 1380 m. A 4 à 30 de Paris, 1 min. gare : HOTEL-CHALET LA PAIX ***NN Familial, gourmand, tranquille. Régimes. Skt, soleil, repos. 7 jours pens. compl. 1990 FF (18tax 2180 FF), sv. dèche, w.-c. Tél. 19-41/25/341375.
Provence DROME PROVENCALE 4 heures de Paris par TGV (Montferrat). Site exempt. Microclimat, idéal repos, promenades, sports. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table. Bibliothèque. Châle. Grand confort. Séminaires. Prix d'hiver. AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES 26116 NYONS. Tél. 75-26-12-89.	Paris SORBONNE HOTEL DIANA ** 73, rue Saint-Jacques Chambres avec bain, w.-c., TV couleur. De 250 à 350 F. - Tél. 43-84-92-85.	SAINT-MORITZ (ENGADINE) KULM-HOTEL L'hôtel de 5 étoiles avec la plus grande tradition. Centre mondain et sportif. CH 7580 St-Moritz - Tél. : 1941 82/21 51 Fax 82/3 27 38, Te. /85 21 72

Sous le vent caraïbe

UN vent tiède gonflait la grand-voile. Le bateau fendait les eaux des Caraïbes, projetant des gerbes d'écume qui foudroyaient les visages. Confortablement installé à l'arrière du volier, l'équipage d'occasion s'ébahissait devant une Pinacola, rhum, lait de coco et jus d'ananas. L'hiver n'était plus qu'un mauvais souvenir, abandonné sans regrets à une grosse demi-journée de là.

Douze heures de long-courrier (les 747 d'Air France poussent maintenant une fois par semaine jusqu'à Saint-Juan de Porto-Rico), un survol rapide, en bimoteur, d'une des plus belles mers du monde et l'on atterrit à Tortola, la capitale anglaïte et charmante des îles Vierges britanniques.

Un gentleman des mers, Charles Cary, y régnait sur une flottille de voiliers de plaisance, de vaillants Bénédict. Débarqué des Etats-Unis, il y a vingt ans, avec son épouse, il est resté là sur un coup de tête ou plutôt sur un coup de foudre pour ces eaux turquoises qui, le temps d'une onde tropicale, prennent parfois un ton ardoise. Les années passant, la compagnie qu'il a fondée, The Moorings (« les ancrages » en français), est devenue le loueur de voiliers le plus coté des Caraïbes. Acquis récemment par le groupe Wagons-Lits, The Moorings cherchent aujourd'hui à attirer un public français (la clientèle est pour l'instant à 90 % américaine).

Plaisancier confirmé ou novice, seul à la barre ou aidé d'un skipper, peu importe. Les Caraïbes s'offrent à la découverte. Des milliers d'îles ou d'îlots composent un menu à la carte, à savourer au fil d'une croisière de quelques jours ou plus.

A l'ombre des cocotiers

Les Robinson Crusoe préfèrent relâcher dans une de ces criques désertes ourties de sable blanc. L'ombre des cocotiers y procure un abri propice au pique-nique, recommandé à ceux qui, délaissant pour quelques heures la navigation en mer, se seront essayés à la planche à voile ou à l'exploration sous-marine.

Les îles Vierges et leur chalet d'îlots sont idéals pour le cabotage. Les amateurs de vraies croisières, eux, feront voile vers le sud où The Moorings entretient d'autres bases ou relais, à Saint-Martin, Sainte-Lucie et aux Grenadines.

Moitié française, moitié néerlandaise, Saint-Martin abrite l'un des plus beaux hôtels de la région, l'habitation de Lovilliers. Après une vie semi-spartiate en mer, on peut mettre pied à terre pour jouir ici de l'opulence d'un établissement de luxe : ski nautique, scooter de mer, tennis, piano-bar et restaurant chic. Revenu à la civilisation moderne, Robinson découvrirait aussi Philipsburg, la capitale de Sint Marteen, la néerlandaise, port franc où se brade tout ce que Sony ou Canon produisent de plus tentant.

Le retour en haute mer n'en est que davantage dépayssé. Quand tombe la nuit tropicale et qu'avance le jour nouveau, il faut savourer un vieux rhum dans le carré couleur saumon d'un *Morning* 51 qui peut embarquer, dans de bonnes conditions, jusqu'à huit personnes (cabines pour deux, avec douche, lavabo et toilettes). Lorsque les étoiles cèdent la place aux rougeoyements de l'aube et que, à peine réveillé par une *cup of tea*, le navigateur d'occasion se hisse de nouveau sur le pont, il compte sur ses doigts, comme un capital investisseur, les matins qui le séparent du retour.

BERTRAND LE GENDRE.

● Les croisières organisées par The Moorings sont commercialisées en France par Hexaville, 11, boulevard de Sébastopol, 75001 Paris (tél. : 42-36-52-84) ; Force 4, 6, rue de Constantinople, 75008 Paris (tél. : 43-87-93-55) ; Voile Voyage, 8, rue Darnat, 75008 Paris (tél. : 43-29-30-30).

en Terra Santa
SIP voyages

● Nouveaux séjours en liberté - 8 jours à Jérusalem, Galilée et Mer Morte
Groupe de 6 personnes avec un guide

● Pèlerinages toute l'année, pour un véritable ressourcement spirituel.

Prix « hiver » très promotionnels

SIP
1, rue Garancière
75006 PARIS
Tél. : (1) 43.59.70

لوكزا من الأصل

Sports

VOILE : quatre défis au record New-York - San-Francisco

Les nouveaux « torcheurs de toile »

Des générations de grands marins se sont attaqués en vain au plus vieux record de voile établi en 1854 par le clipper *Flying-Cloud* entre New-York et San-Francisco par le cap Horn. Quatre nouvelles tentatives ont lieu cet hiver.

GUY BERNARDIN venait de franchir le cap Horn dans la nuit du 2 au 3 mars 1988, lors d'une première tentative contre le record de la traversée New-York - San-Francisco (quatre-vingt-neuf jours et huit heures). Il avait alors dix jours d'avance sur le tableau de marche de *Flying-Cloud*. Dans l'habitacle du monocoque, le navigateur solitaire faisait le point sur sa table à cartes pour remonter au vent et s'éloigner au plus vite des « cinquantièmes hurlants ».

« Soudain, raconte-t-il, vers 6 heures du soir, j'ai senti le bateau monter sur une vague, en franchir la crête... et basculer dans un précipice. La même impression que dans un trou d'air en avion. Le bateau est tombé à plat dans le fond du trou dans un bruit terrifiant, vibrant de la proue à la poupe. Quand j'ai levé la tête pour regarder à travers le hublot qui permet de voir l'avant du bateau, le grand mât avait disparu. Un grand vide... »

Comme près de deux cent cinquante skipper ou capitaines depuis 1854, Guy Bernardin venait d'échouer à son tour contre le record de *Flying-Cloud*. Encore lui restait-il à échapper à la « malédiction du Horn » et à sauver sa vie. Le temps de déclencher l'alarme de sa balise Argos, de stopper un début d'incendie né d'un court-circuit, de gréer deux antennes de secours pour ses radios, et le navigateur solitaire s'est aperçu avec effroi que l'eau envahissait sa soule à voiles. Le mât, passé sous le bateau, avait percé la coque en aluminium.

Guy Bernardin avait alors dû embarquer avec vivres, eau et véte-

L'Américain Warren Luhrs, un ancien de la Course autour du monde en solitaire, est parti à la mi-novembre avec deux équipiers sur *Thursday-Child*.

Il devrait être suivi, fin décembre ou début janvier, par son compatriote d'ori-

gine française, Guy Bernardin, sur son nouveau monocoque *BNP/Bank-of-the-West* et par deux trimarans français, *Finistère-Bretagne*, mené par Anne Liardet et Joseph Le Guen et *Elle-et-Vire*, de Philippe Monnet.

Son capitaine, Josiah Perkins Creevy, était, à quarante ans, un des plus redoutables « torcheurs de toile » de l'époque. Un vrai tyran pour son équipage de quarante hommes. Après un démantèlement partiel et une réparation de fortune quelques jours après le départ, il n'avait pas hésité à mettre aux fers les récalcitrants et à suspendre son second, qui avait jeté à la mer des morceaux de gréements brisés. Après quatre-vingt-neuf jours et vingt et une heures de mer — contre cent vingt jours en moyenne pour ses concurrents, — il avait néanmoins rallié San-Francisco dans un temps record, qu'il améliorera encore de treize heures trois ans plus tard.

La moyenne horaire de 6,45 nœuds réussie par *Flying-Cloud* sur ce périple de 13 836 milles (environ 25 000 km) semble à la portée de bien des bateaux plus modernes. Encore convient-il de ne pas essayer de tempête après le départ de New-York en plein hiver, de ne pas ensuite se laisser piéger par les calmes du « pot-au-noir » à proximité de l'Equateur, et surtout de vaincre le cap Horn d'est en ouest contre les montagnes de mer poussées par le vent des « cinquantièmes hurlants ».

Pour réussir, Warren Luhrs et Guy Bernardin, qui totalisent quatre Transats et deux tours du monde, soit 120 000 milles en course (85 % en solitaire), ont mis sur de solides monocoques de 60 pieds (18,25 mètres). Philippe Monnet, un autre solitaire, auteur en 1987 d'un tour du monde record en un peu moins de cent trente jours, a préféré, pour cette tentative, un trimaran

capité. Subventions diverses et recherche de généreux parrains permettent aux clubs de plaine de constituer des équipes de bon niveau. Amis à recruter deux Soviétiques, les Français Volants ont puisé dans les effectifs du Mont-Blanc, et Rouen est demeuré fidèle aux Franco-Canadiens. La composition des équipes en début de championnat pouvait presque annoncer les enjeux à venir. La bataille trop inégale a logiquement tourné à l'avantage des grandes cités. Les hockeyeurs formés dans l'Histoire doivent encore pousser le palet avec les étrangers avant de se lancer seuls sur la glace.

LES ENFANTS DU PAYS

Étonnant renversement de situation. En réalité, la baisse de puissance des champions de 1988 était prévisible depuis que les dirigeants des Aigles avaient annoncé leur décision, cet été, de « jouer la carte tricolore ». Mis à part deux renforts étrangers, l'essentiel de l'effectif du club est composé cette saison de hockeyeurs formés en France. Le départ des Franco-Canadiens, ces joueurs de la Belle Province, naturellement pour finir une carrière professionnelle, fut salué comme une initiative pleine de panache de la part des leaders. La proximité des Jeux olympiques d'Albertville poussait ce club des Alpes à favoriser les enfants du pays au détriment des mercenaires. Mais de stricts intérêts financiers ont aussi influencé un tel choix.

Dans la course au recrutement de joueurs étrangers que se livrent les grands clubs des villes, les deux stations de sports d'hiver, même associées, ne peuvent lutter à armes égales. « La population totale de Saint-Gervais et de Megève atteint juste les dix mille habitants. On peut compter jusqu'à vingt mille avec quelques communes voisines, mais on reste loin du total des habitants d'agglomérations comme Rouen ou Amiens », remarque Bernard Goy, président du comité national de hockey sur glace et ancien dirigeant du club.

Le hockey, en descendant des montagnes, a perdu son côté confidentiel. Ce sport a conquis un public nouveau dans les autres régions de France, et est rapidement devenu un sport collectif drainant des supporters fidèles dans des villes comme Rouen ou Amiens, où il n'existe plus d'équipe de football phare. « La fédération compte, cette année, 11 500 licenciés, un chiffre en constante progression, et les spectateurs sont toujours plus nombreux à occuper les bancs des patinoires », note Bernard Goy. Il cite les installations en construction ou en projet qui, selon lui, témoignent de la vitalité et du développement de ce sport.

A l'engouement d'un public, souvent jeune, répond l'effort de munici-

HOCKEY SUR GLACE : championnat de France

Les clubs de plaine au sommet

Depuis une semaine, le championnat de France de hockey sur glace est entré dans une seconde phase de sa longue saison. Six équipes, sur les dix qui se sont affrontées depuis le mois de septembre, entament les play-off, alors que les quatre derniers du classement annuel disputent les barrages pour tenter d'échapper à la relégation en nationale B. Dans cette lutte pour la conquête de la Coupe Magnus, les clubs de plaine ont pris la tête.

LES Dragons rouennais ont terrassé, mardi 6 décembre, les Ours du Vercois. Derrière ce vocabulaire animé, emprunté aux clubs de hockey sur glace canadiens, il faut deviner que les joueurs de la capitale haute-normande ont infligé une sévère défaite aux hockeyeurs de Villard-de-Lans (13 à 2). Les enfants de la vallée de la Saône viennent poser des banderilles sur les meilleurs blancs des habitants des montagnes et glaner quelques points qui confortent leur avance au classement général.

Le hockey n'est plus l'apanage des stations alpines, les villes de plaine viennent bouleverser des valeurs que l'on croyait définitivement établies. La première phase du championnat de France, qui s'est achevée mardi 29 novembre après dix-huit journées de matches entre les dix clubs de nationale A, a tourné à l'avantage des grands clubs implantés dans des métropoles urbaines. Les Français volants de Paris, Rouen, Briançon et Amiens, regroupés à trois points, ont montré qu'ils étaient des candidats sérieux pour les demi-finales. Certes la remise à égalité des clubs — les points acquis lors des premiers aller-retour s'annulent pour les play-off — ne prive pas Grenoble et Villard-de-Lans d'un possible sursaut au cours des huit journées à venir. Mais avant la phase finale du championnat la hiérarchie semble déjà établie, sans les clubs de l'Isère.

La surprise de ces premiers mois de matches vient des Alpes. Détenant du titre de champion de France depuis deux saisons, depuis que les hockeyeurs de Saint-Gervais et de Megève ont fusionné pour adopter l'appellation des Aigles du Mont-Blanc, le club des vallées du ski ne fait plus aujourd'hui partie de l'élite. La suprématie incontestée pendant tant d'années des Savoyards est remise en question. Pierre Pousse et Philippe Bozon, les attaquants vedettes des Jeux olympiques de

Calgary, ainsi que leurs camarades d'équipe ne disputent pas les rencontres pour la conquête de la Coupe Magnus, ce trophée qui porte le nom d'un ancien champion de France de patinage artistique. Ils se contenteront de défendre leur filet face à Gap, Bordeaux et Tours pour éviter la relégation en division B.

SERGE BOLLOCH.

CYCLISME : cadres techniques

Querelles d'école

Des élèves qui grognent, qui trouvent leurs cours intéressants au possible : rien de très banal, si ces élèves ne se nommaient pas Cyrille Guimard, Bernard Thévenet, Roger Legeay, Rouan Pensec ou Gilbert Duclos-Lassalle, tous directeurs sportifs ou coureurs cyclistes. Vingt-deux coureurs, directeurs sportifs en activité ou en devenir ont suivi des cours dans le but d'obtenir le brevet d'éducateur sportif (premier degré) : en tant qu'athlètes de haut niveau, ils doivent recevoir cent vingt heures de cours, répartis sur trois semaines, situées entre le 17 octobre et le 9 décembre.

DEPUIS la publication de la loi du 16 juillet 1984 faisant obligation à tout « professeur entraîneur, moniteur ou éducateur » d'être « titulaire d'un diplôme attestant sa qualification et son aptitude à ces fonctions », les directeurs sportifs des formations cyclistes françaises se trouvaient tous en situation illégale. Sauf un : Yves Hézard, issu de l'encadrement des équipes de France et donc obligatoirement titulaire d'un brevet d'éducateur sportif.

Après deux semaines de cours suivis au CREPS (Centre régional d'éducation physique et sportive) de Montry, dans la banlieue est de Paris, Cyrille Guimard dresse un tableau totalement négatif de la formation reçue : « Il est certain que nous suivons ces cours contraints et forcés, et uniquement pour nous mettre en conformité avec la loi, remarque le directeur sportif de l'équipe Système U. Mais le plus

embêtant est que cela ne nous apporte absolument rien. On a l'impression que cela amuse les dirigeants fédéraux de nous faire perdre notre temps. »

« Nous avons eu droit à une démonstration de home-trainer », poursuit Cyrille Guimard. Je veux bien que ce soit intéressant pour des néophytes, mais pour nous... On nous a fait une conférence sur la technique du lancer du marteau ! Tout cela à une période où nous devons préparer la prochaine saison. Lors de la première semaine, nous avons donc utilisé le téléphone du CREPS pour prendre contact avec nos coureurs ou nos sponsors. Résultat : nous avons reçu une circulaire du directeur technique national nous interdisant de faire usage du téléphone. Pour qui nous prend-on ? Nous ne sommes pas à la maternelle ! Nous sommes des professionnels. »

Lucien Bailly optimiste

Lucien Bailly, le directeur technique incriminé, a une vision beaucoup plus optimiste des choses. « Nous avons concentré au maximum les enseignements obligatoires, à des dates déterminées par les personnes concernées, affirme-t-il. Nous ne pouvions pas être plus souples, à moins de procéder à une distribution de diplômes. Nous avons été extrêmement loin dans la réduction des horaires de cours. »

La Fédération française de cyclisme (FFC) a décidé de ne plus accorder de licence de directeur sportif à des personnes ne possédant pas le brevet d'éducateur dès l'an prochain. « Mais cela ne règle en rien le problème de la qualification des directeurs sportifs, estime Lucien Bailly. Au sein d'un véritable système de formation à la fonction de directeur d'équipe, le cyclisme professionnel nous claironne depuis assez longtemps qu'il est majeur et vacciné. Qu'il s'assume ! »

Cela fait quelques années déjà que la FFC et le secteur professionnel ne sont plus sur la même longueur d'ondes. La création d'une ligue professionnelle sur le modèle du football avait d'ailleurs été fort mal perçue par les responsables fédéraux. Mais la définition d'une politique de formation professionnelle des cadres du cyclisme ne passe-t-elle pas par un accord impliquant toutes les composantes de ce sport ?

GILLES VAN KOTE.

SPORTS ÉQUESTRES



Deux mois après sa médaille d'or aux Jeux olympiques de Séoul (notre photo), Pierre Durand participera avec *Jappelou*, samedi 10 décembre, à l'Audi Masters, qui réunira les onze meilleurs cavaliers français dans le cadre du 17^e Salon du cheval et du poney à la porte de Versailles, à Paris.

LES HEURES DU STADE

<p>Athlétisme Cross des Mureaux. — Cross du Provençal à Marseille, cross de la Dépêche du Midi à Toulouse. — Le dimanche 11 décembre.</p> <p>Basket-ball Championnat de France. — Premier tour retour, le samedi 10 décembre (Antenne 2 : Mulhouse-Nantes à 18 h).</p> <p>Equitation Audi Master à Paris. — Le samedi 10 décembre (FR3 : à 23 h 30). Salon du cheval et du poney, jusqu'au dimanche 11 décembre, porte de Versailles.</p> <p>Escrime Coupe du monde de sabre. — Samedi 10 et dimanche 11 décembre à Nancy.</p> <p>Football Championnat de France. — 22^e journée première et deuxième division, le samedi 10 décembre. Coupe du monde. — Eirminatoire : Yougoslavie-Chypre (Canal + à 16 h 15), le dimanche 11 décembre.</p> <p>Golf Coupe du monde. — Jusqu'au dimanche 11 décem-</p>	<p>bre à Melbourne (FR3 : le samedi 10 décembre à 16 h, le dimanche 11 décembre à 16 h 50).</p> <p>Judo Masters de Paris. — Le samedi 10 décembre (Antenne 2 à 18 h).</p> <p>Rugby Championnat de France. — Deuxième journée des groupes A et B, le dimanche 11 décembre.</p> <p>Tennis Les Masters de double. — A Londres, demi-finales le samedi 10 décembre, finale le dimanche 11 décembre.</p> <p>Ski alpin Coupe du monde. — Descente, le samedi 10 à Val-Gardena (Italie). Slalom, le dimanche 11 décembre à Madone-di-Campiglio.</p> <p>Ski nordique Coupe du monde féminine. — Samedi 10 décembre et dimanche 11 décembre à La Féclet (Savoie).</p> <p>Voile Salon nautique. — Jusqu'au lundi 12 décembre, porte de Versailles.</p>
--	--

DECEMBRE!
le mois du cuir
chez **NEUBAUER**
A l'occasion des fêtes
votre **205 rallye,**
votre **309 GTI,**
avec un intérieur en cuir
façon sellier **GRATUIT**
en livraison immédiate

NEUBAUER
4 rue de Châteaudun-75009-PARIS-☎42-85-54-34

هكذا من الأصل

Culture

THÉÂTRE

« La Salle n° 6 » et « Cerceau » à Bobigny Les Russes, l'asile, le luxe...

Les comédiens soviétiques sont à Bobigny avec l'adaptation d'une nouvelle de Tchekhov qui parle d'internement. Et aussi avec un tableau raffiné et ironique d'une société mal connue.

En Russie, un médecin, qui ne présente aucun signe d'une affection quelconque, est brusquement interné dans le pavillon de psychiatrie de son hôpital. Le lendemain matin, l'infirmier le trouve mort, par terre.

C'est la célèbre nouvelle de Tchekhov, la *Salle n° 6*. Tchekhov y montre par quels enchaînements d'accidents presque impossibles quelqu'un peut se retrouver dérangé en prison ou à l'hôpital. Un bonhomme indéterminé, Ivan Gromov, voit venir sur lui, dans la rue, un déteu, enchaîné, entre deux gardes. Il vous arrive parfois de croquer, comme ça, un déteu, le plus part du temps c'est dans une gare. Perception signée de la violence faite à un homme. Cet homme prend le train comme vous. Il est comme vous. Gène. Sentiment de culpabilité. Impression vague d'une injustice possible.

Ivan Gromov, lui, à l'approche de ce déteu, est pris d'une peur assez forte. Il fantasmait : il va être arrêté aussi. Tchekhov explique tout de même quels échecs successifs ont rendu cet homme fragile. Sa peur s'aggrave. Il court dehors, s'accroche aux gens. Les voisins viennent sur lui, chez lui. Mais personne n'a le temps de le prendre entièrement en charge. Il est admis à l'hôpital.

À l'hôpital, Gromov, entre deux crises, interpelle le médecin-chef, le docteur Raguine. Le docteur Raguine est un faible. Il avait espéré vivre dans un monastère, à l'abri. Les choses ont voulu qu'il se retrouve là, à l'hôpital, dans ce poste, alors qu'il n'est pas capable d'en assumer la bonne marche. A

part, ce il est un homme scrupuleux, généreux, intelligent.

Donc Gromov interpelle le docteur Raguine. L'altercation tourne à l'entrestien. A une longue conversation. Pour la première fois, le docteur Raguine vient de rencontrer, dans cette petite ville, un esprit attachant. Raguine, va revenir, jour après jour, parler de choses et d'autres avec Ivan Gromov, dans le pavillon des psychiatriés, la salle n° 6.

C'est la fréquence de ces visites qui va susciter l'étonnement, puis l'inquiétude, de deux témoins : un jeune médecin, récemment affecté à cet hôpital, et le receveur des postes, Avérianytch, qui n'est pas exactement l'ami du docteur Raguine, mais qui le voyait souvent.

Personnage essentiel que cet Avérianytch : il n'a pas de cœur, pas de délicatesse, il a un air de bon gros. Lui, jamais il ne se retrouverait enfermé parmi des fous, ou devenant l'ami d'un déteu. Et, par intelligence, mais aussi par égoïsme, il va admettre l'idée que le docteur Raguine est malade, il va être responsable de l'internement de son « ami ».

En grandeur réelle

Cette nouvelle de Tchekhov est effrayante. Elle avance par petites touches calmes et l'écriture est impeccable. Aucun fait très marquant n'a lieu, c'est le cours des choses, mais des gens sont enfermés, et il y a pratiquement un assassinat indirect, par traumatisme. Et c'est l'indifférence, le quant-à-soi, la médiocrité, qui ont en fait commis ces crimes, à partir du choc de la rencontre, sur le trottoir, du déteu entre deux gardes.

Quant Tchekhov a écrit la *Salle n° 6*, en 1892, ce texte avait, pour ses lecteurs, un peu le même son que pour nous, Français, aujourd'hui : au moyen d'une écoute attentive des trois hommes, Gromov, Raguine, Avérianytch, Tchekhov fait appel à notre responsabilité individuelle, à notre responsabilité collective.

Un metteur en scène soviétique, Youri Ieromine, a porté à la scène, maintenant, la *Salle n° 6*, et cela est présenté jusqu'au 18 décembre, à Bobigny.

La salle n° 6 est une baraque de planches, telle quelle, en grandeur réelle, sordide, très peu éclairée. Quelques loques d'hommes sont étendus par terre, dans la paille. Le gardien circule en distribuant des coups de galoche. Comme le pavillon est entièrement reconstruit, avec ses quatre parois de planches, le public est installé autour des parois, le nez contre des interstices, en situation de voyeur. Ce qui fait quand même très peu de spectateurs, lesquels se tordent les vertèbres du cou, pour distinguer quelque chose, car les fentes, entre les planches, sont aérées.

Le metteur en scène a choisi de nous faire assister, avant tout, aux chocs matériels, à l'infection de cette salle, aux brutalités du gardien. Le plus étonnant, c'est qu'il a presque entièrement supprimé le rôle d'Avérianytch. Or c'est par l'entremise de cet Avérianytch que Tchekhov, dans une longue partie de la nouvelle, met le doigt sur la responsabilité de tout un chacun, de vous, de moi, dans toute injustice commise. Si Avérianytch est supprimé, comme le fait Youri Ieromine, alors tout va bien après tout, nous pouvons nous laver les mains, à la Pilate, l'injustice est l'affaire des flics, des fous, des malades. Et, en effet, Youri Ieromine nous montre un docteur Raguine très nerveux, très volubile, et un Gromov à qui le délire de persécution donne un surcroît d'énergie, de chaleur, d'éloquence...

Les acteurs, en particulier Gromov et Youri Ieromine (le docteur Raguine) et Vitali Stremovski (Gromov), sont remarquables.

De son côté, le metteur en scène Anatoli Vassiliev présente jusqu'au 22 décembre, dans le même théâtre de Bobigny, *Cerceau*, une pièce d'un nouvel auteur, Viktor Slavkine. Une

bande d'amis fait irruption dans une petite maison de campagne, dont l'un d'eux vient d'hériter. Ils vont passer là le week-end.

La pièce est faite d'abord d'un entrecroisement de phrases en l'air, décousues, comme si une dizaine de joueurs de tennis, sur un même court, s'envoient, par-dessus le filet, des balles perdues, et c'est d'ailleurs ce qui se passera, plus tard, quand les comédiens, par-dessus le toit de la vieille maison, joueront au « cerceau volant » : on s'envoie de petits cerceaux de bois, avec de longs bâtons. Pendant tous ces échanges de paroles décousues, les comédiens sont en apesanteur, comme des comonomates : ils flottent, esquissent des mouvements mous de danse.

Après un premier entracte, nos amis sont assis, autour d'une table. Très chic : harmonie de cristaux rouges, de lins blancs. Un peu un repas de fantômes. Lecture de lettres anciennes. Sobre émotion. Un vieux bonhomme est assis là, comme le survivant de ce foyer. Après un deuxième entracte, ce sera la déconstruption, livres propos, anecdotes, on évoque Brigitte Bardot, la gare Saint-Lazare, Alain Delon...

Comme tout ce que fait le metteur en scène Anatoli Vassiliev, ce *Cerceau* est du travail on ne peut plus soigné, accompli. Et cette pièce poétique, fantaisiste, à bâtons rompus, est peut-être, aux yeux du public de Moscou, une chose neuve, qui sans doute faillit un tas de piques brèves à ceci ou à cela, qui nous échappent.

Privés du mode d'emploi puisque n'étant pas citoyens moscovites, nous regardons, ébahis, un spectacle très lumineux, très maniéré, bourré de charmes divers, une magnifique corbeille de fruits coiffés de Noël. Avec sport, danse, et musiques. « Tout ce qu'il y a d'important », comme disaient les Pieds-Nickelés.

MICHEL COURNOT.
* Maison de la culture de Bobigny, petite salle : la *Salle n° 6*, jusqu'au 18 décembre, 21 heures ; grande salle : *Cerceau*, jusqu'au 22 décembre, 22 heures. Tél. : 48-51-11-45.

MUSIQUES

Charpentier et Schütz à Versailles La lumière de Noël

A la chapelle royale de Versailles, lundi, c'était déjà Noël, grâce au concert donné par la Schola Cantorum de Bâle.

René Jacobs avait réuni deux grands musiciens spirituels du dix-septième siècle : Marc-Antoine Charpentier et Heinrich Schütz, son aîné de soixante ans. Ils n'ont sans doute rien connu l'un de l'autre, mais ils sont secrètement reliés par le souvenir ébloui de la musique italienne qu'ils ont apprise, qui a empli leurs oreilles et leur imaginaire lors de leurs séjours à Rome ou à Venise.

Le Dialogue entre les anges et les bergers (H. 420) de Charpentier se rattache par sa simplicité, sa vigueur et son mystère aux *Histoires sacrées* de son maître Carissimi : beauté profonde des interludes qui disent l'attente des chrétiens, évoquent la nuit avec le riche tissu instrumental des violons, violas et théorbe, voix radieuses du psalmiste et des anges auxquelles se mêlent celles des bergers qui courent à la crèche.

On atteignait ensuite au plus haut mysticisme dans trois des *Petits concerts spirituels* que Schütz écrivit pour sa chapelle de Dresde, alors ravagée par la guerre de Trente Ans : pages d'une intimité poignante, où la densité de la méditation luthérienne est soutenue, allégée, par les volutes des libres mélodies vénitiennes, comme le souvenir d'un temps de bonheur au milieu des champs de ruines.

Le joyau de ces pages, c'était *Solo béni, Marie*, où les voix de l'ange et de la Vierge de l'Annonciation s'embrassent suavement dans la révélation du mystère, avec de jeunes chanteurs si charmants qu'ils semblaient sortir de quelque rétable médiéval.

Quant à *l'Histoire de la Nativité* que Schütz composa à près de quatre-vingts ans, elle nous rappelle

qu'il fut sans doute le premier compositeur d'opéra allemand (avec une *Daphné* perdue, de 1627), par la vivacité dramatique des épisodes, l'amusante caractérisation des personnages, accompagnés par leurs instruments propres. Ainsi, la marche majestueuse des mages avec les violons et la dulciane, les scribes gonflés de leur importance interprétant l'Écriture en une superbe polyphonie vénitienne rehaussée par les pompeuses saquebouttes, l'hypocrite d'Hérode dénoncé par les concerts chargés de l'honneur, etc.

Tous ces petits tableaux savoureux, où l'on vit de la crèche à Jérusalem, puis en Égypte, avant de revenir à Nazareth, sont sertis dans un écrin merveilleux, d'une vie, d'une tendresse, d'une puissance d'évocation insurpassables. René Jacobs a formé un jeune baryton, Martin Hummel, au talent le plus rare. Et l'on ne savait plus ce qui revenait au compositeur ou à l'interprète, tant l'émotion exécutait naturellement ce langage dont la liberté poétique est sans exemple à cette époque. Bach lui-même n'y atteindra pas dans ses cantates.

On aimerait citer tous les instrumentistes et chanteurs de la Schola Cantorum Basiliensis, un institut de formation et de recherche pour la musique ancienne fondé en 1933, c'est dire sa longue tradition. Car leurs interprétations étaient d'une perfection et d'une sensibilité exceptionnelles sous la direction de René Jacobs, le célèbre haut-contre, qui leur insufflé sa propre expérience et allie truculence et réalisme avec la spiritualité la plus sérénaphique.

En écoutant ce concert de Noël (1), on rêvait de ce que pourrait être dans quelques années le studio du Centre de musique baroque de Versailles, confié précisément à René Jacobs.

JACQUES LONCHAMPT.
(1) Qui sera retransmis par TF1 pour la veille du 25 décembre.

 <p>LE DESEPOIR TOUT BLANC d'après le roman de Clarisse Nicoïdski mise en scène Daniel Mesguich SALLE GERALD ROBARD Lun., mar., ven. et sam. 21h, dim. 16h Places 100 F et 70 F.</p>	<p>MADE IN BRITAIN de David Leland mise en scène Stéphanie Loïk SALLE JEAN-MARIE SERREAU Lun., mar., ven. et sam. 21h, dim. 16h Places 65 F et 45 F.</p>	<p>VERT PETIT POIS TENDRE Concert à six voix de Muriel Mayette LE TERRIER Tous les jours sauf mercredi et jeudi à 18h30 Places 30 F</p>
--	---	--

THEATRE GERARD PHILIPPE - 59, Boulevard Jules Guesde - 93200 Saint-Denis - Réservation 42.43.17.17 - Agences et FNAC.

PATHÉ MARIIGNAN-CONCORDE • UGC BIARRITZ • UGC BOULEVARDS • REX • SAINT-LAZARE PASQUIER • UGC MONT-PARNASSE • PARNASSIENS • PATHÉ HAUTEFEUILLE
FORUM LES HALLES • MISTRAL • UGC CONVENTION • UGC GOBELINS • UGC LYON-BASTILLE • 14/7 BEAUGRENELLE • GAMBETTA • LES IMAGES
et Belle Épine • Versailles • La Défense • Champigny • Créteil • Marne la Vallée • Vélizy • Sarcelles • Pantin • Enghien • Corbeil • L'île Adam

JACQUES KRISNER, LIA et JEAN CAZES présentent :

PIERRE RICHARD
CHARLES AZNAVOUR, JEAN-LUC BIDEAU, BERNARD BLIER, JEAN CARMET, JACQUES DUFILHO, JACQUES VILLERET
dans

mangeclous

un film de
MOSHE MIZRAHI
d'après le roman
d'ALBERT COHEN
avec la participation de
JEAN-PIERRE CASSEL
et BERNARD PIVOT

AAA



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Communication

Le sort de la chaîne culturelle commune

Le face-à-face franco-allemand

Announced début novembre, la chaîne culturelle franco-allemande tarde à prendre ses marques. La visite solennelle à Paris de M. Lothar Späth, ministre-président du Land de Bade-Wurtemberg chargé auprès du gouvernement de Bonn des relations culturelles franco-allemandes, s'est muée, le 30 novembre, en une discrète visite privée. Et la réunion des experts des deux Etats, prévue pour la semaine prochaine, est repoussée en janvier. Ces retards, liés de dissensions entre Lander ouest-allemands, donnent quelque répit à la SEPT, cette société d'édition de programmes de télévision créée il y a moins de trois ans à Paris pour préparer le lancement d'une chaîne culturelle européenne et qui est appelée à se fonder dans la nouvelle entité.

mois, les liens avec le britannique Channel Four semblaient même devoir prendre le pas sur tous les autres.

« N'exagérons rien, nuance toutefois le président de la SEPT, M. Georges Duby. Les chaînes allemandes sont pour nous des partenaires anciens. Je n'ai qu'un seul souci : veiller à ce que le projet de chaîne européenne, culturelle et éducative, auquel je tiens, ne soit pas dénaturé pendant les négociations à venir. Né des propositions du Collège de France, ce projet devait initialement aller de pair avec la création d'une université « ouverte » (open university). Je viens d'écrire à ce sujet au ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin. »

Or, poursuit M. Duby, ce que je suis des préoccupations des chaînes

allemandes m'inquiète. Le puissant secteur public d'outre-Rhin ne connaît pas encore la concurrence brutale de la télévision commerciale. Je crains, en conséquence, que ses exigences à l'égard d'une chaîne culturelle ne soient pas aussi grandes que les nôtres. » Des craintes justifiées, comme en témoignent les premières déclarations du principal négociateur allemand, M. Lothar Späth, plaçant pour une télévision culturelle... « au sens large » (voir encadré).

Le conflit est latent et son issue incertaine. D'autant que le camp français est loin d'être unanime sur l'identité de la SEPT. Certains milieux gouvernementaux parisiens se félicitent ouvertement d'un accord contraignant l'équipe actuelle de la SEPT à « moins d'élitisme et plus de professionnalisme ».

Ces incertitudes et certaines inconnues techniques - les responsables de la SEPT ne savent toujours pas quand ils pourront utiliser le sous-titrage, par exemple - conduisent ces derniers à plaider la maintien d'une diffusion hertzienne, parallèlement à la retransmission par satellite qui devrait commencer au début de l'année prochaine, à titre expérimental. « C'est un impératif vital », estime M. Michel Guy, vice-président de la SEPT. Tout comme il est absolument nécessaire que la future chaîne culturelle s'ouvre au reste de l'Europe. » Un point sur lequel Français et Allemands sont d'accord. Comme si, de part et d'autre, l'on redoutait le face-à-face.

P.-A. G.

« Pour rapprocher les Européens »

L'audiovisuel, en République fédérale d'Allemagne, relève de la compétence des Länder. M. Lothar Späth, ministre-président du Bade-Wurtemberg et représentant des Länder auprès du gouvernement de Bonn pour les relations culturelles franco-allemandes, répond à nos questions.

« Français et Allemands ont décidé de créer, ensemble, une chaîne culturelle au 1^{er} septembre 1990. Mais on ne sait rien du contenu et des objectifs que les Allemands souhaitent lui assigner... »

« La déclaration commune, adoptée au cours du sommet franco-allemand des 3 et 4 novembre, a fixé les premiers principes et les buts de ce projet. Nous nous sommes ainsi mis d'accord pour que ce programme de télévision soit culturel au sens large du terme, car c'est la seule façon d'atteindre un grand nombre de téléspectateurs. Nous avons ensuite décidé de créer un organisme franco-allemand où les deux partenaires collaboreront à égalité, de façon que le programme reflète leurs différences de mentalité, de modes de vie et d'aspiration, ainsi que la diversité

de l'Europe. En lisant, enfin, le siège de la société commune à Strasbourg, la ville du Conseil de l'Europe, nous avons réaffirmé le caractère européen d'un programme que nous souhaitons, à terme, ouvrir à d'autres pays. Toutes ces questions seront examinées par un groupe de travail conjoint, composé de représentants des deux Etats et d'experts qualifiés des chaînes concernées par le lancement du projet : FARD et le ZDF, côté allemand. Une réunion politique au plus haut niveau se tiendra en février 1989 avec la participation, cette fois, des présidents de télévisions partielles.

« Vous vous êtes personnellement beaucoup engagé pour que ce projet aboutisse. Où en attendez-vous ? »

« Si je l'ai fait, c'est que je suis convaincu que la construction de l'Europe ne peut pas se limiter au domaine économique et qu'il ne suffit pas de construire un grand marché intérieur. Nous devons rapprocher les citoyens. La télévision est un moyen d'information important et un médiateur culturel à prendre en compte. A travers ce nouveau programme, on pourra accélérer

l'apprentissage des langues, valoriser l'identité culturelle de l'Europe ainsi que les particularismes des Etats qui la composent.

« Le projet de chaîne culturelle mis à part, les autorités allemandes sont-elles toujours candidates à un autre canal de satellite TDF 1 ? »

« Le Bundespost (MDLR : les PTT ouest-allemandes) s'est portée candidate, au cours de l'été 1987, à un canal de satellite TDF 1, pour la transmission d'un programme radiophonique digital de qualité « disque compact ». Une candidature que la CNCL, autorité française compétente à l'époque, avait rejeté. Ce projet est un bon projet ; il est utile. On pourrait même imaginer y inclure des émissions françaises pour créer - pourquoi pas ? - un nouveau programme radio franco-allemand, complément de façon intéressante la coopération amorcée dans la télévision. J'espère vivement, en tout cas, que les négociations en cours pour l'utilisation d'un canal sur TDF 1 par la Bundespost se concluront de manière positive. »

Propos recueillis par PIERRE-ANGEL GAY.

La diffusion des films en province

La Caisse des dépôts teste des « vidéocinémas » reliés par satellite

Rue de la Maille-d'Or à Beaugency, le Dunois est un cinéma à l'ancienne, flanqué d'un bar auquel on accède directement pendant l'entracte. Jeudi 8 décembre, dans ce cadre paisible, Claude Lelouch se déclarait « très heureux d'être le cobaye d'un événement qui peut compter pour le cinéma ».

Quel événement pouvait troubler la quiétude des bords de Loire ? La retransmission par satellite du dernier film de Lelouch *Itinéraire d'un enfant gâté*, première démonstration publique d'un nouveau procédé technique qui remplace la traditionnelle copie sur pellicule par une image vidéo proche de la haute définition, avec 1 050 lignes par image (au lieu des 625 d'un téléviseur habituel). Sans atteindre la qualité du film classique, et avec une taille d'écran limitée, la finesse de l'image est en net progrès sur les systèmes antérieurs. Assez en tout cas pour convaincre Lelouch de prêter son film.

1985, la société VTS ambitionnait de retransmettre des matches sportifs, des concerts, des variétés, etc., qu'elle produisait elle-même. L'expérience a échoué laissant des pertes cumulées supérieures à 10 millions de francs et pas mal de petits exploitants de salles échaudés.

« Nos ambitions sont différentes », explique Georges Vanzelles à Communication Développement. Nous misons sur le cinéma et la qualité d'image, sans mélanger tous les métiers. » A raison de quatre séances par semaine, pour des films récents, le projet serait viable si environ trois cents salles rejoignent le réseau. Pour cela elles doivent investir 300 000 francs en matériel, ce qui, en pratique, suppose au départ une subvention venant soit des municipalités - qui sont de plus en plus nombreuses à posséder ou soutenir leur salle de cinéma, - soit des pouvoirs publics (et notamment du CNC) au titre du soutien au cinéma rural.

Ce procédé américain a été retenu par Communication Développement (filiale de la Caisse des dépôts) et ses partenaires, JP2A et Vidéo, qui veulent fédérer un réseau de salles de cinéma dans les petites villes, alimentées en films récents par satellite. Un réseau qui pourrait apporter une solution à la baisse de la fréquentation dans les petites villes.

Outres les salles rurales, ce nouveau mode de diffusion des films, qui sera puissamment amélioré avec l'avènement de la vraie haute définition vidéo d'ici à quelques années, peut intéresser des circuits de salles multiples pour leurs petites salles.

MICHEL COLONNA D'ESTRA.

Alors que 50 % de la population française vit dans les communes de moins de 10 000 habitants, le cinéma n'y rassemble que 10 % des spectateurs et 9 % de ses recettes. Notamment parce que, malgré les aides au tirage de copie de l'Agence pour le développement régional du cinéma, les salles rurales sont souvent les dernières servies, une fois évanouie la promotion médiatique du film. Les promoteurs de l'expérience de Beaugency estiment qu'en amenant des films « frais », quelques semaines après leur sortie, ils peuvent ravitailler une série de petites salles et ramener au cinéma quelques millions de spectateurs.

Ce n'est pas la première tentative pour créer un réseau de salles reliées par satellite. Ce qui évite la multiplication des copies de films (chaque copie revient à 15 000 francs). En

« Une sixième chaîne pour M. Murdoch. - M. Rupert Murdoch a l'intention de lancer une chaîne de télévision européenne par satellite consacrée aux classiques du cinéma et aux arts. Sky Classic Channel viendra s'ajouter aux cinq autres programmes déjà mis en chantier par M. Murdoch : Sky News (informations), Euro-Sport, Sky Movies (cinéma), Sky Television (généraliste), Disney Channel (enfants). Ces chaînes seront relayées par la satellite luxembourgeoise Astra qui devait être lancée dans la nuit du 9 au 10 décembre par Ariane. Sky Classic Channel (financé par la publicité) sera mis en service au printemps prochain en même temps que Sky Movies et Disney Channel (financés par abonnements). Les autres chaînes de M. Murdoch doivent émettre dès le 5 février.

DU 9 AU 17 DECEMBRE

CRÉDIT 9% SUR 12 MOIS

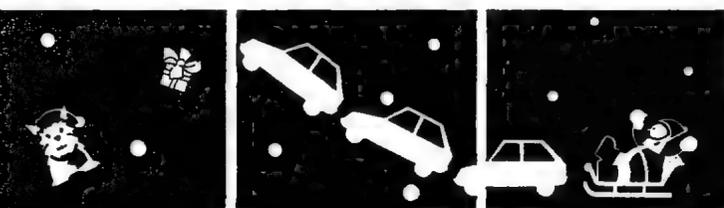
Crédit 9% sur 12 mois*. Crédit 12 mois au T.E.G. de 9% avec apport minimum de 20% sur toute la gamme VP* neuve et occasions. Ex.: montant financé 10 000 F, 12 échéances de 874,51 F. Coût total du crédit 10 494,12 F. Crédit au T.E.G. de 12,8% sur 24 mois, 14,8% sur 36 mois, 15,8% sur 48 mois.

EQUIPEMENTS A PRIX FOUS

Economisez 90% sur le prix des équipements en option** dans la limite de 3 000 F pour une Supercinç, 4 000 F pour une Renault 9, 11, 21 ou 21 Nevada, 5 000 F pour une Renault 25.

REPRISE ARGUS + 5 000 F

Reprise Argus + 5 000 F** de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'une Renault Supercinç, 9, 11, 21 ou 21 Nevada. Conditions générales Argus. Diminuée des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.



Le Noël Renault

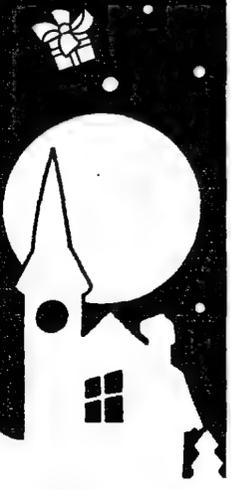
OF SUR 12 MOIS

OF sur 12 mois* sur toute la gamme VP* neuve LOA sur 60 mois. Versement initial de 30% (dont 15% de 1^{er} loyer majoré et 15% de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), 12 loyers à 0 F, 47 loyers à 2,409 F. Coût total en cas d'acquisition 143,923% du prix TTC du véhicule.

Pour jouer au grand jeu national gratuit et gagner l'un des 150 000 peluches en peluche venez vite chez votre concessionnaire Renault. Chaque participant gagnera un cadeau surprise.

150 000 PELUCHES A GAGNER

Offres valables jusqu'au 17/12/88. * Sous réserve d'acceptation du dossier par le DIAC - S.A. au capital de F 321 490 700 - 27-33, Quai de Gallo - 92512 Boulogne - Cedex - RCS Nanterre B 702 002 921. ** Ces 2 offres, non cumulables, concernent les VP* neuves et sont réservées aux participants.



CHEZ TOUS LES CONCESSIONNAIRES RENAULT

RENAULT DES VOITURES A VIVRE

theatre

CHAMP DES CHAMPS E

7 DECEMBRE 1988 AU 5 JANVIER

JEAN-PAUL BELLOC

JAN

GUILLEM / PETER SCH

KHALFOUR / MAMA

LIBOURATOVA / FARO

JORGE DOWN

MAXIMOVA / VLADIMIR

PONTOS / VLADIMIR

HAYDEE / JOHN

GRAZIA GALANTE

DEPOND / MONIQUE

MAMEDOV / LIORNE

BOCCA / NATALIA

CYRIL ATANASSOV

47.23.05.41

Informations « services »

PHILATELIE

La Déclaration universelle des droits de l'homme

La Poste mettra en vente générale, lundi 12 décembre, un timbre à 2,20 F intitulé « Déclaration universelle des droits de l'homme. Paris 1948-1988 ».

Le 10 décembre 1948 fut proclamée, au Palais de Chaillot, dans une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, la Déclaration universelle des droits de l'homme. Pour célébrer cet anniversaire, une série de manifestations se déroulera dans le lieu historique de cette proclamation en présence de MM. François Mitterrand et Javier Pérez de Cuellar.

La déclaration, après un préambule, se divise en trente articles qui énumèrent les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels auxquels tout individu peut prétendre.

C'est d'ailleurs ce préambule, dans son intégralité, qu'a choisi d'illustrer l'administration postale des Nations unies pour une émission spéciale de trois blocs, dans des versions française, américaine et anglaise, trois timbres classiques complétant cet ensemble philatélique.

Le timbre français, au format horizontal 40 x 26 mm (n° notice PTT 1988-43), est dessiné par Michel Durand-Mégret et imprimé en offset en feuilles de cinquante.

« Vente anticipée à Paris les 10 et 11 décembre, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Palais de Chaillot.

(Hall d'entrée), place du Trocadéro, 10^e ; le 11 décembre, de 8 heures à 12 heures, à Paris-Louvre RP, 52, rue du Louvre et à Paris-Séguier, 4, avenue de Saxe, de 9 heures à 17 heures ; au Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard.

* Souvenirs philatéliques : carte postale et enveloppe « premier jour » (15 F pièce) et carnet grand format (50 F). Renseignements auprès de France-Liberte-Fondation Danielle Mitterrand, 161, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél. : (1) 42-89-81-81. Ces documents pourront être dédicacés par M^{me} Mitterrand et M. Durand-Mégret présents sur place au bureau de vente.

* Série émise par les Nations unies le vendredi 9 décembre. Trois timbres à 0,90 F, 0,25 dollar et 5 shillings australiens. Trois blocs à 2 F, 1 dollar et 11 shillings. Renseignements : administration postale des Nations unies, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse.

Notice réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 24, rue Chateaub, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-82.



Le bloc des Nations unies émis en France en 1988.



Le bloc des Nations unies émis en France en 1988.

En filigrane

Les Oscars du timbre. — La Grande Prix de l'art philatélique ont été décernés à l'occasion du 42^e Salon d'automne, qui se déroule actuellement jusqu'au dimanche 11 décembre à l'Espace Champs-Élysées, porte de Champeret à Paris. Ils reviennent : pour la France, au timbre *Hermès bioplaque de Fréjus*, gravé par Eugène Lacaque d'après une maquette de Roger Druet ; pour les territoires d'outre-mer, au timbre de Polynésie française *Sydux 88*, gravé par Pierre Forget ; pour les trois nations africaines et malgache d'expression française, au timbre du Gabon *Philatéxtrane 88*, prise de la Bastille, peint par Jean-Paul Véron-Lamarinière ; pour l'Ontario (pays invité de ce Salon), à la série des pionniers de la science médicale (Hippocrate, Avicenne, Paré, Harvey et Semmelweis), dessinée par Janos Kesz.

EN BREF

Conférences-débats. — Dans une série de conférences organisées par l'Animation universitaire protestante et la paroisse protestante de Port-Royal, et sous le patronage de la mission du Bicentenaire de la Révolution française, un débat aura lieu, le vendredi 16 décembre à 20 h 30, entre Alfred Grosser et le pasteur André Dumais sur le thème « Le dialogue des cultures : quelle liberté ? ». D'autres sont prévus, le 6 janvier, avec Roger Garaudy et André Gouineau ; le 20 janvier, avec Emmanuel Le Roy Ladurie et Jean Beaubert ; le 31 janvier, avec Georgina Dufoux et Olivier Abel, etc. Ces conférences-débats ont lieu au temple de Port-Royal, 18, boulevard Arago, 75013 Paris.

Pour tous renseignements : pasteur Alain Houzeaux, paroisse de Port-Royal. Tél. : 45-35-30-36.

Colloque : Pacifique, bilan 1988. — L'Institut français des relations internationales (IFRI) et l'Institut du Pacifique proposent une journée d'étude sur ce thème, le 15 décembre, à la salle Clemenceau du Sénat, 15, rue de Vaugirard.

Les invitations sont à retirer auprès de l'Institut du Pacifique, Musée de la marine, palais de Chaillot, 75116 Paris ou à l'IFRI, 6, rue Ferris, 75014. Tél. : 45-80-91-08.

Desarès et le centenaire de la tour Eiffel. — La galerie du Cercle (23, rue de la Pépinière, Paris-8^e) accueillera du 14 décembre au 13 janvier une exposition consacrée aux derniers travaux d'Albert Desarès, décédé le 1^{er} janvier 1988 : vingt-trois variations colorées et pleines d'humour sur le centenaire de la tour Eiffel.

Forum de la Poste. — La revue interne des PTT entoure le Forum de la poste consacre un article aux timbres-poste signé J.-P. Guéno et H. Taranto, très bien documenté, intitulé « Les droits de la Poste » dans lequel les auteurs s'attachent à démontrer la modernité de la philatélie (Forum de la Poste, service abonnement, 20, avenue de Séguier, 75700 Paris. Mensuel, 60 F par an).

Grand prix d'architecture 1989. — Le concours pour le Grand Prix d'architecture 1989 de l'Académie des beaux-arts, ouvert aux candidats français n'ayant pas dépassé trente ans au 1^{er} janvier 1988, a pour thème : « Le siège européen des droits de l'homme à Strasbourg ». Il comporte trois épreuves : une première esquisse en logo (vingt esquisSES sélectionnées) ; une seconde esquisse en logo (dix sélectionnées) ; un projet d'architecture. Il est doté de trois prix : Grand Prix (25 000 F) ; deuxième prix (25 000 F) ; troisième prix (10 000 F).

Inscriptions jusqu'au 12 décembre inclus. Demande uniquement par correspondance, au secrétariat de l'Académie, 23, quai de Conti, 75720 Paris Cedex 06.

Régions pour le karaté et la sophrologie. — La quatorzième journée nationale de réduction par le karaté médical et la sophrologie aura lieu le 18 décembre, de 9 heures à 19 heures, à la Domus Medica, 60, boulevard Latour-Maubourg, 75007 Paris.

Renseignements et inscriptions auprès du docteur Jean-Paul Guyonnaud, 77, avenue Félix-Faure, 92000 Nanterre. Tél. : 42-04-34-77.

هكذا من الأصل

Le Monde CADRES

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

Cosmétiques
• DIRECTEUR GENERAL FMI VM 962440 C
400500 KF

Moyen-Orient et Europe
• AREA MANAGER FMI VM 502570 B
850 KF

ARMOR
• ASSISTANT MARKETING MFP FMI VM 170054 H
Mantes

Chez un leader de l'électronique...
• DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER FMI VM 302418 E

Bordeaux
• ANALYSTE FINANCIER FMI VM 362221 A

• ASSISTANTE DE RECRUTEMENT FMI VM 592700 R

Si vous êtes intéressés par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence citée à :

EGOR
6, rue de Bant - 75008 PARIS
PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BRUXELLES DARMSTADT DUBLIN ESPAGNE ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRNO.

Le Monde IMMOBILIER

LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
15 maisons de grand luxe
à deux pas du golf de St-Nom-La-Brière
Tomboulilles (79) Dans un site remarquable, dans des terres, Les Nouveaux Constructeurs réalisent 15 superbes maisons à l'architecture exceptionnelle. Maisons de 6 à 7 pièces de 180 à 207 m². Villa St-James - rue de Poissy - 78816 Tomboulilles.
Tél. : 30.54.31.21
Nous concevons des espaces de vie.

L'IMMOBILIER ESPAGNOL A PARIS
COSTA DEL SOL CANARIES
MARBELLA TENERIFE
LUCIA POU PROPERTIES
ET ARCO ORGANIZACION
EXPOSENT :
villas, appartements, locaux commerciaux, terrains.
Les 8 et 9 décembre, de 14 h à 19 h et
les 10 et 11 décembre, de 10 h à 18 h
A l'hôtel MERCURE
27, avenue des Ternes,
PARIS 75007.
Tél. : 47-86-49-18.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)
F. 37 ans. — DUT gestion personnel. Stage 6 mois responsable de la section « CESS ». Après cursus, 15 ans expérience gestion administrative, communication, secrétariat (suit) planning, organisation salons prof., traitement de textes... Motivé, goût des responsabilités. Répondre. Disponibilité.
RECHERCHE poste assistant de formation auprès direction personnel (déplacements acceptés). (Section BOO/JCS 1276.)
CADRE COMPTABLE. — 49 ans. Etudes supérieures. Grande expérience prof. ayant exercé responsabilités opérationnelles en P.M.E., inspecteur au service audit d'un groupe, bon maître de l'informatique.
RECHERCHE poste similaire ou responsable administratif. Paris, E.P. Disponible pour déplacements. (Section BOO/MIS 1277.)
CADRE ASSURANCE. — 54 ans. 20 ans expérience prof. ; responsable service production sinistres, directeur d'agence, gestion informatique (dont mise en place).
ETUDIerait toutes propositions de collaboration en compagnie d'assurances, cabinets de courtage. Paris, province, outre-mer. (Section BOO/MIS 1278.)

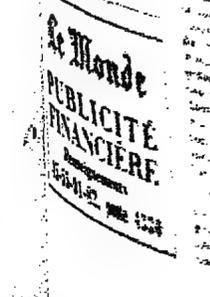


ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 08
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

ASSOCIATIONS

appel
MANOF
BOUTES CHAMONT
SAINT-MANDÉ
Séances et stages
Conférences
deux-roues
automobiles
ventes
C.G.V.

appartements ventes
4^e arrdt
5^e arrdt
6^e arrdt
7^e arrdt
12^e arrdt
14^e arrdt
15^e arrdt
18^e arrdt
appartements achats
bureaux
Locations
DOMICILIATIONS
bureaux
OPERA
fonds de commerce
ventes
EXCEPTIONNEL
L'AGENDA
Bijoux
BIJOUX ANCIENS
Informatique
Enseignement
ENSEIGNANTS
SAINT-MANDÉ



Économie

La réunion du GATT à Montréal

Européens et Américains se renvoient la responsabilité de l'échec des négociations sur l'agriculture

SOMMAIRE

- L'échec est consommé au GATT entre Européens et Américains : le principe même de relations commerciales mondiales « multilatérales » est menacé (lire ci-contre).
- La crise des chantiers navals est mondiale. Même la Corée est touchée (lire page 29).
- RATP : le RER reprend progressivement, mais la CGT-entretien perturbe de plus en plus le métro (lire page 28).
- M. Bérégozov veut donner leur liberté aux actionnaires des entreprises dures de privatisées. Une façon de relancer l'offensive contre le RPR (lire ci-dessous).

L'échec des négociations sur l'agriculture, l'impuissance à trouver un terrain d'entente entre les États-Unis et la Communauté européenne étaient confirmés dès jeudi 8 décembre au matin. MM. Frans Andriessen et Willy De Clerq, le vice-président de la Commission chargé des affaires agricoles et le commissaire chargé des relations extérieures, les deux porte-parole de la CEE, l'annoncèrent alors aux ministres des Douanes.

Les Européens, un moment, se précipitèrent à l'exercice pour constater bientôt que ce jeu économico ne s'accompagnait d'aucun mouvement sur le fond. « Nous avons refusé de jouer le jeu », dit M. Andriessen, « nous ne sommes pas prêts à reconnaître », commentait plus tard M. Frans Andriessen. En fin de journée, l'affaire était entendue, définitivement cette fois, même si la clôture formelle de la session ministérielle était reportée au vendredi 9 décembre.

« S'écarter du présent »

Les principaux participants, sans nier l'échec, ont cherché à en minimiser la portée et surtout à rassurer. Les consultations continueront au GATT. Il n'y a pas urgence puisque l'Uruguay round ne se termine que dans deux ans... La guerre commerciale agricole n'est pas certaine... Les Européens comme les Américains expliquent que, s'ils étaient prêts à négocier, ils ne déclencheraient pas les premières escalades de subventions... Paroles de circonstance, peu convaincantes, même pour ceux qui les prononcent. Mais comment reconnaître, à chaud, qu'on vient de jouer dangereusement les apprentis sorciers ?

Les effets destructeurs de l'écrit agricole se sont manifestés, spectaculaires, dès jeudi soir. Sur plusieurs des autres thèmes inscrits à l'ordre du jour, les négociateurs de Montréal étaient parvenus à s'entendre. Le plus important d'entre eux concerne sans doute la libération des échanges de services. Un texte donnant à la CEE les assurances qu'elle recherche quant à l'accès effectif aux marchés de ses partenaires (ce sont les États-Unis et le Japon qui sont surtout visés) avait été approuvé. Les autres accords concernent les exportations de produits tropicaux, les réductions tarifaires, le règlement des conflits entre parties contractantes du GATT, son fonctionnement. L'objet de ces accords était d'engager, dans des conditions aussi favorables que possible, la seconde phase de l'Uruguay round. Les négociateurs de Genève (ville où se déroulent normalement les travaux du GATT) ne pourront pas tirer profit des avancées ainsi réalisées.

MONTRÉAL
de notre envoyé spécial

A la demande de plusieurs États membres qui supportaient mal l'idée d'une telle rupture brutale avec les États-Unis, les deux plénipotentiaires furent chargés de tenter une ultime démarche, de vérifier une dernière fois auprès des Américains si un compromis ne pouvait pas être imaginé, et, à défaut, une porte de sortie honorable. La foi n'y était plus. La Communauté, néanmoins, déploya tous ses charmes, se fit racoler, soulignant qu'elle était prête non seulement à souscrire à des mesures à court terme pour assainir le marché, mais aussi à s'engager de manière réaliste et précise sur une plus longue période. Cette phase de vérification, sans grise ni la rupture n'était pas encore tout à fait accomplie et durant laquelle les Français à l'évidence redoutaient les dérapages, fut révélatrice de l'inflexibilité américaine.

« Succès du présent »

« Nous avons été terriblement déçus. Nous croyons qu'il faut se débarrasser une fois pour toutes des subventions qui perturbent la concurrence des produits agricoles. Si nous acceptons d'enlever dans le schéma proposé par la CEE, la perspective d'atteindre un jour cet objectif disparaît », a fait valoir M. Richard Lyng.

« S'écarter du présent »

« Les effets destructeurs de l'écrit agricole se sont manifestés, spectaculaires, dès jeudi soir. Sur plusieurs des autres thèmes inscrits à l'ordre du jour, les négociateurs de Montréal étaient parvenus à s'entendre. Le plus important d'entre eux concerne sans doute la libération des échanges de services. Un texte donnant à la CEE les assurances qu'elle recherche quant à l'accès effectif aux marchés de ses partenaires (ce sont les États-Unis et le Japon qui sont surtout visés) avait été approuvé. Les autres accords concernent les exportations de produits tropicaux, les réductions tarifaires, le règlement des conflits entre parties contractantes du GATT, son fonctionnement. L'objet de ces accords était d'engager, dans des conditions aussi favorables que possible, la seconde phase de l'Uruguay round. Les négociateurs de Genève (ville où se déroulent normalement les travaux du GATT) ne pourront pas tirer profit des avancées ainsi réalisées.

Plusieurs pays d'Amérique latine, mécontents de l'échec agricole dont ils redoutent qu'il n'ait affecté gravement leurs exportations, ont en effet refusé de le confirmer. Un rendez-vous au niveau des experts a été pris pour le début avril à Genève afin de tenter de sortir alors du blocage généralisé. Le GATT, gravement secoué, colmate ainsi les brèches avec de pauvres décisions de procédure.

RATP : le RER reprend progressivement, mais la CGT-entretien perturbe de plus en plus le métro (lire page 28).

M. Bérégozov veut donner leur liberté aux actionnaires des entreprises dures de privatisées. Une façon de relancer l'offensive contre le RPR (lire ci-dessous).

Les contradictions de M. Quilès

M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, a autorisé France-Télécom à utiliser les satellites américains privés PanAm Sat pour permettre à la « Cinq » de retransmettre les élections outre-Atlantique le 8 novembre dernier. C'est la première fois qu'un satellite privé est utilisé pour ce genre d'opération par la France, par ailleurs membre d'intelnet, une société coopérative créée au milieu des années 80, rattachée à l'ONU et dont les membres utilisateurs sont propriétaires.

« Succès du présent »

« Nous avons été terriblement déçus. Nous croyons qu'il faut se débarrasser une fois pour toutes des subventions qui perturbent la concurrence des produits agricoles. Si nous acceptons d'enlever dans le schéma proposé par la CEE, la perspective d'atteindre un jour cet objectif disparaît », a fait valoir M. Richard Lyng.

Le « dénoyautage » des sociétés privatisées

Comment protéger les entreprises françaises

Alors que la manière utilisée pour « dénoyauter » la Société générale a considérablement détérioré son image, M. Pierre Bérégozov, le ministre de l'économie, des finances et du budget, a décidé de changer de tactique. « Totalemment appuyé » par le PS et le gouvernement, le ministre va s'attaquer de front à l'un des outils par lesquels le RPR a organisé, entre 1986 et 1988, sa « maîtrise sur l'économie française » : les noyaux durs, ces groupes d'actionnaires stables mis en place

« Succès du présent »

« Nous avons été terriblement déçus. Nous croyons qu'il faut se débarrasser une fois pour toutes des subventions qui perturbent la concurrence des produits agricoles. Si nous acceptons d'enlever dans le schéma proposé par la CEE, la perspective d'atteindre un jour cet objectif disparaît », a fait valoir M. Richard Lyng.

« Succès du présent »

« Nous avons été terriblement déçus. Nous croyons qu'il faut se débarrasser une fois pour toutes des subventions qui perturbent la concurrence des produits agricoles. Si nous acceptons d'enlever dans le schéma proposé par la CEE, la perspective d'atteindre un jour cet objectif disparaît », a fait valoir M. Richard Lyng.

Menace

Or, tel est le véritable objectif poursuivi par les États-Unis depuis 1982. M. Richard Lyng, le ministre de l'agriculture, l'a rappelé sans tarder, et ils entendent aujourd'hui l'imposer. Le modèle de Punta-del-Este ne faisant plus l'affaire, ils changent de cap. Il est vraisemblable, en outre, que l'administration ne se sent pas les moyens de faire avaliser par le Congrès le programme de réduction des subventions agricoles qui pourrait résulter de discussions sérieuses au GATT.

Menace

« S'écarter du présent »

« Les effets destructeurs de l'écrit agricole se sont manifestés, spectaculaires, dès jeudi soir. Sur plusieurs des autres thèmes inscrits à l'ordre du jour, les négociateurs de Montréal étaient parvenus à s'entendre. Le plus important d'entre eux concerne sans doute la libération des échanges de services. Un texte donnant à la CEE les assurances qu'elle recherche quant à l'accès effectif aux marchés de ses partenaires (ce sont les États-Unis et le Japon qui sont surtout visés) avait été approuvé. Les autres accords concernent les exportations de produits tropicaux, les réductions tarifaires, le règlement des conflits entre parties contractantes du GATT, son fonctionnement. L'objet de ces accords était d'engager, dans des conditions aussi favorables que possible, la seconde phase de l'Uruguay round. Les négociateurs de Genève (ville où se déroulent normalement les travaux du GATT) ne pourront pas tirer profit des avancées ainsi réalisées.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Une plus grande souplesse

Dans les sociétés privatisées, on estime que la mesure ne bouleversera pas radicalement la donne. Pour plusieurs d'entre elles, la période de deux ans (celle au cours de laquelle les actions sont vendues bloquées) sera achevée au moment du vote de la loi (pour huit des douze sociétés privatisées). Jusqu'à présent, peu d'actionnaires membres des noyaux durs auraient souhaité se désengager de leur investissement. Au contraire, dans pratiquement toutes les entreprises privatisées, les membres des noyaux durs ont renforcé leurs participations.

ÉTRANGER
Au Japon

Le projet de construction de l'aéroport du Kansai est confié à un cabinet d'architectes parisien

TOKYO
de notre correspondant

La France vient de remporter un succès à l'issue du concours d'architecture organisé par la société de construction de l'aéroport d'Osaka. C'est, en effet, l'architecte Renzo Piano, de nationalité italienne, mais dont le cabinet est à Paris, qui s'est vu confier, vendredi 9 décembre, par un jury international présidé par l'architecte japonais Kurokawa, le projet de construction de l'aéroport du Kansai. Ce contrat est évalué à une centaine de millions de francs. M. Piano, spécialiste des architectures métalliques, a notamment dessiné le Centre Beaubourg et le pavillon italien pour l'Expo 70 à Osaka.

Guerre de succession chez Moulinex ?

ALENÇON
de notre correspondant

Une guerre de succession à Moulinex ? Les syndicats craignent une mise à l'écart de l'actuel directeur général M. Roland Darnieu, qui ne possède que 10 % de la société civile des fondateurs de Moulinex, alors que Michel Vannoorenbergh, directeur financier, et Gilbert Torelli, directeur commercial, en ont 35 % chacun.

Guerre de succession chez Moulinex ?

M. Darnieu, elle en gagnait 12 millions et 25 millions au premier semestre 1988.

Aux inquiétudes de certains des neuf mille salariés, l'intéressé se contente de répondre : « Rien de changé à la direction générale. Il y a bien d'autres sociétés où le directeur général n'est pas l'actionnaire principal. » Pour le moment, le directeur général pense à l'après demain : numéro deux européen du petit électroménager derrière Seb-Rowenta, Moulinex vient de s'introduire à la Bourse de Madrid et se prépare à 1992. Déjà un Espagnol, un Allemand et un Italien siègent au conseil de direction. Et Moulinex veut devenir une firme mondiale.

ÉTRANGER
Au Japon

Le projet de construction de l'aéroport du Kansai est confié à un cabinet d'architectes parisien

TOKYO
de notre correspondant

La France vient de remporter un succès à l'issue du concours d'architecture organisé par la société de construction de l'aéroport d'Osaka. C'est, en effet, l'architecte Renzo Piano, de nationalité italienne, mais dont le cabinet est à Paris, qui s'est vu confier, vendredi 9 décembre, par un jury international présidé par l'architecte japonais Kurokawa, le projet de construction de l'aéroport du Kansai. Ce contrat est évalué à une centaine de millions de francs. M. Piano, spécialiste des architectures métalliques, a notamment dessiné le Centre Beaubourg et le pavillon italien pour l'Expo 70 à Osaka.

ÉTRANGER
Au Japon

Le projet de construction de l'aéroport du Kansai est confié à un cabinet d'architectes parisien

TOKYO
de notre correspondant

La France vient de remporter un succès à l'issue du concours d'architecture organisé par la société de construction de l'aéroport d'Osaka. C'est, en effet, l'architecte Renzo Piano, de nationalité italienne, mais dont le cabinet est à Paris, qui s'est vu confier, vendredi 9 décembre, par un jury international présidé par l'architecte japonais Kurokawa, le projet de construction de l'aéroport du Kansai. Ce contrat est évalué à une centaine de millions de francs. M. Piano, spécialiste des architectures métalliques, a notamment dessiné le Centre Beaubourg et le pavillon italien pour l'Expo 70 à Osaka.

C'est donc au cabinet de M. Piano en collaboration avec l'aéroport de Paris et son partenaire japonais, le cabinet d'architectes Nikken Sekkei, que reviendra la construction du nouvel aéroport du Kansai. Rarement les fabricants d'équipements français qui, jusqu'à présent, ont quelque peu bougé le projet du nouvel aéroport du Kansai, ont été en meilleure position sur le difficile marché de la construction au Japon.

Jusqu'au 16 janvier 1989 à LA RÈGLE À CALCUL

L'OCCASION OU JAMAIS DE PASSER À LA MICRO

Le T1000 de TOSHIBA la micro-ordinateur portable, robuste et compatible.

La MAILLETTE MAGIQUE WORKS la logique intégrée Microchip-WORKS et tout le nécessaire pour débiter.

+ 1/2 journée de formation

+ Le Remplacement immédiat « sur place » par l'équipe de notre Centre de Service.

2200F TTC = 8950F TTC

LA RÈGLE À CALCUL
65 bd St-Germain, 75005 Paris
Tel. : (1) 42.25.68.68

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Économie

SOCIAL

Journée d'action CGT Le trafic du métro se dégrade

Les Parisiens et les banlieusards n'y comprennent plus rien. D'un côté, on leur annonce que tous les syndicats de la RATP, à l'exception de la CGT, ont appelé à la reprise du travail, et des améliorations sont effectivement perceptibles sur les lignes A et B du RER, qui fonctionnent en service minimum, mais sur la totalité de leur parcours. De l'autre, ils constatent qu'il devient de plus en plus difficile d'emprunter le métro. Les lignes 1 (Vincennes-Neuilly) et 11 (Châtelet-Les-Lilas) sont totalement fermées; la ligne 2 (Nation-Dauphine) est bouquante avec une cadence de quatre trains sur dix. Sur la 4 (Orléans-Châteaufort) et la 13 (Châtillon-Asnières-Saint-Denis), les perturbations sont importantes. Des usagers en colère sont descendus sur les voies des lignes 6, 13 et 7.

Un moment où les différentes parties de ce conflit exceptionnel font leurs comptes, on notera une autre amertume, celle qu'exprime M. Paul Reverdy, président de la RATP, dans les colonnes de *L'Express*. Celui-ci estime avoir été tenu à l'écart des négociations. « J'étais contre l'intervention d'un médiateur, car j'estimais que ce conflit devait être réglé à l'intérieur de la RATP (...). On m'ignore. Je suis hors d'état d'accomplir ma fonction de président. » A propos de l'appel de M. Jacques Delors, président de la Commission de la CEE, adressé aux patrons des entreprises publiques pour qu'ils assurent leurs responsabilités sociales, il répond: « C'est une plaisanterie! En matière de salaires, nous n'avons que le pouvoir d'appliquer une politique générale à toute la fonction publique: 3 millions de personnes. Nous sommes donc piétés et potrés liés. »

AL. F.

Les cotisations de retraite des cadres vont augmenter l'an prochain

Les cadres vont payer un peu plus pour leur retraite complémentaire. Les cotisations vont augmenter de 2,7% en 1989: c'est ce qu'a décidé le conseil d'administration de l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC), jeudi 8 décembre. D'autres augmentations vont sans doute suivre pendant sept ou huit ans pour assurer l'équilibre du système.

En 1987, le régime de retraite des cadres a porté le taux d'appel jusqu'à 110, taux maximum prévu par la convention collective de 1947, et il était clair dès ce moment qu'il faudrait aller au-delà (*Le Monde* des 29 décembre 1984 et 26 novembre 1987). Pour 1988, on attend un déficit de 1 milliard de francs, couvert par les revenus du placement des réserves.

D'autre part, le conseil d'administration a mis la touche finale à l'accord signé par le CNPF, la CGC, la CFTC et FO sur les « figurants » du régime: il s'agit de cadres dont le salaire est inférieur au plafond de la Sécurité sociale (10110 F à la fin de 1988). Ceux-ci représentent 14% de l'effectif (300 000 personnes environ) aujourd'hui, contre 3% seulement en 1969.

L'équation est simple et connue. Le président de l'AGIRC, M. Pierre Guillen, président de la commission des affaires sociales du CNPF, l'a rappelé mercredi 7 décembre: le nombre de cadres retraités s'accroît de 5% à 6% l'an, celui des cadres actifs de 1% à 2% seulement, ce qui réduit le rapport démographique retraités-cotisants. Avec l'arrivée à la retraite des générations nombreuses de cadres entrés en activité au cours des « Trente glorieuses », l'AGIRC (2,3 millions de cotisants, 800 000 allocataires) va traverser, selon M. Guillen, une « zone de turbulences ». Malgré un retour progressif au calme à partir de 1995, les projections faites par l'AGIRC amènent à envisager un taux d'appel de 140 pour les cotisations, c'est-à-dire une majoration de 40% de ces cotisations par rapport au taux théorique, mais sans donner les droits supplémentaires correspondants.

Ces ajustements seront renouvelés chaque année, a indiqué M. Guillen: à l'intérieur d'un ensemble de règles, on jouera « avec délicatesse sur toutes les marges » en fonction de l'évolution économique: une amélioration de la conjoncture, comme cette année, peut amener à réduire les efforts demandés aux cotisants et aux retraités.

Pour les salariés concernés, cela ne tire guère à conséquence, puisqu'ils conservent les points de retraite acquis et bénéficient de toute façon d'une retraite complémentaire. Mais cela entraîne un manque à gagner pour le régime des cadres, qui verse des points de retraite sans toucher de cotisations, et la CGC en a fait une contrepartie de l'intégration des régimes de cadres supérieurs.

Une mise en garde à l'Etat

C'EST une véritable mise en garde que M. Pierre Guillen a adressée à l'Etat, premier responsable du régime général de sécurité sociale, en présentant les décisions de l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC).

D'abord mezza voce, il a souligné qu'il existe « une certaine articulation » entre les mesures prises par les régimes complémentaires de retraite et la politique du régime général. Il a regretté qu'on ne porte pas remède par des « mesures définitives » aux difficultés de celui-ci. Plus haut, le président de la commission sociale du CNPF a dit que le patronat peut « accepter d'accroître la contribution des entreprises aux régimes complémentaires et refuser avec la même énergie de contribuer au régime général, tant qu'il n'y a pas de responsabilité vraie et qu'il portera le turquois de Nesselus des cotisations des allocations familiales ».

Pour sa part, le président de la commission sociale du CNPF envisage de réviser la participation du patronat aux caisses du régime général. De façon modulée, si le financement des allocations familiales est fondé sur d'autres bases que les cotisations des entreprises, le CNPF pourrait se décharger des cotisations; dans les caisses d'assurance-maladie, il ne revendiquerait plus de prestations, faisant place à d'autres prestations. En revanche, il resterait prêt à assurer des responsabilités dans la branche vieillesse, à condition toutefois que les dépenses « non contributives » soient distinguées de celles d'assurance. Ce qui fait évidemment beaucoup de « et si... ».

Dans le régime général, s'indigne M. Guillen, « les décisions majeures ne sont pas prises » et les partenaires sociaux sont « ravalés au rang de commis aux écritures ». Résultat, il est de plus en plus difficile de trouver

des patrons pour siéger dans les conseils d'administration du régime général. En proposant aux patrons, dans un récent entretien à la Croix, d'abandonner celui-ci, M. Girat, président de la Fédération nationale des travaux publics, « n'a fait que dire tout haut ce que d'autres pensent tout bas », estime M. Guillen.

Deux syndicats seulement s'y sont opposés: la CGT, qui présente une cotisation unique « au premier franc » pour les cadres, et la CFTD, qui a contracté l'estime qu'il vaut mieux accroître le taux de cotisation de la retraite complémentaire générale, plutôt que de procurer des droits spécifiques dans le régime des cadres.

GUY HEZELICH.

(1) Selon nos points par an si leur entreprise cotise au taux minimum de 8 %, ces quarante-quinze à elle cotise au taux maximum de 16 %.

Des mesures pour accompagner la « modernisation négociée »

En présentant une communication sur « la modernisation négociée » au conseil des ministres du 7 décembre, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a rassemblé un certain nombre de mesures autour d'un seul thème, pour fixer une orientation générale qu'il avait déjà définie dans un article publié dans nos colonnes (*Le Monde* du 13 septembre).

« Convaincu que « tout effort de modernisation de nos entreprises conduits à l'échec si la dimension sociale (...) n'est pas prise en compte », le ministre entend appuyer, par des aides financières et un soutien technique, les négociations nécessaires à la modernisation, indispensables « à la gestion prévisionnelle de l'emploi ». Il a annoncé officiellement les mesures à Reims, après avoir visité l'usine Germain Danone de Ferrières-en-Bray (Seine-Maritime), choisie pour sa valeur d'exemple.

Le Fonds d'amélioration des conditions de travail (FACT) voit ses crédits passer de 12 millions à 30 millions de francs et pourra financer des études dans les branches professionnelles. Les moyens en budget et en effectifs de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) seront accrus de 50% en 1989 pour permettre l'assistance technique. A titre expérimental, un dispositif d'aide au conseil pour la gestion prévisionnelle de l'emploi est créé et doté de 15 millions de francs. Les conventions de formation et d'adaptation du Fonds national de l'emploi (FNE) seront également utilisées dans un sens préventif, et les contrats d'études prévisionnelles, signés par les partenaires sociaux, bénéficieront d'une dotation de 10 millions. Enfin, les « engagements de développement de formations », avec 300 millions de crédits, « constitueront le principal moteur de cette politique ». Pour mobiliser sur ces objectifs, le ministre a chargé M. Pierre Louis Rémy, directeur de l'ANACT, d'une mission d'impulsion et d'animation.

A l'atelier de réparation Les déçus de Boissy

Lendemain de grève à Boissy-Saint-Léger. Mardi 6 décembre, une assemblée générale a houleusement accueilli avec mauvaise humeur l'accord salarial signé par neuf des syndicats de la RATP. Au terme d'une discussion mouvementée, cent soixante deux cent quarante-trois ouvriers présents décidaient de repousser le vote.

Judi, quelques rares salariés vont et viennent dans une salle déserte. Sur la table à thé, deux ou trois autres salariés des responsables syndicaux de la CGT et de FO, il ne reste plus qu'un simple évier et une urne vide. Les murs de la salle de repos des ateliers sont couverts d'affiches aux couleurs de la CGT, mais « elles étaient là avant la grève ». Le syndicat s'est contenté d'y ajouter de grands placards rouges et jaunes proclamant: « Augmentez nos salaires! », parce que le slogan « était d'actualité ».

Les pertes inévitables qui font le quotidien des grèves ont fini par les décevoir. Le tract est sorti de main. Patrick Sabrier, un ancien délégué du personnel, aujourd'hui simple membre de la section, écoute sans mot dire les explications maladroites de ces « non-syndiqués » qui viennent justifier leur démarche. Et il leur répond. Que devient l'unité syndicale, la solidarité ouvrière, l'efficacité militante? Pourquoi se diviser? Le patronat, qui n'a qu'un syndicat, lui, précise-t-il, n'attend que ça. Et le monde entier s'en mêle: les banquiers, qui profitent des intérêts des emprunts de la RATP pour s'acheter des voitures de luxe, la campagne violente menée en permanence contre la CGT, la rive pour certains d'une dépolitisation à l'américaine dans laquelle les ouvriers resteraient chez eux les jours d'élections. « Bien sûr, tout cela est schématisé, mais on peut en parler plus longuement un autre jour », ajoute-t-il, vaillamment agacé par la présence d'un journaliste.

Un tableau noir, abandonné dans un coin, mesure leur amertume. Pas plus de 350 F d'augmentation pour l'année 1988. « Ça n'est pas assez, lâchent-ils les mains tournées au fond de leurs bleus, nous avons toujours demandé 1000 F ». Pourquoi 1000 F? Pourquoi pas? Un peu de rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 1982, hasardent-ils. Les autres salariés sont dans le même cas, c'est vrai, mais, après tout, « si n'ont qu'à faire comme nous ».

La déception a fini par ébranler la CGT elle-même. Elle qui soutient sans faille la revendication des 1000 F pour tous depuis le début du conflit se voit désormais discrètement contestée. Judi, une pétition des « non syndiqués » dotée à la main circule dans les ateliers à la recherche de signatures. « Moi, non syndiqué, je refuse catégoriquement ce protocole d'accord, pouvait-on lire, et je demande qu'enfin la direction générale ouvre des négociations sérieuses sur la base de nos revendications. » Un langage semblable à celui de la CGT, le sigle et les lettres syndicales en moins. Ils ne sont pas opposés au syndicat d'Henri Krasucki, président-ils devant leurs délégués... CGT, mais ce syndicat « a une mauvaise image de marque ». Le spectacle le veille des déchirements entre la CGT et FO et

Unité syndicale

Les « non-syndiqués » suppléent. Ils ont voté CGT lors des dernières élections des délégués du personnel et ils recommenceront la fois prochaine, mais ils « en ont assez », lit-on du gouvernement, qui ne s'occupe pas d'eux, de la direction de la RATP, qui les prend « pour des imbéciles », et des syndicats, qui se déchirent à tout propos non sans arrière-pensées. Ils sont « écœurés », disent-ils. Jacques, délégué syndical CGT jusqu'en 1981, date à laquelle il a rendu sa carte, murmure avec fureur: « On se fait avoir de tous les côtés. » Dans un bâtiment tout proche, la direction annonce « une reprise fragile ».

ANNE CHEVIL.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Octobre 1988

VISHAY INTERTECHNOLOGY, Inc.

par une offre publique d'achat a acquis 98% du capital de

SFERNICE

Lazard Frères et Cie

Vishaya a été conseillée dans cette opération par Lazard Frères et Cie

Octobre 1988

VISHAY INTERTECHNOLOGY, Inc.

par une offre publique d'achat a acquis 98% du capital de

SFERNICE

Rothschild & Cie Banque

Sfernice a été conseillée dans cette opération par Rothschild & Cie Banque

Pour votre **DEMEMAGEMENT**

ODOUL AGENT DE demeco

16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 42 08 10 30

GALE RUPERT GARCIA

RIE "New Work"

24 nov. - 7 janv.

18, place des Vosges 4^e Tel.: 42 77 16 77 du mardi au samedi 14 h - 19 h

DÉTAILS NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION



Économie

AFFAIRES

La Corée du Sud touchée à son tour

Les chantiers navals sont en proie à une totale désorganisation

En accord avec les gouvernements des Douze, la Commission de Bruxelles a décidé de provoquer, pour deux ans, la directive de décembre 1986 qui réglemente jusqu'à la fin de cette année le régime des aides publiques aux chantiers navals. Mais elle ne se prononcera que le 16 décembre sur le taux plafond (28% du prix de revient d'un navire aujourd'hui) que chaque gouvernement est tenu de respecter. Entre le groupe des pays officiellement libéraux comme la Grande-Bretagne ou le Danemark et celui des États du Sud (Espagne, France, Italie) pour lesquels un taux significatif de subvention est absolument nécessaire pour résister à une concurrence mondiale effrénée, la marge de la Commission reste étroite.

Les autorités de Bruxelles doivent prendre position à un moment à la fois délicat pour l'ensemble des chantiers européens et alors qu'en cette fin d'année les événements se bousculent sur une scène mondiale plus désorganisée que jamais.

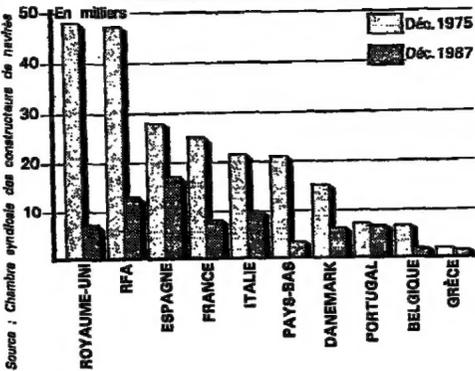
Ainsi qu'en 1950, les onze pays européens membres aujourd'hui de la CEE constructeurs de navires assuraient 65% des livraisons mondiales, cette part est tombée à 13% sous les coups de bonheur successifs des pays de l'Est, du Japon, de la Corée du Sud et maintenant déjà de la Chine populaire et de Taïwan. Comme le marché mondial de navires (parce que ces derniers échappent aux droits de douane, aux contingents et aux taxes antidumping) est extrêmement fluide, n'importe quel armateur a la faculté de commander un cargo dans n'importe quel chantier, son prix étant toujours exprimé en dollars.

L'Europe, y compris la Suède et la Norvège, a progressivement perdu sa suprématie parce que la compétitivité de ses entreprises s'affaiblit. Et, en dépit d'aides publi-

ques colossales versées depuis trente ans par tous les États, extrêmement complexes, voire occultes, et diverses (la CEE a répertorié vingt et une formes de subventions en RFA), la construction navale de la vieille Europe s'est effondrée. Elle employait 222 000 personnes en 1975 et 75 000 seulement douze ans plus tard. La France, qui avait engrangé 380 000 tonnes de commandes en 1981, n'a pu en décrocher que 170 000 l'an dernier. Tout le monde a encore à l'esprit la désastreuse saga de Normandie. L'Espagne, pour sa part, a entrepris des coupes claires dans les usines de Bilbao. En Suède, la construction navale a été quasiment rayée de la carte. Et l'actualité récente fournit une nouvelle série d'illustrations.

Le mois dernier, le gouvernement polonais annonçait, pour des motifs

EFFECTIFS EMPLOYÉS DANS LES CHANTIERS NAVALS DE LA CEE
(non compris les salariés affectés à la construction de navires militaires)



Source : Chantiers syndicaux des constructeurs de navires

autant politiques que financiers, son intention de fermer les chantiers Lénine à Gdansk (dix mille salariés), une partie particulièrement symbolique de la légende ouvrière et de l'économie du pays. Le 7 décembre, c'est M^{me} Thatcher, irritée de n'avoir pu trouver d'acheteur après des mois de négociations pour les docks publics de Sunderland, dans le nord-est de l'Angleterre, qui, de guerre lasse, décidait tout simplement de couper le tuyau à oxygène. Et l'on pourrait indéfiniment allonger la liste des « exemples catastrophes ».

Le chaos pour soi

Les causes de cette débâcle généralisée et irrésistible sont bien connues : ralentissement des échanges mondiaux, diminution relative des tonnages des marchandises, pénuries à transporter, excédent de l'offre de navires sur le marché mondial, apparition et consolidation depuis dix ans de redoutables concurrents en Extrême-Orient, qui ont accru consi-

dérablement leur capacité de production et corrélativement cassé les prix, à la grande satisfaction d'armateurs qui ont commandé des navires en spéculation, dont ils n'avaient pas besoin, provoquant l'engorgement actuel.

Mais, fait nouveau, depuis quelques mois, la crise frappe aussi ceux dont l'expansionnisme à tout va avait fait mettre genoux à terre à l'Europe. En septembre, le géant nippon Mitsubishi a programmé dix mille réductions d'emplois et Kawasaki a confirmé la fermeture définitive de son usine. Dans le carnet de commandes mondial, le Japon, qui pesait pour 35% en 1985, n'intervient plus que pour 18%. Mais surtout, voilà que les Sud-Coréens eux-mêmes qui, vis-à-vis du Japon pratiquaient une politique de

dumping à outrance, plus encore que le Japon vis-à-vis de l'Europe, reçoivent en boomerang les contrecoups de leur pratique de casse des prix.

Ici, c'est un chantier qui doit retarder la construction de huit navires, faute de pouvoir disposer auprès des banques d'un crédit que Lexim Bank lui a refusé. Là, l'énorme conglomérat Hyundai livre une bataille juridique et financière de titan au plus grand armateur pétrolier du monde, le milliardaire de Hongkong Yu Kong Pao pour le contrat de trois grands tankers et, enfin, il y a quelques semaines le numéro un du secteur, Daewoo (quatorze mille salariés) n'a pas caché qu'il était au bord de la faillite avec 99 millions de dollars de pertes... Les déficits cumulés des quatre principaux chantiers sud-coréens qui avaient atteint 100 millions de dollars en 1986, sont passés à 235 l'an dernier. Et comme on pouvait s'y attendre dans ce monde où la guerre au couteau est de règle, les Japonais, ces derniers jours, ont repris du tonus, profitant de la crise de confiance qui s'abat sur la Corée du Sud, leur principal rival d'aujourd'hui.

Témoin immobilisé

Dans ces conditions, les négociations interminables de la commission européenne, seule, ou dans le cadre de l'OCDE, même avec le Japon et la Corée pour essayer d'arriver à une réduction coordonnée des capacités de production et à un niveau correct de prix, n'ont guère de chances d'aboutir à bref délai. Le chacun pour soi a toujours été la règle dans ce secteur et le sera longtemps.

En l'absence d'un semblant d'ordre mondial, chaque pays européen tente de limiter la casse pour lui-même, et de renforcer ses derniers noyaux durs. En RFA, les Länder relaient abondamment le gou-

vernement fédéral et les chantiers de ce pays bénéficient de nombreuses commandes militaires, y compris à l'exportation. Au Danemark, où le principal chantier est la propriété d'un armateur puissant, c'est une politique de dégrèvements fiscaux très favorable qui est mise en œuvre. Et l'Italie a réussi à lancer l'an dernier un vaste plan d'aide à la marine marchande pour passer des commandes aux chantiers publics Fincantieri pour la coquette somme de 1,3 milliard de francs.

La France, elle, a fait son choix. Un très grand chantier à Saint-Nazaire avec 4 500 personnes sous la houlette d'Alsthom, une entreprise moyennement au Havre, et quelques ateliers pour construire des navires de pêche éparpillés de Nantes à Dieppe et dirigés par la société Leroux et Lotz. Le ministre français de l'Industrie, M. Roger Fauroux, est parvenu habilement à arracher 620 millions de francs supplémentaires dans le collectif budgétaire pour permettre à Alsthom d'emporter devant la concurrence allemande et finlandaise un superbe paquebot de 1,8 milliard de francs pour un armateur norvégien, qui donne l'occasion à de riches Américains de faire des croisières de rêve aux Caraïbes, mais aussi de construire des frégates pour la marine nationale. Le Maroc vient, pour sa part, de choisir Leroux et Lotz plutôt que les Espagnols afin de constituer une flotte moderne de douze chalutiers congélateurs. Tout cela sent, sinon l'optimisme, du moins la consolidation. Quant à Normandie, qu'un sursis tendance à oublier, la « Navale provençale » n'en finit pas de mourir. Le chantier essangue de La Ciotat est occupé par une poignée de militants de la CGT et du PC depuis deux mois, auxquels M. Krasucki a rendu visite le 8 décembre. L'otage est un porte-conteneurs pour le Mexique, flamboyant neuf, désirois témoin immobilisé de la technologie française.

FRANÇOIS GROSCHARD.

CIRCULATION

La Ville éternelle à mi-temps

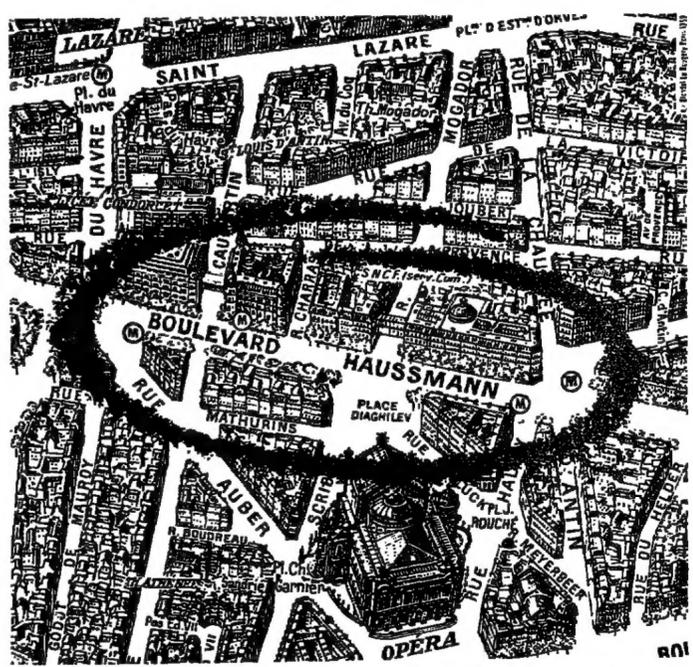
Il a fallu six semaines de disputes et six heures de débats à la majorité de centre-gauche qui siège la municipalité de Rome pour décider un plan draconien et expérimental de circulation destiné à remédier aux embouteillages monstres dans la Ville éternelle.

Du 13 au 23 décembre, les voitures dont les numéros d'immatriculation se terminent par un chiffre pair et celles

datées d'un chiffre impair circuleront, en alternance, un jour sur deux.

Les opposants ont eu beau faire valoir que les autobus étaient trop stéroïdes pour remplacer l'auto, et que cette discrimination était une atteinte à la liberté des citoyens, le maire de Rome a tenu bon contre vents et médis, tant la situation est devenue critique.

NOËL À HAUSSMANN, MÊME LE DIMANCHE.



GALERIES LAFAYETTE, PRINTEMPS, MARKS & SPENCER, BOUCHARA, MONOPRIX, PRISUNIC, SERONT OUVERTS LES 11 ET 18 DÉCEMBRE. A PARTIR DE 10 H.

GALERIES LAFAYETTE, DE 10 H À 18 H 30, PRINTEMPS, DE 10 H À 19 H. MARKS & SPENCER, BOUCHARA, DE 10 H À 18 H 30, MONOPRIX, PRISUNIC, DE 10 H À 19 H.

PENDANT 13 MOIS* CHEZ CITROËN.

Jusqu'au 31 décembre, Citroën vous offre tous modèles essence de sa gamme véhicules particuliers pour 0 F par mois pendant 13 mois. Vous possédez une voiture ? Laissez-la chez Citroën et si elle couvre l'appart initial de votre location avec option d'achat, vous pourrez repartir au volant de la Citroën neuve de votre choix sans rien payer de plus jusqu'en 1990.

L.O.A. sur 60 mois, vous réserve d'acquisition de doubler par Crédit. Exemple pour 10 000 F TTC hors assurance : à la livraison, apport initial de 3000 F couvert par le reprise de votre véhicule (débit de garantie de 1500 F et 1 F* loyer de 500 F), suivi de 13 loyers de 0 F, puis de 46 loyers à 245 F, option d'achat en fin de location : 1500 F couverts par le débit de garantie, soit total en cas d'acquisition : 14 270 F.

*Après versement de votre apport initial.

هكذا من الأصل

Marchés financiers

BOURSE DU 9 DECEMBRE

Cours relevés à 14 h 52

Main financial table with columns for 'VALEURS', 'Règlement mensuel', and 'Comptant'. Includes various stock and bond listings with prices and changes.

Comptant (allocation) SICAV (allocation) 8/12

Table listing 'Comptant' and 'SICAV' allocations, including bond and equity listings with prices and yields.

Table titled 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or', showing exchange rates for various currencies and gold prices.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-92, poste 4330

Handwritten Arabic text: سكوناً من الأصل

